

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES LIENS ASSOCIATIFS DES FEMMES CHILIENNES

**MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE**

**PAR
SOPHIA GRABOWIECKA
Sous la direction d'Anne Quénart**

Octobre 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Remerciements

Merci à Anne Quéniart pour son appui moral, ses corrections et surtout, l'inspiration nécessaire pour accomplir ce travail.

Merci à mon frère, ma sœur et surtout mon père qui m'a donné les moyens, le temps et l'appui dont j'avais besoin.

Merci à Christine, Julie, Martine et Valérie pour leurs encouragements.

Merci à Erik qui a fait preuve d'une grande patience pendant la rédaction de ce mémoire. Il a représenté un soutien indispensable. Merci pour ta joie de vivre, ta créativité et ton amour.

Je tiens à remercier Nada qui, par sa force intérieure et sa grande sensibilité, m'a motivée à mener ce travail à terme. Ses conseils judicieux et son oreille attentive ont été des plus appréciés. Je prendrai cette occasion pour lui souhaiter tout le succès qu'elle mérite dans sa poursuite du Doctorat.

Merci à Francine Descarries pour m'avoir permis à pousser ma réflexion plus loin lors de nos discussions.

TABLE DES MATIÈRE

RÉSUMÉ.....	vi
INTRODUCTION.....	1

CHAPITRE I

CONTEXT THÉORIQUE DE LA RECHERCHE.....	5
Introduction.....	5
1.1 La problématique : objectifs, questions et hypothèses.....	5
1.2 Le cadre théorique.....	8
1.2.1 Le pluralisme socioculturel et le contexte urbain.....	8
1.2.2 L'identité et les représentations sociales de la femme.....	10
1.2.3 La vie associative.....	14
1.2.4 Le regroupement ethnico-spécifique.....	14
1.2.5 L'approche féministe.....	17
1.3 Conclusion.....	21

CHAPITRE II

LA DÉMARCHE ET LA MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE.....	24
Introduction.....	24
2.1 La méthode d'enquête.....	24
2.2 L'échantillon.....	24
2.2.1 Présentation détaillée des femmes.....	25
2.3 La réalisation des entrevues.....	26
2.4 Les méthodes d'analyse.....	26
2.5 Les difficultés de l'enquête.....	27
2.6 Conclusion.....	28

CHAPITRE III

MISE EN CONTEXTE.....	30
-----------------------	----

Introduction.....	30
3.1 Le mouvement des femmes au Chili : historique.....	30
3.1.1 Ses débuts.....	30
3.1.2 La dictature.....	31
3.1.3 La démocratie.....	35
3.1.4 Actuellement.....	36
3.2 Les femmes interrogées, leurs parcours: l'exil au féminin.....	36
3.3 Conclusion.....	42

CHAPITRE III

LA REPRÉSENTATION SOCIALE DES FEMMES AU QUÉBEC

ET LA REFORMULATION IDENTITAIRE.....	46
Introduction.....	46
4.1 Le processus de construction du « Nous ».....	46
4.1.1 Le travail.....	49
4.1.2 Le quartier.....	52
4.1.3 La vie associative.....	54
4.1.4 L'identité féminine.....	56
4.1.5 La famille.....	58
4.2 Représentations sociales de la culture québécoise.....	62
4.3 Conclusion.....	66

CHAPITRE V

LES MANIFESTATIONS DE L'IDENTITÉ ETHNIQUE

AU FÉMININ.....	69
Introduction.....	70
5.1 Représentations sociales de la culture chilienne.....	70
5.1.1 L'identité ethnique et la définition du «Nous» : les limites.....	71
5.2 L'identité ethnique et culturelle.....	82
5.3 La reformulation identitaire.....	86

5.4	Conclusion.....	88
-----	-----------------	----

CHAPITRE VI

LES RÉPERCUSSIONS DU REGROUPEMENT ETHNIQUE

	ENTRE FEMMES.....	91
	Introduction.....	91
6.1	Les fonctions de la vie associative.....	91
6.1.1	Rapports avec le pays d'origine.....	91
6.1.2	Intégration dans le pays d'accueil à travers l'implication sociopolitique.....	95
6.2	La 2 ^e génération et la vie associative.....	96
6.3	La vie à Montréal : les aspirations.....	99
6.4	Conclusion.....	104

	CONCLUSION.....	107
--	-----------------	-----

	APPENDICE A.....	112
--	------------------	-----

Tableau	Caractéristiques des répondantes.....	112
---------	---------------------------------------	-----

	GUIDE D'ENTREVUE.....	115
--	-----------------------	-----

	BIBLIOGRAPHIE.....	117
--	--------------------	-----

Résumé

Ce mémoire porte sur des femmes chiliennes de Montréal et les liens associatifs qu'elles forment. Nous nous penchons sur la nature des liens associatifs « ethnico-spécifiques » et les raisons explicites qui encouragent le regroupement de femmes immigrantes pour comprendre le rôle que joue la vie associative dans l'intégration de ces dernières. Nous chercherons, en interviewant ces femmes originaires du Chili et membres de l'association des Chiliens de Montréal, à saisir leurs représentations de leur place et de leurs rôles de femmes et de citoyennes ici au Québec, et à explorer l'importance de l'implication sociopolitique dans leur vie à Montréal. Dans le paysage urbain multiculturel de Montréal, les Chiliens et Chiliennes représentent une communauté culturelle parmi d'autres dont le parcours de l'exil, pour plusieurs, a poussé à un engagement sociopolitique dès l'arrivée; un engagement qui perdure toujours après les années pour les femmes chiliennes rencontrées.

Cette implication continue au niveau associatif ne représente pas un repli sur soi et sa communauté mais est plutôt l'expression d'une conscience sociale beaucoup plus développée résultant du déplacement forcé (Doring, 2002), ainsi qu'un moyen d'adopter les affaires de la ville d'accueil et de s'intégrer à la collectivité montréalaise. Nous aborderons l'intégration sociale de ces femmes à travers leurs activités professionnelles, leurs expériences interpersonnelles et leur implication sociopolitique, tout en explorant leurs perceptions de l'identité féminine dans le contexte de leur parcours de vie. Le but de cette recherche est d'analyser, d'une part, comment la réalité de femmes immigrantes opère dans l'élaboration de leurs stratégies identitaires, leurs représentations des rôles de la femme et, d'autre part, les fonctions et l'impact de leur vie associative relativement à leur intégration dans le pays d'accueil.

INTRODUCTION

Notre projet de recherche porte sur les femmes chiliennes, établies au Québec dans la région de Montréal, qui ont tissé des liens associatifs. Nous chercherons, en interviewant ces femmes originaires du Chili et membres de l'association des Chiliens de Montréal, à saisir leurs représentations de leurs rôles et leur place ici au Québec. Comment la réalité de femmes immigrantes opère-t-elle dans l'élaboration de leurs stratégies identitaires et associatives?

Notre interrogation concerne le fait qu'une population féminine latino-américaine immigrante développe des liens associatifs ethniques. Considérant que ces femmes ne se sentent pas représentées au sein d'associations existantes, elles ont tendance à s'insérer dans une association de femmes originaires du même pays. L'existence de plusieurs associations, regroupant des femmes originaires d'un pays en particulier, tend à démontrer que les femmes qui ont immigré au Québec se regroupent au sein de comités évoquant leur réalité et leurs valeurs. Elles chercheraient ainsi à trouver leur place au Québec. La place accordée aux femmes immigrantes au Québec est donc centrale à notre projet de recherche.

Nous nous penchons sur les associations de femmes chiliennes en raison de la spécificité de leur migration au Québec. Rappelons que 1500 Chiliens vivaient actuellement à Montréal¹. L'intérêt porté à cette population minoritaire s'explique de trois façons. La première se situe dans les raisons du déplacement des ressortissants chiliens. En effet, le coup d'état de 1973 et la violation des droits humains pendant la dictature de Pinochet (Gaviola, Largo, Palestro, 1994), qui ont forcé des familles entières à quitter le pays, sont des événements, des expériences qui marquent toujours les ressortissants chiliens et donc les membres de l'association des Chiliens à Montréal. D'ailleurs, l'agenda sociopolitique de l'association et ses revendications sont empreints de ces vécus relatifs à la situation sociale dans le pays d'origine et dans le pays d'accueil. La protection des droits humains, particulièrement des droits des femmes, fait l'objet de réflexions et d'actions

¹ d'après un communiqué publié le 1^{er} octobre 2003 de par la Ville de Montréal,

organisées par l'association des Chiliens à Montréal et le Comité des droits humains (CDDHH)².

Dans un deuxième temps, l'historique du mouvement des femmes au Chili démontre, d'après plusieurs sociologues latino-américains qui se sont penchés sur la question, une implication prévalente des femmes dans l'élaboration de politiques sociales (Gaviola, Largo, Palestro, 1994). Les femmes chiliennes ont toujours su s'assumer dans l'arène publique et ont réussi à organiser des actions pour promouvoir leurs droits dès le début du siècle dernier. Cette conscience sociale s'étant transposée dans le pays d'accueil, l'association permettrait donc aux femmes de se rassembler entre elles, de s'exprimer et de s'impliquer dans des actions collectives.

En dernier lieu, notre intérêt pour la population féminine chilienne se manifeste dans les modes concrets d'adaptation employés par ces femmes dans un nouveau contexte social. Être une femme migrante signifie la non appartenance à un univers symbolique, aux références et représentations sociales du pays d'accueil (Doring, 2002) et donc la nécessité d'élaborer des stratégies d'adaptation. Doring (2002), qui s'intéresse aux femmes mexicaines, présente les conséquences de cette nouvelle modalité d'action qui, selon l'auteure, peuvent se manifester dans l'inhérence de l'identité migrante au niveau individuel et familial, mais aussi dans les changements de rôles qui peuvent découler du déplacement. L'adaptation de ces femmes aux nouvelles formes d'interrelation avec le contexte s'infiltré dans les relations institutionnelles et sociales qu'elles forment. Les conclusions de Doring (2002) sont que les femmes mexicaines ayant immigré au Canada adoptaient un esprit plus critique, plus alerte aux manifestations sociales qui les entouraient. Selon l'auteure, ces femmes développaient une conscience sociale plus aigüe en raison de leur situation. Nous nous inspirons des thèmes abordés par Doring, notant qu'il est fort possible que notre recherche auprès des femmes chiliennes reflète ses conclusions.

² Dans le cadre de ce mémoire, nous avons traduit *Comité de derechos humanos* au français. Nous avons choisi de garder l'acronyme CDDHH dans lequel *derechos humanos* est représenté par DDHH.

Si la formation de liens associatifs représente le moyen principal de combler un besoin d'appartenance à un groupe, un besoin ne serait pas comblé dans la société d'accueil, il nous semble important de rencontrer les membres de regroupement ethniques formels pour qu'elles nous éclairent sur leurs motivations et la signification que leur engagement sociopolitique prend dans la continuation de leur vie à Montréal.

Ce mémoire se divise en six chapitres. Le premier est dédié au contexte théorique de notre recherche et présentera l'objet de recherche, la problématique centrale et les objectifs ainsi que les questions de recherche qui motivent et dirigent la démarche entreprise. Ce chapitre expose également notre grille d'analyse pour ce mémoire. Le deuxième chapitre détaille la démarche méthodologique, de nature qualitative, employée pour la réalisation de notre recherche. Nous présenterons également les critères de sélection des répondantes, la réalisation des entrevues et leur analyse. Le chapitre III offre une brève mise en contexte explorant l'historique du mouvement des femmes au Chili, le phénomène de l'exil qui a marqué le parcours de vie de plusieurs femmes rencontrées pour, en dernier lieu, faire une présentation détaillée de nos répondantes. Les trois chapitres subséquents présentent les résultats de la recherche.

Le Chapitre IV aborde les représentations sociales de la société d'accueil et des rôles des femmes québécoises à travers l'analyse des contacts entre les femmes immigrantes et les Québécoises. Le cinquième chapitre aborde les représentations sociales qu'ont les femmes de leur culture, donc l'interprétation des rôles des femmes suite à la reformulation identitaire effectuée dans la société d'accueil. Le sixième chapitre analyse les fonctions et répercussions de la vie associative, au niveau social et identitaire, selon l'interprétation qu'en font ses membres féminins.

CHAPITRE I

CONTEXTE THÉORIQUE DE LA RECHERCHE

Introduction

Ce chapitre vise à définir notre objet de recherche, donc à présenter les objectifs de notre recherche, les hypothèses qui ont guidé la réflexion ainsi que les questions qui ont motivé notre enquête et auxquelles nous tenterons de répondre. Nous inscrirons, par la suite, nos interrogations au sein des théories sélectionnées à partir de divers domaines de la sociologie, dont la sociologie de l'immigration traitant du déplacement et de l'intégration, certaines théories psychosociales traitant de la reformulation identitaire ainsi que la théorie féministe abordant les représentations sociales de la femme. Ce cadre théorique nous permettra de situer et délimiter de façon adéquate notre objet de recherche en présentant l'angle théorique de ce mémoire.

1.1 La problématique : objectifs, questions et hypothèses

Notre recherche porte sur le phénomène du regroupement associatif immigrant et sur l'impact de celui-ci dans les représentations de la femme qu'ont les femmes chiliennes, selon les moyens d'intégration et de contact qu'elles ont avec les femmes québécoises. Nous abordons ce phénomène en nous penchant sur le cas des femmes qui ont immigré au Québec et qui font actuellement partie de l'association des Chiliens.

Il est intéressant d'explorer les phénomènes pouvant expliquer une identification avec la société québécoise et le rôle qu'y joue la vie associative. Notre objectif est d'explorer la relation entre la formation de liens associatifs ethnico-spécifiques entre chiliennes à Montréal et leurs perceptions de la société d'accueil, en lien avec leur d'intégration au sein de celui-ci. Nous explorerons plus spécifiquement comment les femmes chiliennes ont reformulé leur identité féminine au contact de la société québécoise, explorant les domaines de la vie qui invitent le contact entre les Chiliennes et les Québécoises et la nature des liens qu'elles forment avec ces dernières. L'implication sociopolitique représentant un de ces domaines où les Chiliennes interagissent avec les

Québécoises, nous analyserons l'importance qu'elles accordent à leur implication et à l'activité sociopolitique dans leur intégration à la société québécoise. En dernier lieu, nous explorerons l'importance de la conscience sociopolitique suite au déplacement forcé dans la formulation d'aspirations et l'élaboration de propositions relativement au processus d'immigration.

La construction sociale des femmes et des rôles qui lui sont associés représente l'axe centrale de notre projet (Quénart, 1994, Doring, 2002). Notre grille de lecture s'inspire d'ouvrages qui traitent de l'identité (de Montlibert, 1998; Dubar, 2001; Ellemers, Spears et Doosje, 1999), des écrits féministes (hooks, 1984; Young, 1994; DeSève, 1994; Brooks, 1997; Mouffe, 2000; Miles, 2001; Maillé, 2002; Butler, 2005; Williams Crenshaw, 2005) et de l'immigration (Vatz-Laroussi, Tremblay, Corriveau et Duplain, 1994; Germain, Dansereau, Bernèche, Poirier, Alain et Gagnon, 2003; Statistiques Canada, 2003; Chouakri, 2004; CDEC, 2005; Immigration et Métropole, 2005; Labelle, 2005).

Employant comme boussole théorique les analyses présentées par Joseph E. Davis (2000), René Otayek (2000) ainsi que Claude Dubar (2001), nous nous centrerons sur la notion d'identité sociale que nous emploierons par la suite comme point de référence dans notre propre analyse. Concept majeur dans notre recherche, l'identité est pour nous un construit humain, un produit de socialisations successives. Dans le contexte de l'immigration, l'identité pose le problème de l'acquisition d'un code symbolique et des restructurations identitaires constantes de l'individu en relation avec le contexte sociétal d'accueil. Nous nous pencherons plus particulièrement sur les stratégies identitaires élaborées lors de changements qui bouleversent la donne sociale identitaire tels que l'exil et l'immigration.

Un deuxième axe autour duquel s'organise nécessairement notre analyse concerne le processus de l'immigration. Nos lectures portent sur le processus d'insertion dans le tissu social à travers la formation de liens associatifs, autre concept central à notre projet de recherche. À travers l'analyse des obstacles et contraintes ressenties lors de ce processus, nous comptons explorer les stratégies d'adaptation, d'acculturation et d'insertion

employées en relation avec le contexte social canadien, particulièrement dans les centres urbains québécois (Germain, Dansereau, Bernèche, Poirier, Alain et Gagnon, 2003; Immigration et Métropole, 2005). Notre recherche se centre sur les expériences, les stratégies des femmes dans le processus de l'immigration. Nous utiliserons des écrits féministes contemporains traitant de la position périphérique des identités migrantes et immigrantes dans la construction sociale de la femme au Québec, visant à identifier les éléments identitaires jugés « autres » (Doring, 2002; Labelle, 2004).

Dans le cadre de notre recherche, nous tenterons de répondre à trois grandes questions:

1. Quelles représentations sociales des femmes ont les Chiliennes, compte tenu de leurs valeurs culturelles?
2. Que représente la vie associative dans l'intégration des femmes immigrantes dans la société d'accueil?
3. Quels sont les facteurs qui ont permis à ces femmes exilées de s'intégrer avec un certain succès à la société québécoise tout en préservant leur identité culturelle et les valeurs sociopolitiques du Chili?

Nous suivrons ces pistes dans notre effort d'appréhender le phénomène. En premier lieu, un des apports du regroupement associatif serait qu'il sert non seulement la visibilité des femmes immigrantes originaires du Chili, mais aussi qu'il permet une reconnaissance des réalités féminines immigrantes relativement aux conceptions de la femme et de leurs rôles, notamment au niveau social et politique, dans la société québécoise. Deuxièmement, l'appartenance à un regroupement dénote un besoin d'appartenance, un besoin qui ne serait pas entièrement comblé dans d'autres domaines de la vie ou d'autres contextes associatifs mais qui ne signifie aucunement le refus d'intégration. En dernier lieu, les regroupements composés de femmes immigrantes relanceraient donc le débat sur l'inclusivité des identités, la place que devrait occuper les femmes immigrantes dans la réflexion quant aux rôles associés aux femmes au Québec. Cela pose la question du dialogue entre les groupes de femmes, ce qui pourrait permettre d'inclure les éléments provenant des réalités et valeurs féminines immigrantes.

1.2 Le cadre théorique

Dans l'établissement de notre cadre théorique, nous nous baserons sur certaines théories puisées dans la sociologie de l'immigration, sur la théorie de la construction identitaire mise de l'avant notamment par Claude Dubar, ainsi que sur la sociologie féministe pour aborder les questions de notre recherche.

1.2.1 Le pluralisme socioculturel et le contexte urbain

Dans le but de définir les contours de notre projet de recherche, il convient de mettre de l'avant certains aspects du contexte québécois, et plus particulièrement du contexte urbain montréalais, auquel nous nous intéressons, ainsi que les enjeux relatifs à la présence d'identités ethnoculturelles. Puisqu'on ne peut demander aux immigrées « de devenir amnésiques, de se mutiler la mémoire, d'oublier qui ils sont et d'où ils viennent » (Otayek, 2000 :40), un échange s'effectue entre le pays d'accueil et ses nouveaux venus. En effet, la dialectique entre la nation, son histoire, sa politique et sa culture et ses nouveaux arrivants vise un « pluralisme socioculturel » (Otayek, 2000) et ce, surtout dans ses grands centres urbains où l'on retrouve la majorité des nouveaux arrivants. Labelle et Rocher (2004) rapportent que 88% de la population immigrée recensée au Québec résiderait à Montréal. Ces identités ethnoculturelles forment une grande part du paysage montréalais. « La ville de Montréal constitue un cas à part du fait de sa taille (un million d'habitants) et de sa proportion significative d'immigrants (plus d'un quart de la population). » (Immigration et Métropole, 2005 : 36)

Dans sa gestion du pluralisme qui l'habite depuis toujours, la ville de Montréal a encouragé, par le biais de ses politiques formelles en matière multiculturelle (Immigration et Métropole, 2005), l'effervescence d'associations, de comités, de regroupements ethniques. Les enjeux culturels et identitaires (Immigration et Métropole, 2005) peuvent être appréhendés en employant une approche « qui place la ville au cœur des enjeux de la citoyenneté » (Lustinger-Thaler, 1993 dans Immigration et Métropole : 68). Cette approche se centre sur l'espace urbain, civique, qu'occupe une minorité ou un regroupement ethnique. La société civile étant partie prenante dans ces dialogues, cette approche nous

permet ainsi d'analyser les négociations, les revendications et la reconnaissance de groupes dans l'espace urbain.

La recherche de Vatz-Laaroussi, Tremblay, Corriveau et Duplain (1999) effectuée dans deux régions du Québec, explore en profondeur l'influence qu'a la région d'accueil dans les types de stratégies d'adaptation, « d'acculturation-insertion » (Vatz-Laaroussi, Tremblay, Corriveau, Duplain, 1999, p.1) employées par les familles immigrantes. Ils en concluent que le contexte d'accueil, avec son historique et ses transformations, est une variable très importante dans la sélection de différents modes d'adaptation, de stratégies identitaires et associatives.. Misant sur les particularités du contexte social québécois, plus particulièrement de la ville de Montréal, nous emploierons une approche soucieuse des dynamiques spécifiques au contexte urbain. Comme nous le verrons plus loin, les regroupements ethnico-spécifiques font partie intégrale du paysage montréalais.

Par ailleurs, dans sa réflexion sur le phénomène de l'immigration, Abdelmalek Sayad affirme que « penser l'immigration, c'est penser l'État » (dans Montlibert, 1998 :6). En effet, s'interroger sur les fondements, les mécanismes internes de structuration et de fonctionnement de l'État par le biais de l'immigration, c'est soumettre notre propre société à l'analyse. Dans notre description et notre interprétation du phénomène de l'immigration, nous employons les catégories de la « pensée d'État » proposées par Sayad (dans Montlibert, 1998) qui sépare les « nationaux », ceux qui détiennent la nationalité, des « non-nationaux » qui sont présents et résident dans le pays mais « ne participent pas de cette nationalité » (dans Montlibert, 1998 :6). Cette interprétation suggère que la présence et le fait qu'y résident des immigrantes marque indéniablement le pays et, de la même manière, le contexte marque les « non-nationaux » aussi appelés « les autres ». Cependant, penser l'« immigrant », d'après Sayad, c'est penser à celui qui n'est pas en situation de force, qui cherche à se sécuriser en tant qu'inconnu (dans Montlibert, 1998). C'est celui qui, d'après Claude Dubar (2000), doit entamer les processus identitaires marqués par « la multi-appartenance, le déracinement et le dilemme de la naturalisation » (Dubar, 2000 :187) dans le pays d'accueil.

1.2.2 L'identité et les représentations sociales de la femme

Joseph E. Davis (2000) analyse l'identité en la plaçant dans le contexte de la globalisation en traçant une ligne entre les deux grands groupes tels que dessinés dans notre ère globale : les « globalisées » et les « localisées ». Cette distinction est pertinente puisqu'elle reconnaît la nature du déplacement d'une population. En définissant les « globalisées » comme ceux qui peuvent se permettre d'aller à la découverte d'un monde rapetissant, Davis les distingue des « localisés » décrits plutôt comme ceux qui se déplacent par besoin (2000).

Mike Featherstone (dans Davis, 2000) compare trois perspectives sur le concept. Tout d'abord: l'identité n'implique-t-elle pas une constance; un noyau intouchable authentique? Or, cette perspective essentialiste a été subséquemment critiquée par la perspective postmoderniste qui interprète l'identité plutôt comme multiple et fragmentée. Featherstone retient cependant la troisième perspective, soit l'interprétation d'Anthony Giddens (1991) qui soutient que l'identité serait plutôt le projet d'une vie, où l'accent est mis sur l'autoformation active de soi dans la construction d'un mode de vie. Claude Dubar retiendra aussi cette perspective qu'il nommera « nomaliste » (Dubar, 2000 :3). Dans son ouvrage *La crise des identités*, l'hypothèse centrale qu'il émet est « qu'il existe plusieurs types d'identité personnelle » et donc plusieurs façons de construire « des identifications de soi-même et des autres » (Dubar, 2000 :173). Dubar explique que « L'identité personnelle implique la mise en œuvre d'une attitude réflexive (Soi-même) par et dans des relations signifiantes (...) permettant la construction de sa propre histoire (Soi) en même temps que son insertion dans l'Histoire (Nous) » (Dubar, 2000 :200). C'est aussi pouvoir se mettre en mots : exprimer son identité et son appartenance.

Claude Dubar (2000) continue la discussion sur l'identité en situant clairement l'individu en relation constante avec le contexte social contemporain, servant ainsi à définir les tendances actuelles dans la construction identitaire. L'auteur définit ce qu'il nomme « l'identité pour autrui », « les identifications attribuées par les autres » (Dubar, 2000 :4) tandis que l'« identité pour soi » représente comment l'on s'identifie soi-même, misant sur le fait qu'il y ait « une certaine coïncidence entre le Moi attribué et le Soi revendiqué »

(Dubar, 2000 :175).). En effet, Claude Dubar définit l'identité comme un processus qui permet de donner sens à la vie, «une définition sociale d'une réalité individuelle, personnelle» (Dubar, 1992 :12). Il rajoute que l'identité est en quelque sorte un mouvement plutôt qu'une entité : elle n'est jamais construite mais est toujours à construire à l'intérieur du processus de socialisation. De ce fait, rien n'est fixe ou statique dans le concept de l'identité. Au contraire, l'identité personnelle est constamment en «restructuration», pour reprendre le terme du psychologue Jean Piaget, et ce, concurremment aux dynamiques sociales qui l'entourent. D'ailleurs, Dubar poursuit en écrivant que c'est «l'identification à des rôles sociaux (...) qui permet aux enfants de sociétés modernes de devenir des acteurs sociaux en même temps que des sujets personnels» (Dubar, 2000 :177).

S'appuyant sur ces concepts, Dubar procède à l'analyse : il perçoit un paradoxe actuellement entre les anciennes formes d'identification dites «communautaires» et les nouvelles formes d'identification qu'il dénomme «sociétaires». En effet, les trente dernières années ont produit une « phase difficile », une véritable crise des identités due à l'effritement des identités et appartenances traditionnelles antérieurement importantes dans la définition de l'individu. En effet, la perte de la communauté en tant que référent transmettant des « manières de faire, de sentir et de penser » a cédé place, selon Dubar, à de multiples interprétations ambiguës.

D'après Dubar (2000), l'ambiguïté actuelle des identités genrées et la diversification de rapports entre les sexes, la multiplication de parcours professionnels dans une vie et les effets de l'individualisation dans les identités symboliques, politiques et religieuses, tout ceci a laissé place au bricolage identitaire. Ces nouvelles manières de s'identifier sont éphémères et variables puisque ces collectifs procurent des ressources d'identification temporelles que l'individu est libre de gérer de diverses façons.

D'ailleurs, l'auteur dénonce la montée de l'individualisme « (...) considérée comme le résultat, ni volontaire, ni programmé, de processus modifiant les modes d'identification des individus par suite de transformations majeures dans l'organisation économique,

politique et symbolique des rapports sociaux.» (Dubar, 2000 : 16). Otayek (2000) remarque cette même tension entre le “je” et le “nous” où, actuellement dans les sociétés modernes, l’individu l’emporte sur la collectivité. Nagel (2000) appuie également Dubar pour dire que les formes identitaires traditionnelles ont perdu leur importance et que la construction de soi aujourd’hui s’effectue davantage par la consommation et le mode de vie. Elle rejoint aussi Otayek dans son observation de l’importance «du soi», de la pluralité engendrée par la culture de consommation. Ainsi, l’individu peut accéder à plusieurs identités qu’il peut agencer différemment lui permettant de se trouver un «soi» unique et personnel.

Or, qui discute de modernité doit aborder la culture de consommation croissante. Pour Nagel (2000), l’immersion de l’individu dans un contexte de consommation excessive encourage le retrait de l’individu des sphères publiques et associatives pour s’immerger dans des sphères privées de consommation. D’après cette auteure, cette tendance a comme effet de laisser l’individu dépourvu d’opportunité d’identification ou de différenciation et d’association dans un contexte sociétal. Inversement, Harvie Ferguson (2000) n’entrevoit pas de retrait de la vie publique à cause de la consommation. Il décrit plutôt la société moderne en tant que particulièrement stable à cause du haut niveau de différenciation entre individus. Ceci permet de distinguer chacune et, d’après Ferguson, de façon connexe, encourage chaque individu à s’impliquer dans des relations d’interdépendance nécessaires.

Par ailleurs, dans la construction identitaire personnelle, l’individu ne peut se passer de référents collectifs auxquels s’identifier. Dans leur réflexion sur la théorie de l’identité sociale, Ellemers, Spears et Doosje (1999) défendent que la comparaison entre groupes est instrumentale au processus identitaire car elle peut venir renforcer ou modifier l’identité de soi. Dubar (2000 : 55) affirme qu’« Il n’y a pas d’Identité sans Altérité (...) ». Ainsi, l’entrée de l’individu dans un groupe signifie non seulement une restructuration identitaire, mais aussi une forme de renforcement identitaire. Sous forme d’échanges constants, le renforcement identitaire provient de l’intérieur et de l’extérieur du regroupement. La confirmation provient de la reconnaissance de l’identité d’un individu par les membres, et lorsqu’elle est comparée aux représentations symboliques d’autres groupes.

Le concept d'identité rassemble donc plusieurs éléments pertinents à notre objet de recherche. Les réflexions de Dubar (2000) sur les identités sexuées et les changements survenus dans les relations entre hommes et femmes nous procurent un contexte social historicisé et contemporain dans lequel notre compréhension des dynamiques est sensiblement plus nuancée. De nos jours, les choix confiés aux femmes sont pluriels et plusieurs d'entre-elles bénéficient d'une plus grande liberté dans la construction de leur «soi-même». La société est moins contraignante ce qui permet une plus grande liberté dans la construction d'une identité féminine qui coïncide avec son Soi personnel. Plusieurs femmes dans la société contemporaine jonglent pour se redéfinir vis-à-vis de la carrière et de la vie privée.

Nous nous devons de prendre en compte la trajectoire sociosexuée d'une personne, « des ressources de la trajectoire sociale » (Dubar, 2000 :198) ainsi que d'autres éléments susceptibles d'influer profondément l'identité. Nagel propose l'ethnicité en tant que variable d'importance: « (...) while ethnicity is socially and politically constructed, and thus arbitrary, variable, and constantly negotiated, it is no less real in its consequences. » (Nagel 2000 : 96) L'ethnicité est perçue par Nagel et Featherstone (2000), Dubar (2000) et Ellemers, Spear et Doosje (1999) comme une dynamique dotée d'une fluidité qui demeure constamment en évolution. Dubar (2000 : 142) partage ces observations sur l'ethnicité en s'arrêtant sur les enfants d'immigrantes, de deuxième génération, qu'il décrit comme « déchirés entre leur origine, leur cité et cette société de consommation à laquelle ils rêvent de s'intégrer tout en constatant qu'elle les stigmatise ». Dans le cas de l'immigration, il affirme que « chaque famille, chaque individu, doit gérer pour son propre compte, cette mutation des rapports aux valeurs, aux normes et aux règles de la vie en commun ». (Dubar, 2000 :143).

Poussant la réflexion sur l'identité, nous abordons les adaptations et stratégies employées par l'immigrante en période de bouleversement ou de changement. La migration et l'exil représentent des moments cruciaux de l'existence qui s'accompagnent de changements de configuration identitaires. En effet, lorsque confronté à une nouvelle

définition de soi-même, il s'agit de « retrouver des références, des repères » pour « gérer subjectivement » les changements objectifs (Dubar, 2000 :172). Si l'on interprète l'identité comme se constituant par un « réseau de médiations symboliques à travers lesquelles les sujets se reconnaissent, s'éprouvent comme participants à une signification collective singulière, ancrée dans l'histoire et dans la géographie » (Jurt : 1993, cité dans Montlibert, 1992 :43), la reconnaissance de l'individu devient centrale dans sa conviction d'être membre et d'avoir une place et un rôle en tant que partie d'un tout. Cette relation peut se résumer comme suit : « I am us. » (Harvie Ferguson 2000 : 183)

1.2.3 La vie associative

D'un point de vue identitaire, s'insérer dans le lien social peut s'avérer plus facile lorsque l'individu a l'opportunité de former des liens communautaires et/ou associatifs au sein de la société d'accueil. Comme l'expriment les auteurs de *Social Identity*, les groupes rassemblent des individus qui se partagent diverses caractéristiques promouvant ainsi l'association. Ellemers, Spears et Doosje (1999) citent des intérêts partagés, une menace ou une catégorisation sociale commune en tant que facteur possible pouvant provoquer le regroupement. Les auteurs voient la menace identitaire comme étant un encouragement efficace au regroupement. Ils se penchent sur quatre types de menace identitaire: la catégorisation contre son gré, la dévalorisation de la distinction du groupe, la valeur de l'identité du groupe, et le refus d'acceptation. Ces menaces sont, d'après les auteurs, dirigées vers le noyau identitaire du groupe et/ou de ses membres ce qui provoque le regroupement réactif de ces derniers.

Parallèlement, Ellemers, Spear et Doosje (1999) affirment que l'individu est libre de s'associer à des groupes pour bénéficier de l'approbation de ses pairs et d'une plus grande inclusion sociale. L'élection temporaire d'un groupe identitaire, d'un collectif, et l'instrumentalisation d'une identité collective pour s'assurer l'identité la plus salubre s'inscrit, d'après les auteurs, en tant que stratégie identitaire compensatoire ou adaptatrice lors d'un bouleversement. D'ailleurs, Joane Nagel (2000) fait ressortir deux tendances en apparence contradictoires observées chez les immigrants dans les pays de l'Occident, venant appuyer Ellemers, Spear et Doosje (1999) et Mike Featherstone (2000). D'une part,

il y a assimilation chez les enfants et petits-enfants d'immigrants. D'autre part, il y a une résurgence de l'identification ethnique, nationale et raciale en plus de la formation de nouvelles organisations et mouvements. Les facteurs cernés par Nagel pour expliquer cette dernière tendance sont multiples : la migration globale, la reconnaissance de l'ethnicité en tant que base valable pour revendiquer politiquement et la représentation ethnique dans le système politique ont transformé l'ethnicité en plateforme sociopolitique. De plus, il y a une valeur culturelle, selon Nagel, accordée à l'ethnicité dans plusieurs contextes nationaux.

Claude Dubar appuie ces auteurs en expliquant que malgré la solidarité temporaire et les « objectifs limités », ces réseaux horizontaux ou « regroupements autonomes d'individus » sont des « niches identitaires » qui font appel à l'authenticité. Il continue en disant que les nouvelles formes d'engagement et de participation sociale qui prennent forme sont circonstanciées, fluides, provisoires. C'est pourquoi il avance que c'est au sein de ceux-ci que l'on peut procéder à la construction d'une nouvelle identité à partir d'expériences.

1.2.4 Le regroupement ethnico-spécifique

Nous nous intéressons aux liens associatifs féminins ethniques parce que, telle que décrite par Labelle et Rocher (2004), la sous-représentation de plusieurs catégories sociales dans la sphère publique québécoise engendre, chez les populations minoritaires, le besoin de se regrouper, d'utiliser la ressource qu'est leur identité. Nous basant sur la recherche effectuée par l'Institut national de la recherche scientifique, Urbanisation, Culture et Société (INRS, 2003) et la recherche effectuée par Immigration et Métropole (2005), ce sont ces liens qui forment l'expérience sociale, qui permettent l'entrée d'un individu dans la vie associative, lui donnant ainsi accès à un réseau. L'association en tant que telle devient un « lieu de convergence d'expériences et de partage » (Immigration et Métropole, 2005 : 11). La vie associative agit donc comme une sphère sociale qui englobe des individus qui se partagent un vécu, un système de croyances et de valeurs, un agenda commun. Labelle et Rocher (2005) placent les associations minoritaires et/ou ethniques au centre de leur analyse du paysage social québécois. Les auteurs inscrivent ces associations

dans la mouvance des « nouveaux mouvements de contestation » (Labelle, Rocher, 2005 : 59), c'est-à-dire des nouvelles formes associatives ayant pour but de revendiquer une identité ethnique et culturelle héritée dans un pays d'accueil. Ces associations se dotent d'un esprit critique non seulement face au contexte social du pays d'accueil mais aussi relativement à la situation dans le pays d'origine.

L'association en question peut suivre une « logique d'intégration » ou une « logique de distinction » (Immigration et Métropole, 2005 : 13). Les associations qui ont pour but de faciliter l'adaptation des immigrant(e)s dans le pays d'accueil, en les pourvoyant d'un réseau d'entraide suivent une logique d'intégration. Inversement, les associations qui, par le biais d'actions collectives, cherche à renforcer et préserver une identité et une culture suivent une logique de distinction. Ces référents employés dans la recherche nous proposent deux critères par lesquels nous pourrions évaluer les raisons d'être de l'association.

Certes, l'ajout des nouvelles identités non nationales et les liens tissés parmi ces immigrantes seraient ainsi établis en reconnaissance d'une origine commune et d'un ou plusieurs buts relatifs à une expérience commune. En 1991, au Québec, il existait environ 1800 associations établies par des immigrés ou leurs descendants (Statistiques Canada, 2003 : 1). Ces associations ont des fonctions très différentes: aide aux nouveaux arrivants, organisation d'activités et d'évènements culturels, apprentissage des deux langues majoritaires, pratique religieuse, résolution de conflits familiaux, assistance sociale et défense d'intérêts économiques, de corporations, de positions politiques (le plus souvent liées aux situations dans les pays d'origine).

Pour évaluer l'importance des associations ethniques dans l'expérience sociale des minorités au Québec, Statistique Canada (2003 : 1) rapporte qu'« Au cours de l'année précédant l'enquête, 34 % des immigrants qui sont arrivés au Canada entre 1991 et 2001 étaient membres ou participants de ces groupes ou organisations ». Les associations ethniques regroupent non seulement des membres nouvellement arrivés au pays mais rejoignent également, en moins grand nombre, des immigrants de deuxième et troisième génération.

« Les immigrants, sans tenir compte du nombre d'années qu'ils ont vécu au Canada, étaient plus enclins à participer à des associations ethniques ou d'immigrants que les personnes nées au pays. Environ 6 % des immigrants de la première génération appartenaient ou participaient à ces organisations, comparativement à 1 % de ceux de la deuxième génération ou plus. »
(Statistiques Canada, 2003 : 1)

Ces données démontrent que le besoin social d'appartenance et d'associations est plus grand chez les individus nouvellement arrivés au pays.

Labelle et Rocher définissent les membres d'associations ethniques non gouvernementales en tant qu'acteurs sociaux issus de groupes ethniques minoritaires et marginalisés dans la sphère publique. Selon Sommier (2001) (cité dans Labelle, Rocher, 2004 : 2), ces groupes sociaux constituent des « minorités actives », des « groupes restreints actifs ». Ces mêmes minorités actives visent, selon Otayek (2000), à détenir un moyen pour pouvoir au mieux négocier le partage du pouvoir. Les minorités actives et les groupes restreints actifs sont des petits regroupements d'individus appartenant à une population minoritaire dans le pays d'accueil qui s'impliquent et organisent des actions collectives. Leur visibilité ne provient pas de leur nombre mais des actions que ces groupes organisent. Nous penchons plus particulièrement sur les regroupements de femmes immigrantes, les membres de ces associations s'inscrivent en tant que minorité ethnique et population désavantagées comparativement aux hommes.

1.2.5 L'approche féministe

Nous optons pour un cadre d'analyse féministe puisque les femmes qui font partie d'associations ethniques font l'objet d'une situation particulière. Ainsi, l'approche féministe post-colonialiste (Maillé, 2002) nous permet de mieux saisir leur représentation de la réalité. Les recherches qui portent sur les facteurs liés à la femme et l'immigration sont souvent des études féministes qui s'intéressent spécifiquement à la condition des femmes migrantes, immigrantes ou minoritaires. Dans leur souci de recenser les

expériences des femmes ainsi que la grande variété d'obstacles auxquels elles sont confrontées, les études féministes se sont penchées précisément sur l'expérience des femmes dans le processus d'immigration, d'adaptation et d'intégration. Cette discipline nous permet d'évaluer dans toute sa spécificité la condition des immigrantes originaires du Chili dans le contexte social québécois.

Dans le processus de l'immigration, ce sont les femmes qui se retrouvent le plus souvent dans des situations d'instabilité et de vulnérabilité. En effet, à cause de la double discrimination envers l'ethnie et le genre féminin, les immigrantes, sont confrontées à plusieurs obstacles dans le processus d'adaptation (la quête d'un logement ou d'un emploi, par exemple) et d'intégration. Notre projet de recherche se distingue par le fait qu'il vise à incorporer l'analyse du genre et l'analyse des effets de l'immigration pour pouvoir enquêter plus spécifiquement leurs représentations de la réalité.

Labelle et Rocher (2004) reconnaissent que les femmes ne constituent pas une minorité mais qu'elles sont souvent défavorisées par rapport aux hommes. Considérant que les inégalités entre femmes persistent et que des rapports de domination se créent au contact entre femmes, les auteurs présentent certaines raisons pour lesquelles les femmes se retrouvent entre elles au sein d'associations ethniques. En effet,

« (...) l'impérialisme culturel et la domination des femmes occidentales (catégorisées comme blanches) dans la construction du discours féministe, et mettant au jour les conditions qui occultent au sein du féminisme, les discours minoritaires et marginaux, il est problématique de penser une solidarité des femmes sans égard aux rapports constitutifs de ces échanges inégaux » (Labelle, Rocher, 2004 : 112).

Comme l'expriment Chantal Maillé (2002) et Maria Teresa Doring (2002) dans leurs travaux respectifs, les femmes immigrantes peinent à trouver un espace pour s'exprimer, se retrouver et développer un réseau d'entraide.

« Le problème se pose avec autant plus d'acuité que la discussion sur la diversité culturelle laisse souvent peu de place à la parole des femmes, donnant à certains hommes le pouvoir de définir les paramètres d'une représentation qui tend à reproduire les stéréotypes identitaires à travers ce prisme d'un vécu uniforme de l'appartenance culturelle » (Maillé, 2002 : 2).

Les conclusions de Labelle et Rocher (2004) quant aux femmes « autres » convergent avec la perspective de Chantal Maillé (2002) pour dire que ces femmes sont généralement amalgamées dans la catégorie de « femmes immigrantes ».

Maillé (2002) ajoute :

« [...] Au Québec, les expériences des femmes minoritaires sont souvent résumées à la position périphérique et inexacte de la catégorie de « femmes immigrantes », laquelle efface précisément l'inscription de chaque expérience de la marginalité que vivent les femmes dites « immigrantes » et corrobore le métarécit d'une société québécoise blanche, homogène, de métissage récent, où sont venus des gens d'ailleurs dans le dernier quart de siècle (...). (Maillé, 2004 : 1)

Or, en dehors du « noyau d'organisations représentatives des femmes de la majorité québécoises », existent une multitude d'associations regroupant des femmes marginalisées (Labelle, Rocher, 2004: 115). En effet, la présence de femmes immigrantes dans l'arène publique de la vie sociale constitue un fondement principal de la liberté : la liberté de parole, la liberté associative. Les femmes membres d'associations oeuvrent dans le but de se voir concéder un partage du pouvoir dans l'élaboration des définitions et des stratégies, et de jouir d'une augmentation de la représentation des femmes de groupes minoritaires. Dans la pratique, cette ouverture se traduit par la multiplication des espaces de dialogues et l'organisation d'actions communes (Descarries: 2002, cité dans Maillé, 2002 : 2).

Publié en 2002, l'ouvrage de Maria Teresa Doring peut être décrit comme un outil d'information interdisciplinaire sur le phénomène de l'immigration et sur l'adaptation psychosociale des immigrantes latino américaines. L'auteur reconnaît que l'immigration

est une étape complexe de la vie des « exilés volontaires ». Elle fait ressortir les stratégies identitaires adaptatives relatives au processus de migration et d'adaptation de ces femmes. Elle définit « l'identité de genre », la prémisses de la société collective issue de sa culture, qui régit la « personnalité collective », la représentation sociale des femmes (Doring, 2002 : 22) comme une notion fondamentale dans l'analyse des réalités immigrantes. L'auteur prétend que la femme construit et reproduit son identité de genre, son identité nationale, mais que la femme immigrante est confrontée à des adaptations particulières lorsqu'elle désire s'impliquer dans le processus de production et de reproduction de sens.

Plusieurs féministes, dont Mouffe (1973), hooks (1984), Young (1994), Miles (2001), Maillé (2002) pour n'en nommer que quelques-unes, ont cité l'importance d'inclure les réalités des femmes immigrantes dans le discours féministe et de prendre en compte ces identités dans l'élaboration de théories féministes contemporaines. L'omission des réalités migrantes, immigrantes et minoritaires dans l'élaboration théorique féministe au Québec (Maillé, 2002 : 1) a longtemps témoigné de la présence d'une hégémonie faisant distinction entre les « femmes d'ici » et les « femmes d'ailleurs ». Certaines, dont Chantal Maillé, ont tenté de donner la parole aux immigrantes en employant une approche post-coloniale. De leur côté, Chantal Mouffe (1973) et Micheline DeSève (1994) démontrent l'importance d'une forme de cohésion entre femmes, dans le but de donner aux femmes les atouts nécessaires pour assumer leurs droits et responsabilités démocratiques en tant qu'actrices sociales à part entière. Les auteurs citent l'importance de reconnaître les multiples identités qui composent l'identité féminine. Cette identité féminine est définie, au sens plus large, par l'expérience commune d'oppression.

Le texte d'Angela Miles (2001), quant à lui, redirige le débat vers le féminisme de troisième vague. L'auteure démontre que, vu la nature fluide des associations et alliances, des identités et des causes politiques (Miles, 2001 : 1), le féminisme de la troisième vague accorderait un espace dialogue peu restreint entre les groupes de femmes. Les réflexions de Crenshaw (2005) quant à l'identité des femmes migrantes s'arrêtent sur l'indissociabilité des éléments. Elle dénomme intersectionnalité cette convergence qu'elle discerne entre les éléments qui forment l'identité d'une personne. Selon Otayek (2000), le positionnement résultant de l'intersectionnalité d'éléments de « race » et de genre, entre autres, rend

l'expérience concrète de chaque femme différente l'une de l'autre. Les conclusions d'Angela Miles (2001) vont dans le même sens. En effet, elle explique que le fait d'enlever l'importance jadis accordée à l'élaboration d'une définition de la femme, d'une identité féminine, permet la reconnaissance d'une panoplie d'identités féminines qui reflètent l'agenda politique, les origines, l'orientation sexuelle, la réalité sociale de chacune. Là où les conclusions des auteurs convergent, c'est dans la compréhension qu'aucune femme n'est uniquement et simplement «femme». Comme l'explique Crenshaw (2005), toute femme possède des attributs relatifs à son statut socio-économique, ses origines ethniques, etc. qui doivent être pris en compte dans l'observation du social féminin.

Ces théories nous ont été utiles puisqu'elles nous ont offert une voie pour observer et étudier le phénomène et pour mieux capter le sens des expériences vécues par les femmes rencontrées. Ce que nous retenons des théories présentées c'est particulièrement la convergence d'éléments qui viennent largement déterminer la réalité et l'identité des femmes. Ainsi, plusieurs réalités féminines existent et se croisent, d'où l'importance du dialogue pour établir les points communs et prendre conscience des différences culturelles, idéologiques, etc.

1.3 Conclusion

Les théories présentées dans ce chapitre tracent la direction entreprise dans la formulation des questions de recherche. Selon les auteurs, la reformulation identitaire (Dubar, 2000) post-migratoire des femmes leur permettrait, en théorie, de préserver, non sans conflits possibles, les valeurs du pays d'origine tout en leur donnant l'opportunité de sélectionner avantageusement certaines mœurs et valeurs du pays d'accueil (Doring 2002). Cette reformulation au niveau personnel se ferait pour minimiser la déchirure identitaire et élaborer des stratégies identitaires utiles dans l'intégration. Comme l'explique Crenshaw (2005), le statut socioéconomique, l'activité professionnelle et le niveau d'éducation sont des variables non-négligeables dans l'analyse non seulement de l'intégration au niveau des institutions et de la participation citoyenne, mais aussi dans la restructuration identitaire en tant que femme.

Certes, l'implication dans les sphères publiques accroît le contact avec les citoyens du pays d'accueil, permettant l'élaboration de représentations sociales à travers les expériences personnelles. Compte tenu de l'engagement sociopolitique des femmes, leur implication les mènerait à interagir fréquemment avec des gens partageant leur vécu ce qui se traduirait par la construction d'une dimension sociale de la vie au Québec, leur permettant aussi, par leur regroupement, de se distinguer dans un paysage multiculturel. Cette zone de confort représenterait donc un tremplin vers le développement d'un intérêt dans les affaires sociales et politiques de la société d'accueil : un moyen additionnel de vivre les valeurs du pays d'origine, évitant ainsi la crise identitaire post-migratoire. Dans une métropole multiculturelle, les femmes seraient en mesure de se trouver un créneau identitaire parmi les multiples interprétations culturelles des rôles des femmes qui y résident. Cependant, il existe une division entre les femmes d'ici et d'ailleurs (Maillé 2002) qui est reflétée non seulement par leur statut « autre » au sein du mouvement des femmes, mais aussi par l'omission de leurs réalités dans les discours et théories féministes contemporaines.

CHAPITRE II

LA DÉMARCHE ET LA MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Introduction

Ce chapitre détaille notre démarche méthodologique. Nous présenterons, dans un premier temps, les raisons qui ont motivé le choix de l'approche qualitative et, dans un deuxième temps, le déroulement du recrutement des répondantes. Nous ferons une présentation de chacune des femmes interviewées dans le cadre de notre recherche. Nous présenterons les balises générationnelles établies pour distinguer les femmes immigrées de leurs enfants, ainsi que leurs caractéristiques socioéconomiques et professionnelles.

Nous expliquerons ensuite de quelle façon nous avons réalisé les entretiens qui se sont déroulés sur une période de trois mois, ainsi que les méthodes d'analyse employées et les étapes qui ont marqué notre processus de réflexion. Enfin, nous ferons état des difficultés rencontrées au cours des entretiens, présentant de même les obstacles anticipés avant d'entreprendre cette étape.

2.1 La méthode d'enquête

Nous avons opté pour une méthode qualitative, inspirée de la théorisation ancrée pour répondre aux questions de recherche posées. Nous avons opté pour cette approche pour nous permettre des allers-retours entre les paroles des femmes interviewées et le cadre théorique, nous menant à capter le sens qu'elles accordent aux thèmes abordés. Cette recherche vise à étudier l'expérience d'immigrantes chiliennes membres de l'association des Chiliens à Montréal pour saisir la signification de la vie associative au plan identitaire, dans la conception de soi en tant que femme. Nous cherchons donc à comprendre le rôle que joue le regroupement ethnique féminin dans l'intégration des répondantes au contexte urbain.

2.2 L'échantillon

L'échantillon est composé de 10 femmes originaires du Chili, immigrantes de 1^{ère} génération, sélectionnées à partir de leur appartenance à l'association des Chiliens à Montréal: celle-ci regroupe une diversité de personnes et mène aussi à une diversité dans le sens de la complémentarité des représentations. On observe que l'association des Chiliens à Montréal regroupe des membres de différentes générations issus d'une variété de milieux socio-économiques. Ce type d'échantillon nous permet d'accéder aux informations pertinentes relatives aux liens associatifs ethniques de genre, étant centré sur les femmes membres d'un regroupement formel ethnico-spécifique. Elles ont été recrutées sur une base volontaire. Cependant, leur participation aux activités représentait un critère principal pour pouvoir adéquatement aborder la nature et fonctions des liens associatifs.

2.2.1 Présentation détaillée des femmes

Nos répondantes sont âgées de 42 à 79 ans. Elles sont arrivées à Montréal entre les années 1974 et 1992 et toutes sont venues directement à Montréal, sauf Paola³ qui s'était rendue à Edmonton avec sa famille pour ensuite se diriger vers Montréal. Toutes étaient adultes à leur arrivée, sauf Graciela qui avait 15 ans. Notons enfin que très peu d'entre elles parlaient le français avant d'immigrer et que, parmi les femmes qui avaient pris des cours au Chili, aucune ne parlaient le français couramment.

Plus de la moitié ont divorcé quelques années après l'arrivée au Québec. Sur le plan de la scolarité, la plupart ont une formation universitaire et la grande majorité d'entre elles ont fait carrière en travail social. La majorité des répondantes ont des enfants, maintenant adultes, qui ont grandi à Montréal. Elles font toutes partie de l'association des Chiliens et certaines d'entre elles participent au Comité des droits humains (CDDHH).

Nous référerons aux femmes exilées en tant que première génération, leurs enfants qui ont tous passé la plus grande part de leur vie, sinon toute, au Canada, comme la deuxième génération. Ce sont des femmes exilées, représentantes d'une « génération historique », ayant leurs propres points de repère et un vécu unique.

³ Tous les prénoms qui apparaissent dans ce mémoire sont fictifs.

2.3 Réalisation des entrevues

Employant les référents de la « logique d'intégration » et de la « logique de distinction » proposés par Labelle et Rocher (2004), nous déterminerons quels sont les buts de l'association des Chiliens à Montréal et du Comité des droits humains. Nous comptons parmi les thèmes abordés au cours des entretiens la raison d'être de l'association, les motivations respectives des femmes qui participent aux actions collectives, ainsi que les bénéfices qu'elles en retirent. Nous avons également abordé le thème de la société d'accueil et leur représentation de la réalité immigrante en relation avec la situation des femmes dans le pays d'accueil.

Nous avons effectué une série d'entrevues semi-dirigées auprès d'une dizaine de femmes membres de l'association des Chiliens à Montréal et du Comité des droits humains (CDDHH). Le guide d'entretien est divisé en six sections. La première, « Historique de la personne, de son trajet », vise à comprendre les circonstances qui ont motivé le déplacement tandis que la deuxième, « Perceptions de la femme au Québec » vise à explorer la perception qu'ont eue les femmes du contexte social dans lequel elles ont observé et intégré certains rôles. La troisième section, « Raisons de l'implication initiale dans le Comité/l'association », explore les motivations premières pour l'implication au sein de l'association des Chiliens pour ensuite s'interroger dans la section suivante, « Perceptions de soi », sur les perceptions qu'ont les femmes actuellement en relation avec le processus d'immigration qu'elle ont vécu en tant que femmes, thème exploré dans la dernière section, « L'immigration genrée ». Nous nous interrogerons également sur la pertinence et le rôle que joue la vie associative dans la réalité des jeunes de la deuxième génération selon les femmes que nous avons rencontrées. Enfin, nous avons recensé les données telles que l'âge, la date et l'endroit de l'arrivée au pays, l'activité professionnelle, le nombre d'enfants et l'âge, etc. Ces données sont présentées dans un tableau intitulé « Caractéristiques des répondantes » situé en annexe.

2.4 Les méthodes d'analyse

Une recension des écrits a préalablement été faite pour connaître les concepts formulés dans la littérature, nous donnant ainsi des points de repères dans notre analyse

subséquente. La collecte des données et l'analyse de celles-ci se sont effectuées sur une période de douze mois. L'analyse s'est basée sur la théorisation ancrée. Concrètement, nous avons transcrits les verbatims pour les analyser grâce à une grille visant à ressortir, d'une part, les thèmes de l'entretien et, d'autre part, les concepts théoriques auxquels se rattachent les thèmes récurrents. Un retour sur la littérature a solidifié notre compréhension des concepts qui surgissaient. De cette façon, nous avons pu développer notre interprétation du phénomène.

2.5 Les difficultés de l'enquête

Nous devons premièrement mentionner que le fait que la chercheuse soit née ici, n'ayant donc pas connu l'immigration encore moins l'exil, crée une distance immédiate et motive les répondantes à exprimer leur gratitude après chaque critique offerte sur la société québécoise. Il en ressort que les femmes, en général, ne veulent pas paraître ingrates devant la chercheuse.

Un autre obstacle anticipé s'est révélé être négligeable au cours des entrevues. Suite aux pré-entrevues faites par téléphone en français, nous avons choisi d'effectuer les entrevues dans cette même langue pour nous assurer de l'exactitude des propos, respectant du même coup le désir exprimé par certaines femmes de s'entretenir en français. Toutes les femmes parlent couramment le français mais nous avons toutefois anticipé que certains termes et certaines expressions idiomatiques ne pouvaient se traduire aisément en français, empêchant les répondantes de s'exprimer le plus librement possible. Or, l'emploi de leur langue seconde dans les entrevues a permis aux répondantes de démontrer leur niveau d'intégration : elles s'exprimaient fièrement dans la langue du pays d'accueil et affichaient leur vocabulaire dans leurs propos. Certes, certaines d'entre elles ont buté à certains moments, mais le fait de s'exprimer en français a créé un rapport entre les répondantes et la chercheuse. Leurs idées sont clairement exprimées et la communication fut davantage aisée de par le fait que la chercheuse parle couramment l'espagnol et pouvait donc démontrer sa compréhension à tout moment.

Préalablement, certaines répondantes avaient voulu connaître l'angle d'entrée de notre recherche. Nous avons réussi à surmonter cet obstacle en manifestant notre intérêt dans ce qu'elles avaient à dire sans montrer de jugement ou de biais. De plus, nous nous sommes efforcée de nous rendre dans les endroits de leur choix : les cafés qu'elles fréquentent, leur lieu de travail ou bien à la maison.

2.6 Conclusion

Notre démarche méthodologique, telle qu'entreprise pour la réalisation de la recherche, vise, grâce à l'approche qualitative de la théorisation ancrée, dans un premier temps, à donner la parole aux femmes et, dans un deuxième temps, analyser le sens qu'accordent celles-ci aux thèmes abordés. Les raisons qui ont motivé le choix pour l'approche qualitative s'expliquent par la nature même de notre questionnement sur le sens donné par les femmes chiliennes à leur identité féminine et à leur vie associative dans leur intégration. Compte tenu que les femmes rencontrées font toutes partie d'un regroupement associatif spécifique, notre échantillon s'avère à être petit et homogène. Les profils des membres féminins du regroupement varient sans toutefois être particulièrement diversifiés. De plus, l'association représente un bassin restreint ce qui nous donne accès qu'à un certain nombre de femmes membres. En somme, notre recherche est exploratoire.

CHAPITRE III

MISE EN CONTEXTE

Introduction

Ce chapitre a pour but de présenter le contexte de la réalité des femmes qui composent notre échantillon. La première partie propose un bref historique du mouvement des femmes dans le pays d'origine, ce qui servira à contextualiser, par la suite, l'importance culturelle accordée à l'engagement sociopolitique au niveau identitaire. D'ailleurs, comme nous le verrons dans l'historique de la participation féminine au Chili, la nature de l'implication sociopolitique est des plus pertinentes pour comprendre la forme d'engagement qu'adoptent les femmes chiliennes dans le pays d'accueil.

Dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur le phénomène de l'exil, bouleversement qui a marqué le parcours de toutes les femmes rencontrées, à différents moments. L'exil représente le catalyseur principal de leur raison d'être à Montréal, de l'adoption du statut immigrant. Nous chercherons à recenser leurs perceptions du déplacement forcé en suivant les événements qui ont marqué cette période de transition.

3.1 Le mouvement des femmes au Chili : historique

3.1.1 Ses débuts

La condition des femmes au Chili reflète, sous certains angles, la condition des femmes sur le continent lui-même. En effet, si chaque pays a ses particularités sociales, politiques, culturelles et économiques, des similarités ressortent néanmoins. Toutefois, les Chiliennes ont pris conscience de la condition de la femme latino-américaine à l'échelle continentale pour ensuite incorporer avantageusement cet appui dans leurs stratégies.

Le mouvement des femmes a toujours été en même temps créatif et réactif : une mobilisation sociale en guise de réponse aux contraintes et injustices auxquelles sont soumises les femmes. En effet, dès le début du vingtième siècle, les femmes au Chili avaient entamé le processus de questionnement quant à leurs conditions de vie. Ayant conscience du fait qu'il leur fallait percer dans la sphère politique, elles ont immédiatement

cherché à être représentées dans ce domaine de la vie publique. Or, à cette époque, les femmes sont toujours considérées comme des citoyennes de seconde classe, perçues comme des non travailleuses ainsi que des membres dépendants de la famille. Les Chiliennes percevaient leur implication dans le domaine de la politique comme une extension de leur rôle de mère ; une responsabilité qui leur revenait naturellement car elles étaient responsables de subvenir aux besoins de la famille.

En 1954, les Chiliennes gagneront le droit de vote et ce, grâce aux pressions exercées par le parti politique dirigé par Maria de la Cruz, deuxième femme élue au parlement après Inés Enriquez au début des années 1950. Suite à cette victoire fulgurante, le mouvement des femmes s'atomisera et demeurera silencieux jusqu'en 1964. Malgré les grands remous que fait la deuxième vague féministe dans la société américaine, ses répercussions sont à peine ressenties au Chili. La situation économique du pays ne permettant pas la propagation des idéaux formulés par les femmes américaines, la classe moyenne chilienne n'est non plus assez populeuse pour promouvoir la libération sexuelle.

Malgré l'attention portée par le gouvernement d'Allende au début des années 70 aux revendications des femmes, plusieurs des organismes sont créés plutôt pour promouvoir les valeurs conservatrices, dites « traditionnelles ». Or, les Chiliennes emploient les centres de l'État comme lieux de rassemblement, de discussions et d'organisation. Elles se mobilisent dans les bidonvilles, luttent pour leurs droits démocratiques. Les femmes organisent les soupes populaires, s'impliquent dans les comités sans-emploi et entreprennent un processus de questionnement sur leur rôle dans la société chilienne grâce au contact accru entre les femmes. Au début des années 70, le pays bouillonne de mouvements sociaux et de vie.

3.1.2 La dictature

Lorsque survient le coup d'État en 1973, la population chilienne est sidérée. Entre 1973 et 1976, tout mouvement social précédemment en pleine expansion reste figé. L'emphase est mise sur la survie et les besoins primordiaux, et les femmes s'impliquent comme jamais auparavant pour subvenir aux besoins de la famille. En vérité, un grand

nombre d'entre-elles perçoivent le système imposé comme une extension des structures oppressives qu'elles contestaient avant l'imposition du régime militaire de Pinochet.

« (...) luego des Golpe militar son principalmente mujeres las que se organizan, impulsadas por la necesidad de defender y sustentar la vida: ese es el punto de partida del actual movimiento de mujeres. Desde allí hubo una proliferación de grupos y de organizaciones diversas cuyo principal eje articulador fue la lucha antidictatorial. Sin embargo, se develó tempranamente para muchas que la dictadura era la cara extrema y violenta de estructuras jerárquicas patriarcales muy antiguas.»⁴

Cette mobilisation accroît le contact entre les femmes du mouvement populaire et les femmes travaillant dans les domaines de la santé et des services sociaux : s'ensuit un partage d'informations et la formation de réseaux stratégiques entre des femmes de compétences variées mais complémentaires.

Conséquemment, les femmes unissent leur lutte à la lutte anti-dictatoriale : le questionnement se fait sur le front théorique autant que politique.

« Por una parte, hay acuerdo en que efectivamente las mujeres fueron las primeras en organizarse. La evidencia brutal de la violencia, el automatismo de rostro militar, la destrucción de los espacios públicos y la consiguiente concentración de demandas en el ámbito privado, llevo a que en todo tras tocado facetas: unas desde el rol de madres, esposas o hermanas de..., es decir, desde la principal asignación cultural que este tipo de sociedad le reserva a la mujer.»⁵

⁴ « Suite au coup d'État militaire, ce sont principalement les femmes qui s'organisèrent, poussées pas la nécessité de défendre et assurer la vie : c'est le point de départ du mouvement des femmes actuel. À partir de ce moment, il y eut une prolifération de groupes et d'organisations diverses pour lesquels le point d'articulation principal était la lutte antidictatoriale. Toutefois, à ce moment précis, plusieurs femmes interprétaient la dictature comme le visage extrême et violent des anciennes structures hiérarchiques patriarcales. » tiré de Gaviola, Edda ; Largo, Eliana ; Palestro, Sandra. *Una historia necesaria*. Gaviola, Edda ; Largo, Eliana ; Palestro, Sandra, (1994, p.196)

Comme l'expliquent Gaviola, Largo et Palestro (1994), la lutte mobilisait les femmes tant au niveau personnel que social:

“Otras, desde la militancia partidaria, en la perspectiva de recuperar la institucionalidad democrática, la que Chile había conocido; otras desde la autonomía personal. Y muchas desde el cruce de estas realidades. »⁶

Un slogan pouvant résumer cette dialectique entre la politique et la nature politique de la condition des femmes est trouvé : « *Democracia en el país y en la casa!* ». La démocratie devient donc la solution aux deux problèmes car un tel système permettrait nécessairement aux femmes de s'impliquer dans la vie publique.

Le mouvement des femmes au Chili prendra, par la suite, un caractère décidément plus international en raison du partage d'expériences entre les femmes exilées et les femmes d'ailleurs. Les femmes exilées du pays s'engageront dans un discours critique du régime et des conditions de vie. Ce dialogue signifie la prise de conscience, pour plusieurs, des mouvements existants en Europe et en Amérique du Nord, ainsi que des revendications formulées aux gouvernements. De plus, le partage d'idées et de vécu entre les Chiliennes en exil et les femmes provenant de d'autres pays sud-américains leurs procurent une base théorique et pratique plus vaste, pertinente à la condition des femmes en Amérique latine.

⁵ « D'une part, tous sont d'accord que ce fût les femmes qui s'organisèrent en premier. L'évidence brutale de la violence, l'automatisme de l'ensemble militaire, la destruction des espaces publics et la concentration de demandes dans l'espace privé ont représenté l'atteinte à toutes les facettes de la vie. Certaines réagirent à partir de leur rôle de mère, d'autres en tant qu'épouses ou sœurs d'un tel : c'est-à-dire à partir de la assignation culturelle principale que ce type de société réserve à la femme. » tiré de: *Una historia necesaria*. Gaviola, Edda ; Largo, Eliana ; Palestro, Sandra, (1994, p.211) citant: Patricia M. Chuchryk. “Subversive Mothers: The Women's Opposition to the Military Regime in Chile” in *Surviving Beyond Fear. Women, Children and Human Rights in Latin America*. Ed. By Marjorie Agosin. White Pine Press, New York, USA, 1993, p.123.

⁶ « Certaines femmes (s'impliquèrent) à partir de la militance partisane, dans la perspective de récupérer l'institutionnalisation démocratique que le Chili avait connue; d'autres à partir de leur autonomie personnelle. Et pour plusieurs femmes, à partir du point de rencontre entre ces deux réalités. » tiré de: Gaviola, Edda ; Largo, Eliana ; Palestro, Sandra. *Una historia necesaria*. Gaviola, Edda ; Largo, Eliana ; Palestro, Sandra, (1994, p. 211)

En effet, on assiste à ce moment à la formation de réseaux informels entre les exilées chiliennes et certaines organisations oeuvrant au sein d'autres pays et ce, tant en Amérique du Sud qu'en Amérique du Nord et en Europe (Richard, 2006).

Tranquillement, la mobilisation des femmes se concrétise au Chili : elles sortent dans les rues, bravant les forces de l'armée, et le mouvement respire l'énergie impulsive, l'anarchie, le désir, la passion et l'invention. En effet, à ce moment, des circuits multiples et croisés prennent forme qui, par la suite, motivent des actions irrégulières et visibles : une révolution s'organise. En 1983, le mouvement est décrit comme ayant un grand pouvoir de rassemblement, d'organisation et de coordination au niveau national (Richard, 2006). Cette période est marquante car grâce à un fort sentiment d'appartenance au sein du mouvement, on assiste à la transformation des femmes en actrices sociales.

Or, d'après une étude menée auprès des femmes en 1983⁷, les Chiliennes percevaient toutefois leur implication dans la vie publique comme une extension de leurs responsabilités à la maison. En effet, elles percevaient toujours leurs actions comme une manière non seulement de subvenir aux besoins de leurs familles, mais aussi comme une façon de protéger et d'assurer leur bien-être. Sous la dictature de Pinochet, la femme était représentée comme la « protectrice de la patrie », la femme « raisonnable » (Gaviola, Largo, Palestro, 1994) qui se préoccupe de son ménage et non des luttes futiles menées par les féministes nord-américaines, un véritable lavage de cerveau, ayant pour but de valoriser l'espace accordé aux femmes et d'écraser toute contestation du système (Richard, 2006).

Lors des années 80, les Chiliennes ont souvent combiné avantageusement leur lutte à d'autres pour faire cheminer leurs revendications en employant les autres luttes sociales courantes (Richard, 2006). La multiplication de groupes et de mouvements contrastants et complémentaires dans la lutte a suscité l'élaboration d'identités davantage spécifiques et déterminantes dans le positionnement théorique et pratique. D'ailleurs, selon Nelly Richard

⁷ cité dans Marquès-Perreira, Bérengère et Notasco, Patricio. **La représentation politique des femmes en Amérique latine**. Belgique, L'Harmattan, (2001, p.113)

(2006), plusieurs femmes refusent toujours de se décrire en tant que féministes malgré leurs croyances et leur travail car le terme est lourd de significations. Plus particulièrement, rares sont les femmes pauvres qui se disent féministes : semblable à son emploi en Amérique de Nord, le terme lui-même est utilisé par les femmes d'un certain statut, provenant de centres urbains.

3.1.3 La démocratie

Le pays fait face à plusieurs obstacles dans sa transition vers la démocratie et la population chilienne dans son ensemble vit des moments de fébrilité dans sa quête de reconstruire une réalité commune. Les femmes se retrouvent également dans une phase transitionnelle particulière : d'une part, elles veulent absolument faire partie de la démocratisation du pays mais, de l'autre, elles s'attendent à ce que la démocratie apporte des changements profonds au sein de la société patriarcale (Richard, 2006).

Le partage entre femmes exilées et femmes issues de d'autres milieux socio-économiques et culturels procure aux Chiliennes des points de référence théoriques et pratiques, ainsi que des connaissances qui viennent remettre en question les structures du pays (Gaviola, Largo, Palestro, 1994). Les liens tissés entre ces femmes et celles des autres pays latino-américains se renforcent, et le mouvement bénéficie alors d'un appui en dehors de ses frontières.

Or, peu après la fin de la dictature, le mouvement des femmes devient moins visible (Richard, 2006). Elles se dispersent et attendent les changements pour lesquels elles avaient milité pendant le régime militaire. Tranquillement, les femmes deviennent de plus en plus désillusionnées en s'apercevant que le retour tant attendu de la démocratie n'apporte pas la fin tant espérée du patriarcat.

Une approche mélangeant le professionnalisme et l'opérationnalisation gagne en popularité et elle vient remplacer la passion et l'impulsivité. C'est lors de cette période que l'on note l'évolution du mouvement caractérisé par sa forme encore plus internationale et

sa production accentuée de connaissances, des changements qui marquent l'arrivée de la 2^{ème} vague du féminisme au Chili.

3.1.4 Actuellement

Le pays en entier fait volte-face à la modernité et s'imprègne alors le rationnel et le bureaucratisme au sein du mouvement des femmes (Richard, 2006). Depuis la fin des années 1990, le mouvement de femmes demeure actif au Chili mais décidément moins visible : la majeure partie du travail se fait plutôt au sein du système actuel, sans éclats par le biais des partis politiques, des organisations non gouvernementales et des collectives, centres et associations régionales. Selon Richard (2206), c'est le troisième développement du féminisme : l'adaptation d'un mouvement social dans l'ère actuelle marquée par globalisation, la restructuration des priorités d'après les gouvernements néolibéraux.

Malgré la ferveur et le travail effectué par les femmes au 20^{ème} siècle, seulement 25% des femmes participent au marché du travail, un pourcentage plus bas qu'en Argentine ou au Brésil⁸. La situation actuelle des femmes au Chili est caractérisée par la prévalence des rôles traditionnels dans les couples et familles. Une étude effectuée par Centro de Estudios Democráticos de América Latina (CEDAL) en 1984 expose que la majorité des Chiliennes se voient obligées d'assumer une double sinon une triple journée de travail.

Actuellement, les Chiliennes sont beaucoup plus sensibilisées aux autres luttes et mouvements qui prennent leur place sur la scène internationale. Peut-être parce que perçue comme insuffisante lorsque laissée à elle seule, les Chiliennes continuent de lier leur cause à d'autres luttes sociales et politiques.

3.2 Les femmes interrogées, leurs parcours: l'exil au féminin

La majorité des femmes exilées que nous avons rencontrées ont dû quitter leur pays d'origine dans les années 70, lors de la mobilisation des femmes contre la dictature, ce qui

⁸ cité dans: Ruiz-Tagle, Jaime. **La exclusión social en el mercado de trabajo: el caso del MERCOSUR y Chile**. 20 p. <http://168.96.200.17/ar/libros/sierra/ruiz.pdf>

représente aussi la culmination du féminisme de première vague au Chili. Seules deux répondantes sont arrivées dans les années 1980 et 1990 à cause d'une persécution continue. Toutes deux se perçoivent en tant qu'exilées puisqu'elles ont dû quitter le Chili, tardivement certes, pour des raisons politiques. L'une d'elles, Roxanna, explique avoir marié un nord-américain pour sortir de son pays :

« Alors dans cette situation j'étais mariée avec un Nord-américain. C'était un mariage qui m'a donnée l'opportunité de sortir de mon pays parce que j'étais persécutée. (...) De me sauver, on pourrait dire. Et lui il m'aimait beaucoup. C'est quelqu'un très bon mais je ne l'aimais pas. C'était une sortie pour moi parce que ma famille avait beaucoup peur pour moi. Parce que j'étais très vigilée. Et ma mère était très malade que j'étais constamment persécutée alors j'ai vu ça comme une solution pour sortir de là. Et je me suis mariée. C'était un nord-américain alors je pouvais avoir les papiers plus facilement. Je pouvais aider à ma famille de l'extérieur. » (Roxanna, 49 ans. travailleuse sociale)⁹

Roxanna s'est par la suite mariée avec un homme d'origine chilienne né aux Etats-Unis, ce qui a représenté des obstacles additionnels au niveau personnel à son arrivée à Montréal.

« J'étais mariée avec quelqu'un la communication n'était pas très bonne parce qu'il parlait plutôt anglais. Il parle espagnol mais pas au niveau où on peut vraiment échanger des choses. Donc c'était un peu difficile aussi parce que j'ai commencé à parler français après notre... et mon mari ne parlait français. Il, c'était un Nord-américain, il aimait sa langue à lui, il parlait sa langue. Donc pour lui c'est pas important de parler la langue mais pour moi, c'est important de m'intégrer à la culture où je suis. Ça fait partie de mes convictions politiques, sociales, de mes valeurs. J'essaie de m'adapter, de m'intégrer. Donc je l'ai pris plus que lui le fait de rentrer ici. Ça été un choc pour moi de voir que mon mari n'était pas intéressé à parler la langue. N'était pas intéressé à s'intégrer à la culture. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

⁹ Nous avons transcrit les entrevues telles quelles, sans corriger les fautes de français, pour garder l'« oralité » des discours.

Elle continue en expliquant son choix de venir s'établir à Montréal plutôt qu'ailleurs :

« Parce que j'étais pas à ma place ici. J'ai dit vraiment comment je vais rester moi-même sans perdre mes valeurs. Je suis rendue dans un système qui ne répond pas à mes valeurs, à ma réalité de conscience que j'avais. Et en plus j'étais aussi mariée avec un homme qui était aussi professeur à (nom d'une université) et qui a un peu ces valeurs aussi. Valeurs de, d'être très reconnu lui pour lui, qui il est pas pour, comment je peux dire, qui n'a pas la vision communautaire. Une vision plus individualiste. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

Catalina, quant à elle, est arrivée à Montréal en 1992 pour y retrouver certains membres de sa famille et finalement fuir le harcèlement et la persécution dont elle s'est dite victime.

Certaines femmes ont connu la torture et ont vu leur mari ou enfants disparaître dans des prisons ou des camps de concentration. Emilia souffre toujours des séquelles de la torture qu'elle n'a pu ignorer dans son travail, ce qui a causé sa mise à pied: « J'ai travaillé aussi à l'hôtel mais à cause de la torture, il y avait des mouvements que c'était terrible pour moi. La colonne c'était vraiment épouvantable. » (Emilia, 76 ans, retraitée).

Les femmes que nous avons rencontrées ont vécu ce bouillonnement intellectuel qui date d'avant le coup d'État, cette consternation pour les droits et responsabilités citoyennes, cet angle axé sur le collectif en abordant les problèmes sociaux- vestige du régime d'Allende. Comme l'explique Emilia, cette vision interprète les citoyens comme la source principale de changement; le peuple détient un réel pouvoir de décision et d'influence:

« Parce que là-bas on parlait de la formation du peuple pour se libérer, s'attendre à prendre le pouvoir, les décisions, etcetera. C'est pas de l'éducation pour les pauvres, c'est autre chose. C'est l'organisation du peuple pour agir et pour aider la situation sociale. » (Emilia, 76 ans, retraitée)

Ces femmes ont, comme le démontre l'historique de l'implication des femmes au Chili, un bagage particulier qui vient nécessairement influencer leurs perceptions de la société d'accueil.

« C'est pendant la période de Pinochet. Donc à l'université est un milieu où on créait beaucoup d'alternatives sociales pour résoudre les problèmes sociaux, politiques de persécution et tout ça. Donc on rentrait beaucoup dans la réalité concrète des gens. En même temps qu'on participait à la création de théories. Parce que dans mon pays, le travail social c'est comme un domaine où on devait se prouver beaucoup, on devait créer des alternatives et ce surtout à l'intérieur d'une dictature. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

De plus, toutes les répondantes qui sont arrivées pendant la dictature se sont dites agréablement surprises de la solidarité de la population québécoise. « Des femmes québécoises ont parrainé des réfugiés politiques. Ont envoyé des délégations, ont participé. » (Emilia, 76 ans, retraitée) L'accueil que leur ont réservé les Québécois a forcément eu un impact important sur leur adaptation initiale. D'ailleurs, plusieurs femmes ont exprimé une grande reconnaissance de la participation et de l'intérêt de la population québécoise pour la situation au Chili: « (...) il y avait une ouverture envers nous que je crois pas qu'on pourrait trouver dans un autre pays. On a été très bien reçus. Je suis reconnaissante de ça. » (Carolina, 79 ans, mère de famille). Certes la solidarité démontrée par les Québécois a représenté une balise initiale pour évaluer l'engagement social dans le pays d'accueil.

« Je pense que le peuple québécois, à travers de groupes surtout, de centrales syndicales, nous ont montré la valeur de la solidarité internationale. On théorisait ça. J'avais travaillé à l'université au Chili et on théorisait beaucoup de choses mais la réalité c'est ça. J'ai rencontré beaucoup de gens qui ne me jugeaient pas. Qui m'acceptaient comme j'étais. Ça j'aimais beaucoup. » (Isabella, 79, retraitée)

L'exil a représenté le déchirement pour plusieurs couples et familles. Certaines femmes ont vu partir mari et enfants pour les rejoindre des années plus tard. « J'ai trois

enfants. Un enfant ici et deux enfants en Europe. Ma fille est en Norvège et mon fils en France. Sont tous des exilés politiques. Et mes enfants sont tous partis avant moi. Pendant la dictature. » (Catalina, 70 ans, retraitée). Carolina a également la dernière à sortir du pays, suivant ses enfants et son mari :

« (...) mes enfants c'était des adolescents universitaires qui sont impliqués à la politique chilienne. Alors tu comprends que quand le coup d'état vient, mes enfants avaient des gros problèmes. Mon mari était médecin. On était déjà Canadiens. Mon mari a dit « je pars parce que mes enfants ont besoin de sortir » et il est revenu, il a repris son titre. (...). Alors mes enfants sont venus. J'ai attendu au Chili que un de mes enfants sorte de prison. (...). C'est ça l'histoire. Mon histoire. » (Carolina, 79 ans, mère de famille)

Toutes ont quitté des sœurs, frères, oncles, tantes et parents dans le pays d'origine ce qui représentait un stress énorme.

« Laisser la maison, laisser la femme, les enfants, bon. Qui sont ex-prisonniers. Qui sont dans les champs de concentration, sont des personnes que l'adaptation dans un autre pays est plus difficile. Et c'est, il y a un sentiment de non obligation, de non appartenance. Forcé. Est un plan forcé, je comprends. Ce n'est pas une décision comme la personne qui dit : ah je va immigrer pour connaître, voir. (...) Les hommes viennent tout seuls. Généralement sont partis les hommes tout seuls. Et alors n'est pas facile de faire venir la femme, les enfants, la famille, la bureaucratie. Il y a beaucoup de québécoises, en partie, qui sont jeunes et (rire) et se sont formés des amours, des couples. » (Catalina, 70 ans, retraitée)

En effet, leur départ pouvait entraîner des répercussions pour les membres restants de la famille ou même signifier une menace dans le pays d'accueil.

« (...) je me suis fait attaquée. Et moi je suis rentrée à Hull, il y avait un monsieur que c'était un chilien, était à bicyclette. M'a frappée, etcetera (...) Et ils m'ont dit il faut partir d'ici parce que c'est très dangereux. Il y avait d'autres

Chiliens qui se sont fait attaqués aussi (...) il y avait beaucoup de peur parce que parmi les réfugiés qui sont arrivés, il y avait des gens qui étaient des militaires, des espions. Les gens avaient beaucoup de peur : on ne parlait pas, on ne disait pas beaucoup. » (Emilia, 76 ans, retraitée)

La majorité des femmes ne connaissaient personne à Montréal à leur arrivée. Certaines avaient des contacts établis informellement depuis leur pays d'origine mais aucun réseau familial ou amical existait. La plupart n'avaient donc pas de motivations fixes pour élire Montréal et seule Emilia a été poussée par des convictions à s'établir au Québec.

« Par choix oui. Parce que j'avais été invitée par une organisation de femmes aux Etats-Unis. C'est très démocratique, c'est très progressiste. Ça avait été 4 mois avant le coup d'état. Et après qu'elles ont connu ce qui s'est passé, elles ont fait tout pour que je puisse aller aux Etats-Unis à cause de la haine que j'avais contre les Etats-Unis, j'ai dit non, non, non. À ce moment là elles m'ont dit il y avait des prêtres qui étaient au Chili. Plusieurs prêtres et sœurs et on connaissait un peu de Québec. Et les gens me disent qu'il y a en Amérique du Nord, parce qu'on ne parle pas beaucoup de Canada, on sait pas le Canada vraiment. Au Québec c'est un peu latino-américain, ce n'est pas vraiment nord-américain, n'est pas yankee alors c'est plus proche de nous et je ne connaissais aucun mot en français. À ce moment je suis arrivée au Québec. » (Emilia, 76 ans, retraitée)

Le centre urbain de Montréal représentait une des destinations possibles pour les exilées. Dans le cas de Roxanna, son mari avait la possibilité de prendre un poste aux États-Unis ou à Montréal et elle exprime avoir senti une plus grande proximité avec la culture québécoise qu'avec la culture américaine :

« (...) mon mari a eu un travail, on avait besoin de trouver un travail pour avoir de l'argent. Et la deuxième était que mon mari avait deux possibilités de travail : une aux États-Unis, l'autre ici. On a choisi ici parce que c'est le français. Moi je pensais que c'était la langue qui était la plus proche à la mienne, l'espagnol. Je savais qu'il avait beaucoup de la communauté chilienne qui était en exil depuis

73 très large donc j'ai pensé que je pouvais me sentir plus chez moi. Et ensuite de connaître la culture différente et de faire ma famille où je me sentais plus à l'aise. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

Les femmes ont été appuyées dans leurs démarches d'immigration et d'établissement par des contacts rapidement établis entre exilés ainsi que des membres d'autres communautés latines à Montréal. « Alors je suis arrivée ici et rencontré un couple d'amis qui étaient, par hasard, parce que j'étais au Chili et ils ont dit il y a une chilienne qui va arriver au Canada, allez la chercher. M'ont trouvé et m'ont aidé pour avoir le COPFI. C'est des gens, pas des services. » (Eliana Cielo, p.3). Emilia explique qu'elle est restée seule des heures à l'aéroport à son arrivée et ce fut un employé hispanophone qui l'a enfin dirigé à l'hôtel désigné pour recevoir les exilés. Plusieurs femmes ont des récits similaires. Immédiatement suite à l'arrivée, elles ont été amenées à chercher un appui informellement auprès des latinos. « (...) parce que entre Chiliens, la plupart qui ont trouvé du travail, c'est pas à cause des services, c'est entre nous, eh. » (Emilia, 76 ans, retraitée). Ainsi, comme l'explique Emilia, les ressortissantes se sont rapidement impliquées pour la solidarité grâce à ce réseau.

« (...) à travers le travail, j'ai rencontré d'autres Chiliens et après je me suis intégrée tout de suite au travail de la solidarité ici à Montréal. Et on a créé, c'est nous qui ont créé le premier groupe de solidarité... Parce que les femmes, on était toujours contre la dictature. Depuis qu'elles sont ici, elles ont organisé l'association des Chiliens avec plusieurs groupes qui luttent très, très fort contre la dictature avec les Québécois. » (Emilia, 76 ans, retraitée)

3.3 Conclusion

En appréhendant le contexte social et les événements sociopolitiques qui ont marqué le départ brusqué de plupart des chiliennes, nous sommes en mesure de mieux comprendre la culture et les valeurs des femmes qui se sont établies à Montréal. Elles ont quitté le pays alors que les éclats de la contestation à la dictature poussaient les femmes à manifester pour dénoncer les atrocités commises. Elles ont témoigné du sentiment collectif

empreint dans les actions de la population féminine avant et pendant le régime de Pinochet. Elles ont emporté avec elles ce désir de mobilisation, de responsabilisation dans le projet sociétal.

En somme, les ressortissantes se sont organisées dans la communauté chilienne dès leur arrivée à Montréal pour dénoncer la situation politique au Chili et se sont rebâti une vie à l'âge adulte, non sans obstacles et conflits. Ce qui ressort dans les paroles des femmes interviewées, c'est l'importance qu'a pris le réseau ethnique informel non seulement dans la développement d'un sentiment d'appartenance dans un nouveau contexte, mais aussi au niveau pratique, notamment dans l'obtention d'un emploi à l'arrivée. Nous pouvons déduire que ce réseau d'entraide entre membres d'un groupe ethnique favorise l'intégration à prime abord et vient combler un besoin auquel la société d'accueil ne serait pas en mesure de répondre.

La ville de Montréal a représenté une destination plus accueillante, pour plusieurs, à cause de la proximité perçue entre la langue, la culture francophone et latino-américaine. L'accueil que leur ont réservé les Québécois a favorisé l'adaptation des ressortissantes. La compréhension et l'intérêt qu'elles ont ressentis de la part des Québécois, en plus de leur participation aux regroupements, a facilité l'insertion dans le lien social à travers d'un contact immédiat entre les exilées et des Québécois(e)s engagé(e)s.

En effet, l'implication des femmes dans les causes sociopolitiques représente non seulement une porte d'entrée dans la vie publique au Québec mais aussi le moyen principal pour continuer de vivre leurs convictions. Le mouvement des femmes au Chili a longtemps employé les rôles traditionnellement associés à la femme pour faire valoir ses revendications. Les femmes qui le composent ont su lier la cause féminine aux autres mouvements dans le but de représenter la composante féminine de toute lutte, mais aussi de maintenir une visibilité et former des liens coopératifs entre groupes. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, comprendre cette interprétation de la lutte des femmes et des rôles féminins signifie comprendre les raisons pour lesquelles cette représentation

sociale des femmes demeure toujours dans leur grille d'interprétation personnelle des rôles associés aux femmes et du féminisme au Québec.

CHAPITRE III

LA REPRÉSENTATION SOCIALE DES FEMMES AU QUÉBEC ET LA REFORMULATION IDENTITAIRE

Introduction

Il est intéressant d'explorer les phénomènes pouvant expliquer une identification avec la société québécoise et, subséquemment, le rôle qu'y joue la vie associative. Quels sont les éléments qui ont permis à ces femmes exilées de s'intégrer avec un certain succès à la société québécoise tout en préservant les valeurs sociopolitiques du Chili? Comment ont-elles su rallier leur interprétation du « Nous Femmes » à la représentation sociale des femmes au Québec?

Pour répondre à ces questions, il convient d'abord de mettre de l'avant les domaines de la vie susceptibles de permettre le contact entre les Chiliennes et les Québécoises, pour ensuite analyser la profondeur des liens tissés entre les immigrantes chiliennes et les Québécoises. Dans un deuxième temps, nous appréhenderons leurs représentations sociales des femmes à travers leurs interprétations des rôles des femmes dans le pays d'accueil.

4.1 Le processus de construction du « Nous »

Lorsque nous cherchons à comprendre le processus de reconstruction identitaire de nos répondantes, il est important, tout d'abord, d'observer les domaines de la vie sociale qui ont permis le contact avec les femmes québécoises, d'analyser la proximité des relations personnelles établies entre les femmes chiliennes et les Québécoises.

Relativement à l'apprentissage de la langue française, la majorité des femmes ont profité des cours de langues offerts par le gouvernement canadien (COPFI). Toutes les femmes avec lesquelles nous nous sommes entretenues ont appris le français dans les premières années suivant leur arrivée. Toutes, sans exception, ont cité l'importance de l'apprentissage de la langue du pays d'accueil.

La difficulté de maîtriser la langue est la première forme d'auto-exclusion et les femmes en étaient très conscientes à leur arrivée. « C'est-à-dire tu vas jamais parler

français si tu es seulement entre latino-américains » (Emilia, 76 ans, retraitée). Malgré le fait que certaines aient dû surmonter plusieurs obstacles pour avoir droit aux cours, elles se sont toutes, individuellement, fixé l'objectif suivant : connaître la langue française le plus rapidement possible. La raison première donnée est d'assurer sa survie et celle de sa famille. Elles percevaient l'importance de parler français pour accéder à des postes mieux payés. La connaissance de la langue a non seulement favorisé l'obtention d'un emploi mais aussi l'intégration sociale des femmes. Comme le résume si bien Catalina: « Bon la première chose c'est j'ai trouvé ici c'est la liberté et l'émancipation de la femme. Bon la première chose que j'ai commencé à faire c'est des cours de français. » (Catalina, 79 ans, retraitée).

En effet, les premières impressions qu'ont eu les Chiliennes des femmes québécoises se rapportent toutes essentiellement au concept de l'émancipation.

« (...) on voyait les femmes tellement débrouillardes. Tellement libérées et pour moi c'était impressionnant. Comment elles prenaient la place et tout ça (...) Libérées face aux hommes, parlaient de n'importe quoi, parlaient de sexe, les relations. Nous le thème de sexe, parce que là le Chili a changé eh? Avait été très conservateur, très unique parce que nous on parlait politique et elle disaient vous ne parlez pas de sexe, vous ne parlez pas de ça. Moi j'ai dit c'est la même situation : vous ne parlez pas de politique (rire). Ça c'est une thème tabou.» (Emilia, 76 ans, retraitée)

Pour certains hommes aussi, selon Emilia, ce fut un grand choc que d'observer les mœurs des femmes québécoises. Emilia exprime personnellement avoir été frappée par l'acceptation des homosexuel(le)s au Québec, tout comme Paola, mais a surmonté ses préjugés qu'elle interprète maintenant comme des produits de la culture chilienne qu'elle avait connue.

« Moi je me souviens quand j'étais à l'université, une personne qui m'a dit une personne qui vient ici c'est une lesbienne, j'avais de la difficulté à être assise à la même table. Et je sais pas pourquoi : c'est une différence culturelle. On

n'avait pas l'habitude. Et quand, 8 mars, voir lesbiennes, pour nous c'est triste.
C'est un scandale » (Emilia, 76 ans, retraitée)

Toutes deux expliquent la visibilité des homosexuel(le)s comme un élément nouveau pour elles, tant dans le paysage social que dans les regroupements de femmes.

Ces représentations sociales n'ont pas changé beaucoup avec les années pour plusieurs : elles s'y sont habituées consciemment. « Ici je vois que la femme est très ambitieuse, elle travaille beaucoup. Elle n'a pas trop d'enfants. (...) Le travail, les enfants, le mari, le travail, les enfants, le mari : c'est très très exigeant. » (Carolina, 79 ans, mère de famille).

Seule Emilia voit une plus grande politisation des femmes québécoises au fil du temps. Elle croit que l'élément politique s'est infiltré dans l'agenda social des Québécoises : « Elles étaient impliquées dans les affaires de femmes, mais pas comme aujourd'hui elles s'impliquent dans la politique : avec une vision politique, avec une vision progressiste » (Emilia, 76 ans, retraitée) Nous devons par contre noter qu'Emilia s'est beaucoup impliquée auprès de groupes ethniques et culturels d'ici et d'ailleurs en trente ans et est, de ce fait, beaucoup plus sensibilisée à la militance au Québec.

La famille est centrale dans le processus de l'immigration en plus d'être déterminante dans le degré d'intégration subséquent de ses membres. Il va sans dire que de maîtriser la langue du pays d'accueil pour les enfants de nos répondantes, la deuxième génération, est important puisque cela encourage l'établissement de relations avec les Québécois. Les répondantes se sont efforcées d'apprendre la langue, surtout si elles avaient des enfants en bas âge qui faisaient leur entrée dans le système scolaire québécois. Le besoin de rester impliquée dans l'éducation de leurs enfants semble avoir été un facteur de motivation pour ces femmes. Seul le fils de Roxanna est majoritairement anglophone. Puisque le mari de Roxanna est anglophone et que son fils fréquente une école anglophone, un monde différent s'ouvre à lui. En effet, apprendre la langue anglaise diminue son attachement à la

province québécoise et sa capacité de former des relations avec les Québécois francophones majoritaires. En fait, le mari de Roxanna est d'origine américaine et occupe un poste de prestige ce qui peut expliquer l'importance d'acquérir la langue de commerce internationale au lieu de la langue de la province. L'optique plus internationale que locale, plus instrumentale qu'humaine dans l'éducation de leur fils a causé de sérieux bouleversements au sein du couple. En effet, Roxanna, issue d'un milieu modeste, a dû confronter son mari à plusieurs reprises pour pouvoir inculquer à son fils des valeurs qui lui tiennent à cœur :

« (...) j'ai réussi à le mettre dans un école secondaire publique. Dans un milieu très pauvre. Parce que je voulais qu'il connaisse la pauvreté. Et puis ça a donné beaucoup de chicanes avec mon mari mais j'ai dit je viens de la pauvreté, (nom du mari), je veux que mon fils me comprenne à moi. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

Elle exprime vouloir voir son fils impliqué dans son contexte social, sa communauté, et cette conscience représente un héritage culturel et personnel qu'elle ne partage pas avec son mari. Elle a même quitté son conjoint à cause de ces divergences importantes mais est revenue ensuite avec lui principalement pour le bien-être de son fils.

4.1.1 Le travail

Le domaine social jugé le plus important pour avoir des contacts avec les Québécoises est, selon nos répondantes, le travail.

« C'est pour ça je dis la vraie intégration c'est dans le travail. Il n'y a pas de travail ou il y a du travail sectorisé jamais on va faire rencontrer parce que les autres choses qu'on fait, les activités, invite des femmes québécoises, des femmes chiliennes, ça c'est quelque chose mais ça ne donne rien . (...) Alors ce sont des milieux naturels, de relations naturelles. Mais les autres relations qu'on fait à travers l'organisation pour rencontrer, ça a pu aider un peu mais pas trop. » (Emilia, 76 ans, retraitée)

Ce domaine de la vie est d'autant plus pertinent à examiner dans le trajet de ces femmes qu'elles sont toutes professionnelles et participent, à travers leur emploi, à la sphère publique. En effet, toutes ont travaillé ou travaillent encore au Canada et, dans 9 cas sur 10, dans le domaine des services sociaux. On peut avancer que ce domaine permet le mariage du vécu, des convictions, à la subsistance. Cependant, la grande majorité de nos répondantes n'entretient pas de relations amicales avec des femmes québécoises.

« (...) ici, c'est pas une vie sociale. Par exemple je n'ai aucune amie ici à mon travail avec qui je sors les fins de semaine. Qui m'invite souper ou que j'invite à la maison. Aucune. » (Gemma p.4) « Si tu parles aux gens, si tu demandes, ils ont pas d'amis québécois. La plupart n'ont pas. La vie sociale que les gens fait c'est ça, c'est les organismes communautaires. » (Gemma, 46 ans, technicienne dans un CLE)

Paola explique avoir ressenti qu'elle représentait une menace parce qu'elle venait voler « les jobs d'eux autres », les Québécois. Roxanna, quant à elle, explique qu'elle s'est sentie mise à part dans son milieu de travail :

« J'étais toujours mise de côté. Peut-être je pensais parce que mon français n'est pas très bon (...) Mais après j'ai compris que ils ne voulaient intégrer quelqu'un qui n'était pas Québécois de souche, pour lequel ils vont pas s'investir pour les faire entrer dans la culture et en plus après quatre ans que j'ait travaillé là-bas, j'ai travaillé très dur pour faire un cheminement comme je pouvais, et j'étais payée comme une technicienne. Pas comme, ma maîtrise n'était pas reconnue à ce CLSC. J'avais fait une maîtrise et j'étais payée comme une technicienne en travail social. Quatorze dollars l'heure, je faisais mon travail toute seule... (...) Je pense que j'ai jamais réussie à être intégrée à ce CLSC même si je faisais des choses qu'ils trouvaient exceptionnelles mais comme amies, j'ai jamais eu des amies là. Jamais. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

Leurs représentations sociales des Québécoises sont en fait limitées à ce qu'elles connaissent de par les contacts qu'elles ont dans le milieu de travail, contacts courtois mais

qui restent superficiels. En fait, il semble que les discussions qu'elles ont avec les femmes diffèrent quant à l'intérêt des sujets abordés.

Si la politisation est considérée comme un sujet important pour les femmes chiliennes, il ne semble pas prendre la même ampleur dans le discours de leurs collègues québécoises.

« (...) mais je comprends que la femme ici, la femme québécoise, n'est pas intéressée en politique. La femme d'ici ne voit pas la projection, regarde et écoute. Regarde, écoute. Le contenu des affaires, ne le connaît pas. La madame qui dit que le monsieur est bon ou qu'il a des belles paroles mais c'est ça. Ne se préoccupe pas de l'idée politique en arrière de ça. Parce que peut-être, c'est mon opinion personnelle je ne peux parler pour toutes, mais la critique. La critique fait que les femmes ici manquent beaucoup de connaissances. (...) Nous sommes plus intéressés pour tous ce qui arrive en Amérique Latine et dans notre pays et pour tous ce qui va arriver ici, nous sommes intéressés parce que nous sommes ici. C'est notre pays d'adoption. Il faut s'impliquer. » (Adriana, 61 ans, préposée aux bénéficiaires)

Plusieurs femmes expriment interpréter cela comme un rôle que les femmes québécoises n'ont pas apprivoisé.

« Mais tu sais qu'on a une présidente femme. (...) Alors à ce moment là, toutes les femmes sont présidentes, tu comprends? (Rires) Parce que la femme a pris un rôle qu'elle n'avait pas. Ici, qu'est ce qui se passe : je sais pas si la femme l'a politiquement. Je vois que non. (...) Par exemple la politique... les gens ne votent pas ici. Ils ne sont pas impliqués trop à la politique. Ils ne parlent pas trop. Mais comme je te dis, je viens d'arriver du Chili et j'ai vu le mouvement de la présidente, j'ai vu des femmes qui étaient très, très engagées là-dedans. (Carolina, 79 ans, mère de famille)

Malgré ces différences, le contact avec les Québécois et Québécoises de Montréal transforme les processus de formation des représentations pour la 1^{ère} génération. Les

femmes, se fiant aux images dans les médias ainsi qu'aux expériences des autres lorsqu'elles vivaient au Chili, passent à une réalité où elles dépendent alors de leurs propres expériences. Les expériences individuelles orientent et influencent la perception qu'ont les femmes des Québécois et Québécoises. Ainsi, chaque femme a la possibilité d'échanger et de comparer ses représentations avec les expériences relatées par les autres. Cependant, l'influence des membres du groupe ethnique demeure importante dans le processus de formations des représentations puisque le maintien de la frontière entre « Nous » et « Eux » repose sur la validation des distinctions ethniques. La cohésion dont jouit le groupe se base principalement sur ces distinctions. Nous verrons plus loin que l'engagement sociopolitique demeure un point de repère central ethnique servant aussi d'élément de distinction.

« Au niveau des Chiliens, tu vas trouver qu'il y a eu beaucoup d'implication au niveau politique. (...) Je pense que la raison pour laquelle j'étais toujours impliquée, nous, nous sommes une société qui a une conscience sociale très haute et ça a donné au Chili une conscience politique, toute cette conscience sociale a donné comme résultat avoir une conscience politique qui a donné comme résultat la participation politique dans des organismes, dans des partis politiques. » (Gemma, 46 ans, technicienne dans un CLE)

4.1.2 Le quartier

Le troisième domaine social mentionné par nos répondantes comme lieu de contact avec les Québécoises est le quartier, lieu de rencontre informel, déterminé non seulement par la géographie mais aussi par le statut socioéconomique de ceux qui y habitent. L'établissement de relations courtoises entre voisins est susceptible d'augmenter le sentiment de sécurité ainsi que le sentiment d'appartenance de l'individu en question. Or, nos répondantes n'ont su trouver un réseau dans leur quartier ressemblant à celui jadis connu dans le pays d'origine. Tel que l'exprime Paola, plusieurs femmes rêvent de se retrouver dans le même quartier pour revivre cette dynamique sociale, ce qu'elle évoque d'une façon imagée en « pouvant se parler, au dessus de la clôture »... Selon nos répondantes, il semble que la proximité relationnelle entre voisins, les relations d'entraide sont moins fréquentes dans le pays d'accueil et elles s'en sont rendues compte immédiatement.

« Mais évidemment que moi je n'avais pas dans mon schéma personnel, j'avais pas la notion que pour aller visiter quelqu'un, il fallait que je téléphone et dire je vais passer te voir dans une heure. Avec ma voisine, avec ma cousine, pour aller chez mon oncle, non je n'avais pas à faire ça. » (Laura, 64 ans, psychothérapeute)

Conséquemment, les Chiliennes que nous avons rencontrées se sont formées des réseaux informels d'entraide entre elles. À travers des rencontres entre Chiliennes, elles se sont bâties des représentations sociales des Québécoises grâce à la communication interindividuelle entre personnes de confiance. Il va sans dire que le discours d'une femme influence aisément la perception des autres femmes puisqu'elles appartiennent toutes à un groupe partageant non seulement une identité ethnique mais un vécu commun. La dynamique entre femmes chiliennes est un élément déterminant dans les représentations sociales que ces dernières ont des Québécoises, surtout lorsque l'on considère que ces représentations sont constamment reformulées et renforcées à travers du dialogue et du partage d'expériences.

Les expériences qu'ont les enfants de nos répondantes s'inscrivent dans la même dynamique. D'ailleurs, les jeunes de la 2^e génération sont davantage en contact avec les Québécois et Québécoises que leurs parents. Différentes relations sont établies à l'école, ensuite au travail et dans la vie sociale, et ces expériences sont ensuite relatées aux parents. De cette façon, les traits assignés aux Québécois sont expliqués, justifiés. Si l'on compare les représentations sociales qu'a Graciela des Québécois à celles de Gemma, on note que Graciela exprime plus de satisfaction en général tandis que Gemma se montre plus critique des Québécois. Les enfants de Graciela se sont épanouis à Montréal, selon ses dires, tandis que le fils de Gemma a souffert de discrimination et de préjugés à l'école.

Enfin, il faut prendre en compte le fait que les représentations sociales des femmes de la 1^{ère} génération sont directement liées aux expériences et perceptions formées alors qu'elles étaient encore dans leur pays d'origine.

« Parce qu'au Chili, on s'imagine en Amérique du Nord, seulement des riches. Il n'y a pas la peine de penser qu'il y a une couche ouvrière, pauvre, non. (...) Incroyable mais les gens en général, dans les films, tout ça, il n'y avait pas de pauvres. » (Emilia, 76 ans, retraitée)

Si nous nous attardons sur les représentations qu'avaient les femmes à leur arrivée, ce qui ressort est le niveau de vie en Amérique du Nord. En effet, toutes nos répondantes avaient des idées préconçues sur la richesse des pays du nord. Malgré les années vécues au Québec, une conscience des possibilités qu'apporte le niveau de vie nord-américain subsiste.

« Mais la liberté comme je te dis c'est une chose sociale. Une personne riche a la liberté de voyager, de s'épanouir. Ici il y a beaucoup de libertés. Quand mon fils est né aussi j'ai pensé bon, mon fils il va être bien ici plus que chez nous. Il va avoir plus de possibilités ici que chez nous. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

Il existe un paradoxe chez les femmes qui oppose une conscience d'exploitation et d'oppression envers les pays du sud de la part des pays du nord, et un sentiment de reconnaissance lié au fait d'avoir été acceptée dans le pays, échappant ainsi à la persécution. Pour Laura, en particulier, le déplacement inattendu lui a offert, en bout de ligne, la possibilité de réaliser plusieurs projets, tant au niveau professionnel que personnel:

« Mais le Québec, plus que le Canada, moi j'ai trouvé que c'était une expérience très, je dirais que c'est une expérience en tant que personne, en tant que professionnelle et qui a permis la réalisation de mes projets de vie qui était d'être mère célibataire. (Rire) Parce que mon projet, c'était ça. Presque 10 ans en retard mais j'ai réalisé mon projet. Sans compromis. Parce qu'il y a quelque chose de très important là, je trouve. » (Laura, 64 ans, psychothérapeute)

4.1.3 La vie associative

Enfin, le travail sociopolitique est un secteur de la vie où les femmes entretiennent des relations que l'on peut qualifier de paradoxales avec les Québécoises. C'est ici que nos répondantes expriment une plus grande conscience de la division entre les femmes québécoises et les femmes immigrantes.

Leur discours reflète à quel point leur implication est profonde. Elles vont même jusqu'à se décrire entre elles selon leurs orientations politiques et leurs formes d'engagement, propres à chacune. La conscience sociopolitique infiltre les relations interpersonnelles et va même jusqu'à causer des conflits au sein de la famille. Ce que les Chiliennes interprètent comme étant un travail, les Québécoises perçoivent plutôt comme un intérêt passager ou une activité facultative à leur existence. C'est une forme d'engagement que Claude Dubar (2000) qualifie de « conditionnelle et provisoire ». En effet, les Chiliennes sont d'avis que l'engagement des Québécoises est plus souvent temporel et sporadique, et il émerge lorsque le thème soulève une émotion. Parmi les militantes québécoises, les Chiliennes n'ont pas su trouver des alliées : leurs vies associatives respectives ne les rassemblent que par moment.

Lorsque nous avons interrogé les femmes relativement au rôle de militante, elles sont d'avis qu'elles sont acceptées par les individus qu'elles côtoient. D'ailleurs, elles pensent que ce rôle pourrait être bien perçu dans la société québécoise en général, malgré que plusieurs avouent ne pas savoir ce que les Québécois(es) non-impliqué(e)s en pensent. Entre Chiliens, la majorité des femmes pensent que le rôle de militante est bien intégré, pour le moins, au sein de groupes militants.

« Les personnes de gauche vont bien accepter. Mais je pense que je ne connais pas la droite d'ici. Je ne peux te le dire. (...) Dans le groupe de avant-garde oui. Dans les autres groupes, non. Au contraire, c'est rejeté. » (Catalina, 79 ans, retraitée)

On remarque que leur perception du rôle de militante se base sur leurs expériences personnelles avec les membres de leur réseau qui lui, est majoritairement sinon exclusivement composé de personnes engagées au niveau sociopolitique. Ceci signifie que

les femmes ont recherché des individus ayant les mêmes intérêts et convictions mais ne connaissent pas explicitement comment le rôle de militante est perçue dans d'autres cercles. Certaines femmes évoquent les divisions qui existent entre les regroupements ethniques, venant possiblement influencer l'interprétation du rôle politique de la femme chilienne: « (...) je connaissais seulement les gens très solidaires. Alors je sais pas, jamais j'ai eu de problème de discrimination. Entre immigrants, il y avait le problème de discrimination. » (Emilia, 76 ans, retraitée) Semblerait-il que certains regroupements ethniques n'auraient pas la même perception du rôle de militante.

4.1.4 L'identité féminine

L'interprétation de son identité féminine, elle aussi influencée par leur vécu et leurs représentations sociales dans la société d'accueil, est reformulée à travers un processus de sélection de valeurs, coutumes et mœurs. Par contre, certaines valeurs sont conservées et nous voyons que cette affirmation prend toute son importance dans la vie privée des femmes rencontrées. Lorsque interrogées relativement aux relations hommes femmes, certaines différences ressortent dans la dynamique de couple. Par exemple, l'homme québécois serait plus fidèle, moins machiste mais moins galant.

« Je crois toujours quand un homme t'invite à sortir, il paye. Ça que tu m'invites à café, je paye mon café, tu payes ton café, non. L'homme est très galant, il ouvre la porte. Bon, c'est une moralité dans le fond. Et n'est pas un homme parfait parce que le Chilien est très infidèle. *Pero* très galant par exemple ça, comme je te dis, si un Chilien t'invite, il paye. » (Catalina, 79 ans, retraitée)

D'ailleurs l'interprétation collective de l'harcèlement sexuel au Québec constitue un autre exemple de divergence pour Catalina.

« L'autre question que j'ai trouvée ici à Montréal, c'est la question du harcèlement sexuel. Je le trouve un peu exagéré parce que si tu vas au Chili, marche dans la rue, tous les hommes vont te dire des choses, t'es belle, ouuu, jolie jolie, n'importe quoi. Si tu te fais dire quelque part des choses comme ça, c'est un peu... Je sais que l'harcèlement sexuel s'il y a des patrons abusifs, je

sais, et ça doit être public. Mais ici il n'y a pas la galanterie, les compliments pour les femmes. » (Catalina, 79 ans, retraitée)

Si l'exploitation de la femme est considérée comme un problème social d'envergure selon les Chiliennes, l'identité masculine comporte, quant à elle, un élément de galanterie. Les femmes explorent leur conception de l'identité féminine en réaction à ce qu'elles ont observé au Québec, faisant ainsi ressortir les éléments distincts de leurs représentations sociales des femmes. Ce que certaines Chiliennes avouent, c'est un malaise évident relatif à ce qu'elles nomment la « femme homme », c'est-à-dire la femme qui a adopté des traits masculins. C'est le terme qu'elles donnent à la femme québécoise qui a triomphé dans ses luttes pour aboutir avec une charge trop lourde entre l'activité professionnelle et l'élevage de ses enfants, mais aussi avec des caractéristiques que les chiliennes interprètent comme étant masculines : la froideur, le rationnel et l'ambition.

« Mais la femme jeune ici est très dur à vivre ici soit parce qu'elle travaille dans un mauvais travail, parce que n'a pas un bon travail parce que c'est très difficile surtout d'abord et en plus elle travaille à la maison, elle fait tout alors c'est difficile. N'est pas, ici il y a pas constitutionnel, que c'est dans les papiers. C'est la chose quotidienne. Je pense que si j'étais jeune avec mes trois enfants sans une bonne et je travaillais aussi, j'aurais craqué. J'aurais pas supporté. Est très difficile la vie et pas seulement pour les Chiliens, les femmes québécoises aussi. » (Catalina, 79 ans, retraitée)

« Et puis on s'attend à ce que la femme performe aussi. D'être bonnes. Donc j'ai plus de femmes hommes ici. Plus de femmes masculines. (...) toutes ces femmes professionnelles qui sont émotionnellement brisées, qui sont pas vues. Qui souffrent beaucoup d'angoisse (...) Je pense que c'est comme une demande que fait la société aux femmes pour remplir des rôles qui sont assez exigeants en plus élever la famille tout ça. (...) Je vois que les femmes sont plus perdues dans le système aussi. Mais ici il semble que si quelqu'un a un problème, tout le monde la laisse seule. Il n'y pas la solidarité. Il y a des valeurs différentes. Il y

comme l'abandon aussi comme c'est pas mon problème. C'est le tien. J'entends beaucoup ça ici. (...) Mais la femme en général je vois qu'elles sont vidées, vivent jour à jour, n'ont pas des initiatives. Je vois des femmes à mon travail qui n'ont pas d'initiative. Elles veulent changer rien. C'est comme toute l'énergie est perdue dans le jour à jour. Il n'y a pas une idée de construire quelque chose. Et elles ont plus de moyens ici que chez nous. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

Certes, les femmes rencontrées ont connu de grands bouleversements dans leur pays d'origine qui a motivé le regroupement entre femmes, en réaction à une situation de vie « extrême ». Elles expriment ne pas avoir trouvé ce sentiment de solidarité et d'entraide au Québec.

« Je sais que la femme au Chili à ce moment là était plus, créait comme une communauté de guerre. On avait toute une organisation communautaire montée créé par les femmes, je sentais il y avait plus cette guerre, je sentais pas que les femmes étaient aussi déchirées que je le vois ici. Même si on était persécutées tout ça, mais quand j'étais persécutée, j'avais des amies à côté de moi. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

Comme nous l'avons vu, certaines femmes rencontrées adoptent une approche essentialiste dans leur analyse du féminin. Elles perçoivent la nature de la femme comme un élément fixe, différent de celle des hommes dans son essence. Lorsqu'elles abordent les traits masculins et les traits féminins, l'homosexualité, la division des tâches, etc. elles s'objectent à la mixité des genres qu'elles perçoivent comme fondamentalement binaires. La fluidité du féminisme de 3^e vague québécois n'est pas réflétée dans l'interprétation que font les femmes chiliennes des rapports hommes femmes.

4.1.5 La famille

Le mariage prendrait aussi une signification autre que celle observée chez les couples chiliens. Certaines femmes avec lesquelles nous nous sommes entretenues se sont étonnées

de la nature égalitaire qui imprègne les relations de couple, mais aussi de l'égoïsme et de la grande préoccupation pour les avoirs personnels. Catalina est d'avis que les mariages au Québec ressemblent plus à un contrat : « Au Chili, généralement, les avoirs dans le mariage est un fond commun mais pas cette situation qu'il y a ici que beaucoup de fois le contrat matrimonial, les *juntamientos* c'est un contrat commercial, très commercial (...) » (Catalina, 79 ans, retraitée). On peut y lire une critique de la rationalité et de l'individualisme qui s'oppose à une interprétation plus collective du mariage ou le partage est de mise.

Enfin, concernant l'élevage des enfants au sein des familles québécoises, les femmes avec lesquelles nous nous sommes entretenues ont admis leur ignorance mais offraient tout de même des critiques relatives à l'isolement qu'elles notent entre les membres. Elles perçoivent cet isolement comme un résultat de l'individualisme qui perméabilise les relations et motive les membres de la famille à adopter des comportements froids et détachés.

« (...) on voyait qu'il y avait beaucoup plus de valeurs individualistes. Comme la mère et le fils n'ont pas le même rapport qu'on a chez nous. Il y a un rapport plus proche. Je le vois même avec mon mari. Mon mari dit à mon fils comment ça va mon fils. Mon fils il dit bien et c'est fini le dialogue et moi non! Il me doit dire vraiment comment ça va parce que moi je vais pas rester là quand il me dit

ça va bien. (...) Je vais créer les moyens. Pour moi c'est important de savoir ce qu'il se passe. Parce que mon fils il va pas bien tous les jours, il y a des choses qui se passent avec lui. Ce besoin d'être vraiment en lien avec l'autre, je le vois pas ici. C'est plutôt une relation superficielle. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

« Par exemple ici la relation avec le père est plus froide. Non il y a des familles qui sont très unies. Mais en général, par exemple il y a ici beaucoup de personnes qui sont grand-mère, grand-père, quand ils sont vieux, ils sont dans des maisons d'accueil. » (Catalina, 79 ans, retraitée)

Elles déplorent aussi un manque de respect des enfants envers leurs parents. Certaines femmes tracent aisément un lien entre le contexte sociétal où sont prônés à haute voix les droits, mais où sont ignorées les responsabilités accompagnatrices.

« (...) je crois que la jeunesse actuelle ont beaucoup de droit mais pas de devoirs. Je pense que ça c'est à cause de la façon d'enseigner, les parents doivent parler avec les enfants, il faut les faire comprendre les choses. (...) Alors ici, je ne sais pas si c'est parce que la femme travaille beaucoup, je crois que les enfants sont laissés un peu à eux-mêmes. Faut quelque discipline, pour les guider un peu... sont trop libres. (Carolina, 79 ans, mère de famille)

Or, la moitié des femmes ont évoqué la présence d'aides domestiques dans les familles chiliennes de classe moyenne et élevée.

« La classe moyenne a toujours des femmes de chambres. Et alors les femmes de mariages au Chili, elles ont plus de temps pour sortir avec les amies, à aller (inaudible). Étaient à charge des enfants. Les gens plus pauvres a les voisins. La réalité c'est un peu, je dois faire une chose, je laisse mes enfants avec mon amie, mon voisin. Alors ça c'est dur pour les couples qui sont plein d'enthousiasme, qui veulent sortir ne peuvent pas. » (Catalina, 79 ans, retraitée)

Lorsque la femme ouvrière laissait ses rejetons chez la voisine, les femmes pouvant se le permettre employaient une femme pour les aider dans l'élevage des enfants ainsi que dans les tâches ménagères. Dans les deux cas, le lien social est préservé et renforcé. Dans le premier scénario, le quartier et les relations d'entraide qu'on y forme représentent une composante importante de la vie sociale, tandis que pour les femmes plus aisées, l'embauche d'une aide à la maison représente plus de temps libre pour socialiser.

Pénétrer dans le lien social au niveau interpersonnel s'est avéré plus difficile au Québec. En effet, seule une répondante de la première génération a réussi à tisser des liens d'amitié avec des Québécoises avec lesquelles elle travaille. Puisque Graciela est arrivée au Canada alors qu'elle avait 15 ans, on pourrait avancer qu'elle a formé son identité féminine

dans le pays d'accueil, rendant plus aisée la formation de relations profondes avec les Québécoises. Cette hypothèse se baserait sur la minimisation des différences culturelles résultant d'un trajet de vie qui s'est davantage déroulé au Canada. Si l'on prend les mots de Roxanna lorsqu'elle décrit les obstacles qu'elle perçoit dans la communication et la formation de relations, on peut comprendre que son acculturation lui a permis de mieux comprendre les dynamiques interpersonnelles telles qu'elles existent dans le pays d'accueil, évitant ainsi l'isolement qu'a connu Roxanna.

« Les gens québécois étaient plus comme, se sentaient comme pourquoi tu me poses cette question personnelle à moi. (...) Tandis que si tu vas dans un groupe de latinos (...) On parle ouvertement. C'est comme les choses : il faut partager. (...) C'est comme la vie ici est assez à l'extérieur qu'à l'intérieur il y a rien : c'est vide. (...) Mais avec des latinos c'est facile. (...) Sont naturels. On se laisse questionner, on se laisse confronter, on fait un cheminement. Peut-être aussi qu'on savait que la société c'est quelque chose à créer ensemble. Si je ne me fait pas questionner, quelle sorte de société je vais créer. (...). Donc j'ai appris que la société commence par un citoyen ouvert vraiment à ses collègues et les invitent à se questionner sinon tu créé une pathomimie à la société. »
(Roxanna 49 ans, travailleuse sociale)

En effet, toute l'optique de la raison d'être du relationnel est basé sur la collectivité pour Roxanna ainsi que la majorité des exilées; cependant, on doit noter que Paola, qui est arrivée au Canada alors qu'elle avait 20 ans, ne semble pas avoir tissé des liens amicaux avec plusieurs Québécoises, à part les quelques femmes québécoises qui travaillent avec elle. Cet isolement peut s'expliquer par la situation familiale éprouvante qu'elle a connue alors qu'elle était toujours à Edmonton avec ses enfants en bas âge et un mari abusif. Suite à sa séparation de ce dernier, elle a déménagé à Montréal pour se rebâtir une vie avec ses enfants. Elle travaille actuellement dans un centre pour les femmes et est devenue une militante endurcie. Elle avoue avoir des convictions sociopolitiques ancrées qui rendent parfois difficile les relations amicales avec des femmes moins conscientisées et/ou impliquées.

À part Graciela, certaines des neuf autres répondantes dénonçaient ouvertement la division qu'elles ressentaient ou affirmaient connaître chez les Québécoises malgré qu'elles ne faisaient aucune mention explicite d'amies québécoises. Ceci nous porte à croire que les femmes de première génération n'ont pas réussi à établir des relations plus profondes avec les femmes québécoises bien qu'elles aient eu assez de contact avec elles pour connaître leur façon de vivre et leurs valeurs. Souvent, les femmes se sentent reléguées à la catégorie d'« immigrantes » dans leurs rapports avec les Québécois(e)s :

« Je dis je ne suis pas immigrante : j'étais une exilée et je suis maintenant une chilienne québécoise. C'est fini (...) Ah les femmes québécoises vont me traiter toujours d'immigrante. Sauf les gens de la solidarité. Les gens de la solidarité, c'est une autre vision. On travaille, parle pas d'immigrantes. » (Emilia, 76 ans, retraitée)

Cette étiquette d'« immigrante », lorsqu'elle est imposée par l'« Autre », ne se conforme pas toujours avec la conception de soi (Dubar, 2000). Paola exprime ce même sentiment lorsqu'elle expose la discrimination dont elle est victime dans sa quête de logement. Elle explique par son accent la réticence de lui louer un logement alors que, lorsque interrogée sur sa conception de soi, elle s'affirme en tant que Québécoise ayant passé la plus grande partie de sa vie au Québec.

4.2 Représentations sociales de la culture québécoise

Selon Durkheim (1893), partager les normes et valeurs d'un groupe, c'est être intégré dans le lien social qui unit les membres de ce groupe. Dubar (2000) précise que le sentiment d'appartenance au niveau identitaire est crucial dans l'insertion : il s'agit d'un aller-retour constant entre la société et l'individu. Pour réussir à cerner l'intégration sociale, nous devons nous pencher sur les représentations sociales qu'ont les Chiliennes de la société et de la culture québécoises. Il va sans dire que ces perceptions viendront teinter les interactions sociales des femmes avec les Québécois et Québécoises, pouvant ainsi représenter une variable clé dans le degré d'intégration.

Les femmes avec lesquelles nous nous sommes entretenues emploient le terme « Nous » pour parler d'elles-mêmes et « Elles » pour parler des Québécoises, même si certaines tentent d'adopter un discours englobant, brouillant ainsi délibérément la division. Le manque d'intérêt de la part des Québécois(e)s dans la politique constitue une critique récurrente mais on voit ici comment Gabriela utilise « on » se référant véritablement aux Québécois(e)s : « Mais je me rend compte que les gens sont pas portés à discuter. Oui on parle par rapport aux conséquences d'un gouvernement. Mais d'aller plus loin, de parler d'une façon beaucoup plus passionnée, je ne vois pas ça. » (Graciela, 42 ans, travailleuse sociale).

Puisque la plupart des femmes sont arrivées en tant que réfugiées politiques, le Québec représentait une situation transitoire, état qui, on peut supposer, n'a pas forcément encouragé l'intégration à prime abord.

« Nous quand on est venus ici avec ma mère, mon père, c'était comme de façon provisoire, transitoire. On allait retourner et ça c'est la plupart des familles. C'était ça l'objectif. En attendant que ça change au niveau politique, ta ta ta, on avait l'impression qu'on était de passage. Et avec le temps, je me suis mariée, j'ai eu des enfants (...) » (Graciela, 42 ans, travailleuse sociale)

Paola explique être restée « longtemps les valises prêtes » parce qu'elle s'attendait à retourner au Chili faire la révolution. En effet, ceux qui se sont acheté des meubles ont été critiqués par les membres de la communauté puisque cela signifiait qu'ils allaient rester. Les exilées ont connu le suspense, le projet de retourner dans le pays d'origine : un projet qui s'est tranquillement dissipé au fil des années pour la majorité. L'identification des répondantes aux nouveaux schèmes familiaux, aux nouvelles dynamiques de couple et aux rôles féminins s'est produite en une génération : un exemple d'un niveau d'intégration avancé et rapide. « En tout cas la communauté chilienne c'est la proche de la communauté québécoise, selon ce qu'on dit. Les Québécois et les Chiliens. Les Chiliens se sentent bien avec les Québécois. » (Emilia, 76 ans, retraitée).

D'ailleurs, les exilés du Chili sont considérés comme une vague d'immigration bien intégrée dans le pays d'accueil. Del Pozo définit l'intégration comme « la participation à la structure d'une société, c'est-à-dire l'accès à des positions statutaires valorisantes sur le plan économique et social ». (2006 :1-2) Neuf sur dix femmes interviewées ont vécu de leur profession dans le pays d'accueil ce qui, selon del Pozo, représente une intégration totale, en contraste avec les individus qui travaillent dans leur domaine mais occupent des postes de niveau inférieur aux postes occupés au Chili. Nous n'avons pas rencontré de femmes ayant vécu l'exclusion, c'est-à-dire qui n'ont jamais exercé leur profession dans le pays d'accueil. L'exception est Catalina qui est arrivée au Québec en ayant déjà pris sa retraite.

Depuis les années 70, les Chiliens ont eu une présence dans les institutions universitaires représentant souvent une continuation des études et activités entreprises dans le pays d'origine. La grande majorité des Chiliens qui sont venus au Québec s'y est établie et parmi ceux qui ont étudié dans la province, « l'énorme majorité » y est restée (del Pozo, 1994 : 1).

« Dans cette vague de réfugiés et d'immigrants, un pourcentage important était composé par des professionnels et techniciens. (...) Ainsi, 55% des Chiliens habitant au Québec avaient un diplôme universitaire ou collégial, un chiffre bien au-dessus de la moyenne de l'ensemble de la province et supérieur à celui de diverses communautés ethniques comparables. » (del Pozo, 2006 :1)

En effet, le fait que cette vague d'immigrants fut composée en grande partie de professionnels peut expliquer, en partie, le succès avec lequel se sont intégrées les femmes chiliennes. La première raison est forcément le niveau d'instruction reçue dans le pays d'origine avant l'exil qui a pu faciliter l'obtention d'un emploi puisqu'elles remplissaient plus aisément les critères d'embauche. Dès le départ, les femmes ont pu se sécuriser avec un revenu tout en ayant une porte d'entrée dans le domaine du travail. Ce premier pas permet ainsi non seulement l'apprentissage de la langue française, mais aussi rend plus accessibles les postes mieux rémunérés. Dans le cas des dix femmes, le diplôme en sciences sociales ou travail social octroyé au Chili était reconnu par le gouvernement

canadien, leur évitant un retour aux études. Certaines répondantes ont choisi de poursuivre des études universitaires à Montréal. Emilia a entrepris ses études pour, en premier lieu, apprendre la langue française mais aussi pour se pourvoir d'un diplôme complémentaire à celui reçu au Chili. Roxanna, quant à elle, a jugé que son diplôme ne lui permettait pas d'obtenir un poste convenable et a choisi d'entreprendre une Maîtrise pour se pourvoir d'une crédibilité professionnelle qu'elle percevait comme manquante dans ce nouveau contexte.

« Mais je pense qu'ici j'ai vécu un peu de racisme parce que même si les gens sont ouverts à la culture *latina*, surtout dans le gouvernement quand j'ai cherché du travail, les ministères de culture pouvaient pas croire que j'avais un baccalauréat. Toujours j'ai été envoyée plutôt dans le travail de manufactures et tout ça. Donc j'ai dû me battre beaucoup avec une société qui était un peu, ça dépend, discriminée ou avait une image des latinos que n'étaient pas capables de travailler à leur niveau. Même après, c'est pour ça que j'ai fait la maîtrise pour prouver que j'étais capable. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

Elle jouit depuis d'un niveau de vie clairement supérieur à celui qu'elle avait connu. Cependant, ce ne fut pas le cas pour plusieurs.

« L'existence d'une masse plutôt imposante de gens qualifiés chez les Chiliens ne s'est pas traduite par un bon niveau de vie, et les chiffres montrent plutôt une dégradation qu'une progression à travers le temps. On peut donc imaginer qu'une partie importante de ces professionnels et techniciens n'ont pu exercer leur métier ou bien qu'ils l'ont fait dans des conditions plutôt précaires, (...). » (del Pozo, 2006 :1)

Del Pozo expose une réalité que notre recherche n'a pas reflétée. Certes, l'arrivée fut difficile pour les répondantes mais grâce à leurs études complétées au Chili, elle ont pu éviter une trop grande précarité. Cependant, la baisse importante du niveau de vie initialement a marqué nos répondantes puisque pour la plupart, elles quittaient un niveau socioéconomique moyen ou élevé. Or, les femmes considèrent qu'avec le temps, elles ont

su se rebâtir un certain niveau de vie et jouissent du confort qu'elles reconnaissent comme appartenant aux pays développés.

« (...) je me suis dit je vais continuer à vivre dans un pays riche parce que je venais d'un pays pauvre. Il y avait beaucoup d'injustice. (...) Donc j'avais des gens qui m'attendaient. Qui attendaient l'aide monétaire de moi. Parce que je suis ici, trouvé la possibilité de trouver quelqu'un pour me marier, c'est pas juste pour moi. C'est pour aider les gens à moi, tu vois. C'est comme un compromis moral que j'avais fait. (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

D'ailleurs, comme nous l'avons vu précédemment, plusieurs répondantes ont exprimé une grande reconnaissance envers les Québécois, pour leur appui et leur implication auprès des groupes de dénonciation et de pression mis sur pied par les exilés à leur arrivée. Cette mobilisation de la part des Québécois a certainement encouragé l'intégration des exilées à travers la valorisation des origines des ressortissants (Vatz-Laaroussi, Tremblay, Corriveau, Duplain, 1999) en plus d'avoir promu un sentiment de solidarité temporaire entre Chiliens et Québécois.

4.3 Conclusion

Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, chez nos répondantes, une représentation sociale de la culture québécoise s'est formée alors qu'elles étaient encore dans le pays d'origine et, suite au déplacement, par le biais du travail, d'activités sociopolitiques et lors de rares instances de partage dans la vie sociale. À leur arrivée au Québec, les femmes de la 1^{ère} génération ont découvert les mœurs et la culture québécoise et ont perçu des différences ainsi que des similarités avec le Chili.

La plupart des femmes auxquelles nous avons parlé apprécient les possibilités existantes pour les femmes, les décisions qui leur appartiennent telles le divorce ou le choix d'élever ses enfants seule, et l'indépendance financière. Par contre, nous devons noter que les femmes plus âgées expriment un malaise évident vis-à-vis de certains nouveaux modèles familiaux, soit les mères monoparentales et les familles reconstituées. De plus, certains aspects des mœurs québécoises, notamment au niveau de la liberté sexuelle,

demeurent choquants pour les femmes qui sont arrivées à un certain âge. Nous pouvons penser que l'âge influence les perceptions dans la mesure où l'attachement à la configuration traditionnelle de la famille nucléaire représente la norme sociale connue tout au long de la vie.

Elles qualifient de froides les relations qu'elles observent et se disent perplexes face à l'apathie des citoyens et citoyennes. Elles lient aisément l'isolement de l'individu, la fragmentation du collectivisme, ce que Otayek (2000) appelle l'importance accordée au « Je », et l'absence de l'engagement. Cet l'individualisme, désigné par Dubar (2000) comme le produit des transformations dans les modes d'identification, affecte les dimensions collectives de la vie sociale qui sont tant importantes pour les femmes rencontrées.

Elles admirent les libertés de la femme québécoise mais voient d'un œil moins favorable ce qu'elles interprètent comme un laisser-faire dans le rôle de mère et celui de citoyenne impliquée. Le rôle d'actrice sociale est d'une grande importance pour les chiliennes. Elles sont d'avis que ce sentiment n'est pas partagé par les Québécoises desquelles elles cherchent à se distinguer dans leurs propos. Nous verrons, dans le prochain chapitre, le sens accordé à l'implication sociopolitique et l'importance que prend le rôle de militante au niveau identitaire.¹⁰

¹⁰ Cela dit, les femmes rencontrées ont, en moyenne, peu de contact avec les femmes québécoises. Leurs propos reflètent une perception qu'il faut prendre avec prudence.

CHAPITRE V

LES MANIFESTATIONS DE L'IDENTITÉ ETHNIQUE AU FÉMININ

Introduction

Le plus intéressant, dans l'identification ethnique, est l'exploration des lieux et moments où émergent des tensions. Il est important de noter que le « Nous » employé par nos répondantes exclut la 2^e génération, leurs enfants, qui sont arrivés jeunes ou bien qui sont nés ici et ont été socialisés dans le pays d'accueil. En effet, dans leur discours, elles situent leurs enfants plutôt dans la population majoritaire.

« Ils sont de ce pays, ils sont dans une société d'accueil qui leur a donné beaucoup de choses. (...) Il y a le problème de famille qui sont retournées au Chili et que les enfants sont restés ici, sont arrivés ici tout petits et sont Québécois plus que Chiliens. Et à ce moment là il y a un problème d'identité c'est pour ça (inaudible). Ils disent qu'ils sont allés au Chili et que là-bas ils sont perçus comme des Canadiens, comme des étrangers. Mais ici sont perçus comme latinos, ils font la vie, mangent comme des Québécois et la poutine aussi comme l'Amérique du Nord. » (Catalina, 79 ans, retraitée)

On peut en déduire que leur vécu unique, soit l'exil, les séparent des générations suivantes. Il semblerait que les différences sur lesquelles nos répondantes se basent pour affirmer leur identité distincte n'ont pas été transmises aux générations plus jeunes, minimisant ainsi la possibilité du déchirement entre deux cultures.

Puisque la conception du « Nous » varie selon la génération, les instances et circonstances de tension sur lesquelles nous nous penchons prennent de l'importance seulement dans le cas de nos répondantes et non de leurs enfants. Pour les jeunes de la 2^e génération, les tensions ethniques existent mais nous pouvons avancer qu'elles se manifestent dans des lieux différents, de façon différente et à une fréquence moindre. En effet, les représentations sociales qu'ont les femmes de leur propre héritage culturel, en tant que « sujets personnels » (Dubar, 2000) et de leurs rôles sociaux en tant que femmes

viennent forcément influencer la dynamique qu'elles adoptent avec la société d'accueil. Nous verrons que l'identité ethnique devient, pour les femmes rencontrées, un élément de différenciation et de distinction servant à s'éloigner des valeurs québécoises qu'elles rejettent en tant que femmes tout en affirmant leur unicité.

5.1 Représentations sociales de la culture chilienne

Le lieu principal de tension est le travail. Ceci peut s'expliquer par la présence immédiate et continue des femmes sur le marché du travail dès leur arrivée. Seule une répondante, Catalina, n'a pas occupé de poste au Canada et elle dit n'avoir ressenti aucune tension ethnique. D'autre part, le travail constitue une arène sociale de contact quotidien où les façons d'aborder la tâche peuvent diverger selon les approches et apprentissages.

« (...) les choses que je vais questionner tout ça, personne va les questionner. Où je suis, le travail social (inaudible) justement par rapport à l'approche communautaire, j'ai questionné des choses par rapport à la co-responsabilisation. Pour moi c'est très important et pour eux non c'est pas important ça ou s'il y a des problèmes, c'est à eux pas nous. Ça nous appartient pas la responsabilité de chercher une solution mais pour moi, c'est des avances. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

Les femmes interprètent leur approche au travail comme l'extension d'un projet social, un moyen de s'actualiser comme individu. Certaines Chiliennes rencontrées ne ressentent pas le même niveau d'implication de la part de leurs collègues québécoises.

Le second lieu de tensions se situe dans le travail sociopolitique. C'est ici que les femmes avec lesquelles nous nous sommes entretenues pèsent leurs mots. Ce qui ressort peut se résumer par un sentiment qu'il existe des frontières importantes entre les Québécoises et les immigrantes engagées. Tel que démontré dans le chapitre précédent, l'ampleur que prend le social et le politique dans la vie des exilées est un phénomène, le résultat de leur parcours de vie unique.

En affirmant leurs particularités ethniques, les femmes affirment leur non adhésion aux valeurs culturelles québécoises qu'elles désirent rejeter. C'est en effet une façon de se démarquer et elles le font tant dans la sphère publique qu'à la maison. La revendication confiante d'une appartenance à un groupe ethnique pourrait s'expliquer par le fait qu'elles ont su éviter l'isolement. Employant la « logique d'intégration » ou « de distinction » présentée dans Immigration et Métropole (2005), nous verrons que le regroupement associatif ethnique visait la distinction mais, avec le temps, a aussi grandement favorisé l'intégration de ses membres dans la société d'accueil. Cette dynamique et ses manifestations constituent en soi des aspects importants des relations interethniques qui se jouent à Montréal.

5.1.1 L'identité ethnique et la définition du «Nous» : les limites

Le processus de construction identitaire, de formation du «Nous» influence la façon dont chaque génération définit son identité ethnique (Doring, 2002). En nous penchant sur le processus menant à la formation d'une identité ethnique, nous avons constaté que les femmes de la 1^{ère} génération ayant connu l'exil semblent détenir des caractéristiques culturelles particulières. Tout d'abord, elles soulignent l'importance de la parole.

« Relationnel je crois que ça a aidé beaucoup de se rencontrer et même les gens ne regardent pas nos articles, juste bavardent, bavardent. (Rires) Les Chiliens surtout sont ainsi. Si tu vas à une rencontre de Dominicains, ils vont danser. Mais les Chiliens vont parler. Parlent beaucoup, surtout parlent de politique même s'ils sont d'accord pas d'accord, mais toujours parlent de ça. » (Emilia, 76 ans, retraitée)

Un autre élément qui ressort est l'émotivité qui semble plus présente parmi les Chiliennes puisqu'elle est exprimée plus aisément et ouvertement. Elles manifestent cette émotion qu'elles nomment « *pasión* » tant dans la vie publique que privée. « (...) nous les femmes chiliennes ou les femmes latino-américaines, tu sais, on a été trompées et on dit bon ça s'arrête tout de suite. On ne va pas penser à l'argent, qu'est-ce que je vais faire. On agit de façon spontanée. Avec les tripes. » (Graciela, 42 ans, travailleuse sociale). Elles

interprètent cette émotivité comme un élément identitaire distinct qui s'accompagne d'une spontanéité.

« Mais je dirais qu'ici il y a une peur à la confrontation. Ça je pourrais dire que je me rend compte. Si moi je parle un peu plus fort, on va penser que je suis fâchée. Ça n'a rien à voir. C'est parce que je me laisse emporter par la discussion mais ça ne veut pas dire... (...) Je pourrais dire que ce que je me rends compte, pour faire la différence non, avec les Québécoises c'est très poli tout ça mais ça n'a rien à voir. Se laisser emporter, il y a des collègues qui commencent à me raconter leur vie privée par exemple et ils disent oh! Il ne faudrait pas que je dise ça. Mais dis le! C'est quoi ton problème. Dis le! Dégage toi! Il y a rien de mal à ça. Et là je vois que il y a une différence entre nous. »
(Graciela, 42 ans travailleuse sociale)

Cette passion représente le moteur qui pousse à l'implication sociopolitique et au dialogue. Elles vont même jusqu'à se décrire entre elles selon leurs orientations politiques et leurs formes d'engagement. On voit comment Catalina décrit sa grande amie Isabella : «Elle est une grande personne, elle était partisane de la Bachelet, une personne très ouverte et très inclusive. Les choses qui se sont passées au Chili, la justice, ce n'est pas un problème avec Isabella. » (Catalina, 79 ans, retraitée). La conscience sociopolitique infiltre les relations interpersonnelles et représente un terrain d'échanges où les femmes en viennent à exprimer intimement leurs pensées aux autres femmes et/ou leurs convictions deviennent subséquemment des marqueurs identitaires. Comme l'explique Doring (2002), le développement d'une conscience et d'un esprit critique plus élevé représente une caractéristique immigrante féminine, un produit du bouleversement qu'est l'immigration.

Cette conscience émotive teinte aussi les relations familiales, notamment avec les enfants. Certaines femmes expriment vivre une proximité émotionnelle avec leurs enfants, ce qu'elles n'observent pas dans les relations parent enfant des Québécoises. Graciela avoue téléphoner à sa mère au Chili tous les jours et compte demeurer présente dans la vie quotidienne de ses propres enfants. Laura explique que le modèle familial au Chili impliquait une présence importante de la famille éloignée dans la vie de tous les jours :

« (...) il y beaucoup plus de présence de la parenté qu'ici, dans la vie domestique. Parce que ça pouvait arriver que n'importe quand, on reçoit à l'heure du dîner, c'est l'heure de manger très important chez nous, donc c'était pas grave que d'un coup on arrivait, moi j'arrivais de l'école ou de l'université ou de mon travail et il y avait de la parenté qui était arrivée, qui passait qui était arrivée pour dîner et qui restait... C'était comme plus, je, comment je pourrais dire ça. La présence de la parenté est une présence beaucoup plus intégrée, beaucoup plus nécessaire à la vie quotidienne. C'est ça. C'est pas juste des fois, c'est pas juste pour des anniversaires, c'est pas juste pour Noël. » (Laura, 64 ans, psychothérapeute)

Cette présence quotidienne des membres de la famille signifierait une implication plus profonde dans l'existence de chacun : « (...) il n'y a pas chez nous la vie privée. La famille c'est le point de support même si cette famille ne respecte pas la vie privée. Mais on vit avec ça. Mais ici on ne pouvait pas. » (Isabella, 79 ans, retraitée). En effet, les femmes se disent plus « branchées » sur ce qui se passe chez leurs enfants grâce à cette proximité et à une grande capacité de communiquer.

« J'ai des enfants, je te dis mon enfant était à France, nous nous parlons toutes les semaines. Une semaine j'appelle moi, l'autre semaine appelle lui. Tout le temps. Et quelque chose, surtout ma fille. Est quelque chose, quelques jours passent et des petits problèmes, elle va me dire Maman, Maman! » (Catalina, 79 ans, retraitée)

Gemma explique vouloir réellement connaître les événements qui ponctuent l'évolution de son enfant et la réaction de ce dernier pour vraiment connaître son fils tout en s'assurant de demeurer impliquée tout au long de sa vie. Cette consternation est partagée par Roxanna, Catalina et Graciela qui sont d'avis que l'élevage des enfants doit inclure une chaleur et un partage émotif soutenu pour cultiver une vraie relation et non une dynamique superficielle qu'elles disent observer au sein de familles québécoises. Malgré cela, comme l'explique Roxanna, la société laisse son empreinte sur les enfants de la 2^e génération.

« Donc je vois qu'il est né dans une société individualiste donc il a de la misère à partager. (...) Donc je vois qu'il a grandi dans une société quand même si je parle de solidarité, tout ça, je ne peux pas faire de lui un être solidaire comme j'aurais aimé, que ça aurait été au Chili. Parce que la culture a déjà formé mon fils pour ne pas l'être. Parce que ses amis sont plus indépendants, égoïstes donc c'est comme la culture envahit. Je perds là. J'ai perdu déjà. Je sais que j'ai perdu. Je ne peux pas lutter contre... » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

Les femmes ont également abordé les relations de couple, domaine de la vie privée dans lequel elles perçoivent plusieurs différences. Elles évoquent une liberté émotive, un besoin d'être spontanées et vraies qui représentent des éléments qui viennent définir le « Nous Femmes ». Ainsi, l'expression des sentiments prend le pas sur le rationnel, perçu comme une caractéristique appartenant plutôt aux Québécoises.

Roxanna perçoit une fixité dans les rôles et caractéristiques inhérentes aux genres qui rejoint l'importance accordée au rôle de la femme, mère et protectrice de la patrie dans le mouvement des femmes au Chili :

« Je pense qu'on doit garder notre féminité. Parce qu'on est du cœur et les hommes sont plus rationnels. (...) On va dire notre parole qui part de notre cœur. Pas tellement de la raison. Parce que l'homme est pour ça. Nous du cœur, quand je dis je sens ce que tu sens, ça c'est le féminisme pour moi. (...) Pas vouloir être un homme qui lutte pour les femmes. Non. C'est vrai que nous sommes égales dans certaines choses mais il y a une grande différence dans la façon de percevoir et de faire la lecture de la réalité. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

Graciela laisse également entrevoir une certaine fixité dans sa représentation de l'identité féminine : « C'est certain moi je parle dans une façon beaucoup plus nostalgique mais c'est qu'il ait une différence entre un homme et une femme oui. Mais c'est au niveau sensuel,

(...) » (Graciela, 42 ans, travailleuse sociale). Isabella explique les implications de cette interprétation de la féminité par les rôles traditionnels:

« Le rôle, nous on était femmes d'abord. On est à charge de la tradition, de la culture. C'est un poids énorme. Puis pour les enfants. Donc en tant que femme, je devais me faire un espace à l'intérieur de ma communauté et un espace aussi. Donc mon rôle, ça vient la même chose. Quand je suis arrivée, (...) je me levais, j'ai pris l'autobus pour prendre mon cours de français mais mes enfants allaient à l'école. Je donnais le déjeuner à Monsieur. Oui, je rentrais fatiguée, (...) à la maison, enlever les bottes pour faire à manger. Monsieur attendait tranquillement. C'était pas seulement moi, c'était la plupart. (...) imaginez-vous, qui a tout le poids encore. C'est la femme. Parce que l'homme va pas changer du jour au lendemain » (Isabella, 79 ans, retraitée)

Laura offre une interprétation beaucoup plus imagée des rôles domestiques de la femme, rôles qui viennent compléter et même compenser les rôles assumés par les hommes dans la vie privée. Dans son interprétation des femmes comme dirigeantes au foyer, il n'est pas question de traits innés mais plutôt de produit d'une socialisation.

« Parce que c'est toujours la femme qui a un rôle administrateur, organisateur, planificateur. Je sais pas les hommes assument certaines tâches mais c'est rare les couples où c'est les deux qui vont planifier, qui vont arranger, qu'est ce qu'on va acheter, les commissions, quand est-ce qu'on va faire le lavage. Oui je sais qu'il y a des hommes qui vont accompagner la femme, pour aider la femme dans le lavage, etc., mais ils prennent les directives et c'est la femme qui va avoir à créer, à imaginer, planifier quand, c'est ça. L'administration de tout ce qui est la vie domestique est beaucoup présente chez les femmes que chez les hommes. » (Laura, 64 ans, psychothérapeute)

Comme nous l'avons vu lors de la présentation des répondantes, un grand nombre d'entre elles ont vécu le divorce. Il nous semble que la perte de légitimité du pouvoir du mari à cause de la dévalorisation sociale de l'emploi qu'il occupe et son faible revenu peut

expliquer ce grand nombre de divorces au sein des couples exilés. Adriana emploie son expérience pour illustrer les sources de tension dans les couples à leur arrivée :

« Parce que la femme se débrouille mieux que les hommes. Parce que la femme trouve le travail, n'importe quoi et va commencer. Les hommes sont plus difficiles. (...) C'est pourquoi il y a beaucoup, beaucoup des hommes qui ne trouvent pas le meilleur travail, sont pas capables, sont des intellectuels qui sont pas capables de faire du travail commun. » (Adriana, 61 ans, préposée aux bénéficiaires)

Graciela emploie une optique similaire dans son interprétation du phénomène :

« (...) l'homme est plus fragile, l'homme a une tendance à déprimer. Je parle en général, il peut y avoir des héros mais habituellement la femme prend la relève. (...) Mais je dirais que dans toutes les sociétés la plupart c'est les femmes qui ont l'élan d'aller à l'avant, à faire des efforts pour la famille. (...) Et elle voit aussi le modèle ici que les femmes sont beaucoup plus indépendantes. » (Graciela, 42 ans, travailleuse sociale)

Les anciens modèles conjugaux laissent place à une nouvelle forme d'échange en couple qui peut déstabiliser la dynamique jusqu'en aboutir à la dissolution du mariage :

« Ici toutes les couches moyennes de femmes ont commencé à se libérer. Mais n'acceptaient pas comme au Chili que les hommes allaient avec une autre femme et va accepter la femme libre, les enfants donc ça a éclaté la famille. Ça a été difficile. Mais les femmes ont commencé à prendre des cours. Les femmes qui sont allées à l'université qui sont plus scolarisées, ça c'est une femme libérée qui ne pas rester dans un couple avec des problèmes. (Emilia, 76 ans, retraitée)

Le processus d'assimilation des valeurs du pays d'accueil et la brutalité de l'exil constituent deux chocs immenses pour le couple :

« Moi je pense que c'est triste de voir que les femmes quand elles prennent conscience, se libèrent, doivent se séparer. Parce que l'homme n'accepte pas.

Mais ce n'est pas l'unique explication parce que le changement de pays, le changement de situation a créé des différents scénarios et c'est difficile. »
(Emilia, 79 ans, retraitée)

La nécessité d'assurer un revenu de subsistance pousse les femmes à se trouver un emploi, ce qu'elle font avec plus de succès que leurs maris. Isabella illustre bien comment les points de repères perdent leur pertinence pendant cette période de bouleversements :

« Le phénomène migratoire se vit, ça touche la famille. Donc les rôles changent. Homme femme changent. C'était, on a dans notre pays, ça n'a rien avoir avec ici. Les rapports de femme femme non plus. (...) . Ici c'est les droits. C'est une société de droits. Mais ici la femme immigrée commence à travailler beaucoup plus en avance de l'homme et c'est terrible. Dans notre pays on n'avait pas la participation dans l'économie familiale. Ici on l'a parce que quand on travaille à la manufacture, quand on arrive le chèque donné au nom de la femme. Donc on commence à se questionner, on dit au mari on veut avoir un compte conjoint ou séparément comprenez-vous. » (Isabella, 79 ans, retraitée)

Le résultat est une plus grande autonomie et un plus grand pouvoir de décision pour ces femmes, qu'elles n'auraient pu atteindre dans un contexte social traditionnel. Gemma expose un paradoxe au plan individuel entre le maintien des rôles traditionnels et l'intégration personnelle des valeurs du pays d'accueil :

« Quand tu revendiques, c'est fini. Tout le temps que les femmes restaient à la maison sans revendiquer ses droits, ça va bien. Tu vois les couples qui sont encore ensemble, en vie, c'est des femmes que jamais revendique des choses dans son couple.(...) Le plus drôle c'est que la plupart des hommes qui se sont séparés, chiliens, se sont mis en couple avec des Québécoises. Pas les femmes. Les femmes la plupart restaient toutes seules. Si elles se mettent en couple avec quelqu'un de nouveau, c'est avec quelqu'un du Chili. (...) Et si tu vois les hommes chiliens avec des amis québécois, ils agissent comme des Québécois,

ils font tout à la maison. Des choses qu'ils n'ont pas voulu faire avec sa femme chilienne. » (Gemma, 46 ans, technicienne dans un CLE)

Dans d'autres cas, la femme maintient la configuration traditionnelle des rôles pour préserver son union. Il est possible qu'il y ait une relation entre le statut socioéconomique et le niveau d'éducation de la femme, et la préservation de la proximité avec les rôles traditionnels.

« Mais reste encore une grande partie de femmes de couche plus modeste, ça veut dire sans beaucoup d'éducation, même si elles travaillent pour la famille, elles vont accepter beaucoup de choses, la soumission. Elles n'ont pas leur propre opinion, c'est son mari qui parle. Même à l'association, il y a des femmes qui travaillent beaucoup mais c'est le mari le dirigeant. Il y a encore. Oui, il y a encore. Et nous disons mais qu'est ce qui se passe? Elle est très capable mais c'est son mari qui décide. En général, les couples bien organisés, qui se comprennent, c'est parce que les femmes acceptent beaucoup. Elle laisse l'homme prendre la parole, être dirigeant. » (Emilia, 79 ans, retraitée)

L'instruction des femmes plus pauvres est habituellement limitée ce qui implique souvent, d'une part, un manque de connaissances pouvant permettre la remise en question des rôles traditionnels et, d'autre part, l'accès à des postes mieux rémunérés favorisant la sécurité financière sur une base individuelle. Ainsi, la précarité de ces femmes dans le cas de la dissolution du mariage serait plus grande au plan économique, mais aussi psychologique. Or, il existe une tension entre les rôles traditionnels de leur pays d'origine et les rôles dominants de la société québécoise dans la mesure où les premiers ne sont pas valorisés.

« (...) les rôles sont très définis. L'homme c'est un pourvoyeur. L'homme donne l'argent. Le salaire de la femme est un salaire d'appoint. Je travaillais au Chili. Je travaillais à l'université. Je gagnais plus que lui qui travaillais à la banque. Mais mon salaire c'était un salaire d'appoint. (...) La femme ici était, dans ce même sens, avait un autre rôle. N'était pas tellement libérée mais une

autre réalité que c'était pas la nôtre » (Isabella , 79 ans, retraitée)

Le résultat est que les femmes qui préservent les rôles traditionnels sont mises à part par les femmes professionnelles puisqu'elles ne poursuivent pas les objectifs socialement prisés pour une femme. Sans le réseau informel de soutien qu'elles avaient dans le pays d'origine, composé de la famille élargie, des voisins et voisines et bien sûr, des collègues de travail, elles se retrouvent souvent isolées. Il en va de même pour leurs maris. « Je vois les hommes de classe populaire, c'est triste. Ils sont comme coupés. N'ont pas la dimension sociale qu'ils avaient au Chili. C'est difficile pour les hommes. » (Emilia 79 ans, retraitée)

Par ailleurs, lorsque nous avons abordé le féminisme avec les Chiliennes, elles s'inscrivent dans une problématique sociale plus large. En effet, elles sont très conscientes d'éviter la catégorisation « féministe radicale » en spécifiant leur positionnement théorique sur la question des femmes.

« Je suis féministe mais pas féministe. J'ai pas le féminisme qu'il y a eu avant. C'était contre les hommes. Un féminisme avec les hommes. Il faut être féministe mais pas contre les hommes. Il y a beaucoup de choses de la femme moderne que je ... mais même dans mon temps je n'arrivais pas à comprendre les femmes féministes. La femme a toujours eu un rôle avec ses enfants, tu sais, que l'homme était plus éloigné. Alors non, non : je suis féministe, oui. Mais pas le féminisme radical. Un exemple. S'il y a un couple et je vois même si c'est un de mes enfants qui a une conduite pas bien avec sa femme, je suis à côté de sa femme, tu comprends? Même si c'est mon fils parce que c'est une solidarité avec la femme. Mais pas pour le féminisme... C'est pour le droit de la femme. Pour que la femme soit digne. (Carolina, 79 ans, mère de famille)

« Féministe dans le sens qu'une femme a les mêmes droits que les hommes, a la même intelligence, et doit avoir les mêmes opportunités. Mais je ne suis féministe dans le sens de militer dans un groupe féministe. Parce que je pense, et l'ai toujours pensé que le problème de socio, dans la société, il n'y a pas la

même façon. Les problèmes politiques, les problèmes d'immigration, les problèmes de vivre dans ce monde là, c'est tellement comme pour tous les hommes et toutes les femmes. (...) Je ne suis pas d'être dans un groupe de vieux, un groupe de jeunes, groupe de femmes parce que je pense que les problèmes socio sont plus grands. » (Catalina, 76 ans, retraitée)

Elles se disent aussi tiers-mondistes, elles greffent la condition de la femme aux autres problématiques sociales telles que la pauvreté, la domination, les droits humains et la justice sociale. Lorsque interrogée, Emilia expose la grande division qu'elle voit entre le féminisme latino-américain et le féminisme nord-américain :

« Pas comme ici! Je suis féministe latino-américaine, tiers-mondiste. Je crois que les femmes se libèrent, pour moi, c'est pas l'homme. Parce qu'ici c'est ça et ça nous choque beaucoup, à beaucoup de nous, insistent l'homme. (...) Moi je crois, comme on fait à l'Association, on participe avec tout, on peut se rencontrer pour voir nos affaires de femmes mais que les hommes comprennent que c'est des affaires de tout le peuple. Pas séparé, pas nous apprivoiser pour nous seulement les affaires des femmes. Des fois on va parler de l'économie, de tout. Pas seulement l'avortement, pas seulement de domination. Quel est le regard des femmes face aux situations. Mais malheureusement quand il y a eu la marche des femmes, c'était ça, eh. C'est autre vision, plus tiers-mondiste. (Emilia, 79 ans, retraitée)

En se penchant sur l'historique du mouvement des femmes au Chili, on voit qu'elles ont souvent employé cet angle pour faire valoir leurs revendications pour les femmes. Le féminisme nord-américain, rationnel et structuré, souvent démuné d'orientation politique, laisse les Chiliennes quelque peu indifférentes. En effet, la structure des organismes sociaux et politiques ne réussit pas à éveiller le sentiment d'appartenance et la passion des Chiliennes. « Le choc fort de syndicat, le syndicat c'était plus accueillant, comme une famille mais ici c'est... d'autre part c'est très organisé, mais très structuré. C'est pas comme chez nous, une famille. » (Emilia, 79 ans, retraitée)

Relativement à la composante ethnique de l'identité féminine, les exilées reformulent la signification de leurs origines de plusieurs façons. Effectivement, les femmes se définissent en tant que Chiliennes mais aussi Latino-américaines, se référant aux traits « latinos ». On remarque qu'à l'identité nationale se greffe une identité continentale dans laquelle nos répondantes perçoivent des traits culturels communs : traits qu'elles ne partagent pas avec la 2^e génération née au Canada, dans certains cas, avec leurs enfants. Explicitement, les traits que les femmes reconnaissent comme des points de repères déterminants de leur groupe ethnique et de leur génération font le lien entre la nationalité, le vécu, l'émotion et la conscience sociopolitique (Otayek, 2000). On retrouve, dans les paroles de Paola, ce carrefour alors qu'elle exprime sa déception vis-à-vis de la façon dont sa fille élève son enfant : elle s'offusque quand elle l'amène manger dans un McDonald puisqu'elle est contre « tout McDonald ». Elle continue en s'étonnant sur le fait que sa fille s'exprime contre l'avortement puisque cette position ne reflète pas ses valeurs. Elle avoue qu'elles doivent éviter des sujets lorsqu'elles discutent : les différences sont trop grandes.

Cette conscience politique prend toute son importance lorsque l'on reconnaît que c'est à travers le regroupement et l'organisation d'actions que le sentiment d'appartenance à un groupe ethnique est renforcé (Spears et Doosje, 1999; Dubar, 2000). Les femmes auxquelles nous avons parlé vivent dans des quartiers éparpillés sur l'île de Montréal ainsi que sur la Rive Sud. Plusieurs ont l'habitude de se rendre aux rencontres où elles discutent des réalités personnelles et collectives, entremêlant aisément le privé et le public dans leur discours.

« Au niveau intervention, au niveau de problématiques sociales, que je trouvais que c'était important de donner des idées, à savoir, à discuter sur, par exemple, relation parent enfant, relations de couple. À nous informer à ce qui se passait au Chili. C'est assez vaste. C'est pas juste une chose. » (Graciela, 42 ans, travailleuse sociale)

L'implication est non seulement la pierre centrale de la vie sociale des exilées mais aussi l'intermédiaire premier par lequel elles définissent et redéfinissent les limites identitaires du groupe ethnique en relation constante avec le contexte social (Dubar, 2000). En analysant le discours des femmes, nous découvrons aisément que la zone géographique à laquelle se rapporte le «Nous» ne représente pas nécessairement le pays d'origine mais s'étend parfois au continent. Il est parfois difficile de savoir si la répondante se réfère au groupe ethnique ou évoque un «Nous» regroupant tous les pays du sud, faisant ainsi ressortir la division entre les hémisphères. Ainsi, cette identité latino-américaine est formée dans la reconnaissance de soi et des siens ainsi que dans « l'Altérité » (Dubar, 2000), donc définie largement en contraste avec les «Autres» du nord.

Par ailleurs, un élément intéressant du discours des femmes est que cette place accordée à l'identité «latino» se fait souvent au détriment de l'identité nationale. La première hypothèse que nous pouvons formuler à ce sujet se base dans l'exploitation ressentie par les pays du sud. L'identification à une identité continentale peut s'expliquer par un vécu commun et un sentiment de compassion passant outre les divisions politiques et géographiques. Nous pouvons également avancer que l'histoire du continent y joue un rôle. Plusieurs courants sociopolitiques, qui ont émergé après les conquêtes de Simon Bolivar, ont souhaité l'unification continentale. Sans s'arrêter sur les événements qui ont donné naissance à cette cohésion au niveau psychique, le concept de « nation latino » au plan continental, telle que jadis proposée par Bolivar, demeure toujours une variable dans la conception de soi vis-à-vis de la nation et de la « race latino ». « Une Vénézuélienne, une Cubaine et une personne de la Colombie qui partagent avec les Chiliens la même race, la même langue la même culture. C'est ça. » (Catalina, 79 ans, retraitée) Cette variable de « race » se rajoute à la conception de soi relativement à son ethnicité et sa nationalité mais encore, ce que représente la « race » latino reste nébuleux. La définition n'est pas fixe : elle fluctue selon l'individu et le fait qu'elle soit insaisissable permet une grande flexibilité d'interprétation (Maillé, 2002).

5.2 L'identité ethnique et culturelle

Pour certaines femmes, l'étendue et l'ampleur de l'identité continentale et le visage des nationalités qui la composent ne se sont que vraiment concrétisées une fois exilées.

« Le principe de latino-américaine, la solidarité avec le peuple mais je n'ai connu vraiment. Ici je connais l'Amérique Latine. Ici je connais les Vénézuéliennes, les Péruviennes, les Équatoriennes. Et c'est une vision, parce que j'avais une vision théorique seulement. Et j'ai trouvé que c'est plus Europe que l'Amérique Latine. Et je connaissais l'Amérique Latine pour la littérature, tous les peintres, non de la vie rurale. Ici je sais qu'est ce qu'est l'Amérique Latine, je me sens plus Latino-américaine que Chilienne à ce moment là. La question internationale, c'est très fort ici. » (Catalina, 79 ans, retraitée)

Elles ont découvert, de par leurs propres expériences, ce que représente réellement cette appartenance lorsqu'elle s'est transposée dans le pays d'accueil.

Cependant, on retrouve plusieurs marqueurs identitaires ethniques dans le discours des femmes, nous laissant entrevoir que des limites existent entre groupes ethniques. La définition de soi par les autres communautés culturelles latinos représente une composante de la reformulation identitaire des répondantes. Ainsi, les caractéristiques réservées aux Colombiennes, Salvadoriennes, Argentaines ou aux Guatémaltèques viennent définir les visages de ces communautés culturelles latinos à Montréal. Les Chiliens représenteraient la communauté la plus politisée : « (...) parce que les Chiliens étaient habitués à s'organiser. Alors nous avons organisé un syndicat. » (Emilia 79 ans, retraitée).

Les distinctions faites entre groupes opèrent comme des mécanismes de reconnaissance et de différenciation. Chaque communauté culturelle est donc définie selon quelques caractéristiques, nonobstant le fait que le contact est généralement très minime ou totalement absent entre individus de différentes nationalités avant l'arrivée à Montréal. Ces représentations sociales des autres nationalités sont formées à travers d'un partage entre individus et des images et messages transmis de par les médias. (Gaviola, Largo, Palestro, 1994)

Il va donc sans dire que le déplacement forcé de ces femmes du sud au nord signifie la traversée d'une identité « latino » vers une identité qui, au fil du temps, intègre forcément des éléments de l' « Autre ». Il y a donc un sentiment de non appartenance avec le pays d'origine actuel. Certaines mœurs d'il y a trente ans demeurent inchangées et certaines exilées s'en voient contrariées lors de leurs séjours. Les femmes que nous avons rencontrées ont développé un esprit critique face à l'évolution de leur pays d'origine, tout comme celui observé chez les Mexicaines faisant l'objet de la recherche de Doring (2002). Laura décrit le paysage social auquel elle a été confrontée lors de son premier voyage au Chili :

« Et quand je vais au Chili je trouve souvent des faiblesses à bien des niveaux. Tout de suite après la fin du gouvernement militaire, après la dictature, moi je suis retournée au Chili avec un stage de coopération et à ce moment là, l'estime de soi des femmes était très bas et la santé mentale était détruite, très détruite et l'expression de ça c'est l'estime de soi. Que d'autres parts, je voyais, je percevais dans chaque maison, dans chaque famille, un dictateur. Parce que le modèle du dictateur était calqué. Les hommes, oui, les hommes ont appris à être un militaire, un dictateur dans les relations interpersonnelles. Je voyais à chaque maison un dictateur. Les hommes, c'était inconscient. Ils répètent le modèle sociétal. Mais oui! » (Laura, 64 ans, psychothérapeute)

En effet, plus d'une répondante a exprimé un malaise relatif au machisme prévalant au Chili lors de séjours récents, insinuant de ce fait qu'elles ne savent plus s'y adapter suite à la socialisation dans le pays d'accueil

« Si on pense à la société chilienne par rapport aux autres sociétés latino-américaines, c'était avancé mais quand même, il y a beaucoup de machisme. Il y a des choses là-bas qui me font penser que je me suis bien développée ici et que j'aime bien ici les relations en couple sont plus égalitaires. (...) Mais en comparaison avec ici, ça m'a fait de la peine quand je suis allée au Chili la dernière fois, de voir des personnes qui me disaient je sais pas quoi faire, j'ai pas de protection, je peux pas me séparer de cet homme que je n'aime pas, j'ai pas d'avenir... c'est-à-dire qu'ici au moins, on peut faire, travailler dans un

hôtel, travailler dans une manufacture et dans le pire des cas, elle peut demander l'aide sociale en attendant que. Mais là-bas c'est quoi : il y a rien, il y a pas de choix. ». (Graciela, 42 ans, travailleuse sociale)

Outre cela, le plus grand choc, tel qu'exprimé par les femmes, se rapporte aux résultats de l'influence « étrangère », dite nord-américaine. Elles constatent avec découragement l'assimilation de valeurs « nord-américaines » par la société chilienne depuis la fin de la dictature, parmi lesquelles elles comptent la consommation et l'individualisme.

« Parce qu'on compare toujours la réalité actuelle avec la réalité qu'on connaissais avant. Alors c'est pas très correct. Parce que les gens disent que le Chili actuellement c'est la même chose, ouverte à toutes les choses, il y avait les canaux de l'extérieur et l'influence étrangère est très forte. Et est devenu individualiste, est devenu consommateur. Quand nous sommes arrivés ici, on rejetait l'individualisme. Ah les gens parlaient ici d'individualisme. Mais nous étions formé que c'était plus politique aux valeurs collectives, sociales. »
(Emilia 79 ans, retraitée)

En effet, elles sont toutes très conscientes que la variable du temps influence énormément leur sentiment d'appartenance au Chili actuel.

« La plupart des gens qui sont allés au Chili restent en contact. Les adultes toujours pensent au Chili. Mais il y a des gens qui ont toute leur famille ici, toute, toute. À ce moment là, ont coupé avec le Chili. Et à cause des changements, le Chili ne veut rien savoir des Chiliens. Sont consommateurs, individualistes. C'est vrai que c'est un autre pays. Rien à voir avec ce que c'était. Les gens ne connaissaient pas de politique parce qu'il n'y a pas beaucoup d'information. Avant, on avait des journaux, de gauche, de débat, maintenant il n'y a rien de cela. Le pouvoir économique est tellement fort. Alors il y a des gens qui refusent, qui n'aiment pas ces immigrants. Alors ils essaient d'être ici mais d'ici ils ne sont pas non plus. Ils vont travailler, vont se rendre à

l'association, se sont arrangés depuis qu'ils sont ici, ne sortent pas de là. »

(Emilia, 79 ans, retraitée)

La plupart des femmes ne s'y retrouvent pas puisque le climat sociopolitique a grandement changé depuis la fin de la dictature.

5.3 La reformulation identitaire

Si l'on se penche sur les interprétations de l'identité féminine, une question s'impose : que signifient ces perceptions dans la conception des femmes au Québec? Sans trop s'arrêter sur les politiques fédérales de multiculturalisme et les lois d'accommodement au Québec, le centre urbain de Montréal prône quant à lui une politique de communautés culturelles visant à reconnaître et respecter la diversité culturelle de la ville de Montréal. On parle ici du visage de ces communautés nouvelles et fondatrices qui, d'une part, inscrivent leur existence et leur apport à l'identité montréalaise mais qui, d'autre part, font nécessairement ressortir la division identitaire entre le « Nous », les Québécois « de souche », et les « Autres ».

« Nous sommes toujours perçus comme immigrants, et nos enfants, ça c'est grave. (...) Mais ici c'est possible avoir un racisme larvé. (...) C'est pas un racisme qui se manifeste évidemment mais à plusieurs niveaux : au niveau du logement. Même au niveau de l'école. » (Catalina, 79 ans, retraitée)

L'intégration à la société d'accueil se fait selon deux dimensions (Labelle et Rocher, 2004) : la première dimension est plus objective et relève de la participation des nouveaux arrivants à la vie économique, politique et l'adoption des normes sociales collectives. La deuxième est plus personnelle et subjective et s'observe dans le sentiment d'appartenance à une communauté, un quartier, un groupe. Comme l'exprime Roxanna, les femmes se situent au niveau de la ville plus qu'à l'échelle provinciale ou fédérale : « (...) je vais être immigrante à Montréal, je vais devenir l'étranger maintenant. Je vais m'adapter aux situations, au système (...) » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

Les principaux domaines dans lesquels s'opère l'intégration sont les institutions mises en place par l'État qui, de leur côté, produisent ou reproduisent les normes communes et les règles sociales. Le concept de la nation, les structures de l'État et ses institutions, qui sont source de sens et de normes, sont les vecteurs premiers d'un sentiment d'appartenance aux structures existantes. En ce sens, l'intégration objective des nouveaux arrivants et de leurs enfants, des générations futures passe par l'école, les élections, le travail parmi d'autres mais l'intégration personnelle et individuelle s'effectue au sein de groupes restreints, en quête d'une place parmi certains et grâce à la formation de relations plus profondes. « Il y a le plus gros défi d'une femme c'est de faire son espace. À l'intérieur de la communauté. » (Catalina, 79 ans, retraitée). À travers de cette dimension subjective, les minorités sont en mesure, selon Otayek (2000), de participer de façon conséquente aux luttes de pouvoir dans le contexte municipal.

Malgré un exil à l'âge adulte, plusieurs répondantes s'identifient à la culture et la société québécoise. Cependant, elles maintiennent aussi une appartenance à un groupe ethnique et un attachement nostalgique aux valeurs sociales qui se greffent à une identité citoyenne, montréalaise.

« Donc la ville de ma vie est Longueuil. Mais j'aimais Longueuil. J'aimais aussi parce que j'étais bien acceptée dans l'édifice où j'habitais, (...), il y avait une manifestation pour les garderies, savez-vous dans ce temps-là. Et moi j'ai participé dans la manifestation. Je ne connaissais personne, je ne pouvais pas crier beaucoup mais dès ce moment-là, je me suis impliquée à Montréal. C'est comme Montréal c'est la ville de la continuité de la vie. (...) . La continuité de la vie, je pense que l'intégration à la vie même, c'est bon. Donc j'ai trouvé cette continuité à Montréal. Je me suis rendue compte à Montréal, à travers le parti québécois, je pouvais vivre certaines valeurs. » (Isabella, 79 ans, retraitée)

Autrement dit, leur attachement à la société québécoise passe par leur appartenance à la ville d'établissement. Leur conception des valeurs québécoises reflète les valeurs connues spécifiquement dans le contexte multiculturel et urbain de Montréal. En effet, l'aspect très cosmopolite de la ville de Montréal est unique et il existe de fortes différences entre les

mœurs des gens de régions et celles des habitants de la ville. Le visage homogène de l'ensemble de la province flétrit lorsqu'on observe ses centres urbains où l'on retrouve la grande majorité des nouveaux arrivants (Labelle et Rocher, 2004).

Le fait que toutes les femmes, sauf une, aient travaillé dans le domaine des services sociaux, leur a permis d'avoir davantage de contacts avec plusieurs populations immigrantes dans le pays d'accueil. La majorité des femmes ont travaillé spécifiquement dans les services d'orientation et d'accueil auprès des nouveaux arrivants. Ainsi, les femmes se perçoivent tantôt comme immigrantes, tantôt comme Montréalaises.

« J'ai mon pays. Je le porte en moi. Certes. Mais je dis toujours, nous sommes ici. Malgré qu'il y a des problèmes encore de l'accent, ma couleur, les gens me disent, d'où tu viens. D'où tu viens. Si vous me demandez, si... : j'habite Longueuil, Montréal. » (Isabella, 79 ans, retraitée)

Les huit femmes ayant œuvré auprès des immigrants font le pont entre ces derniers et les Québécois. Ces femmes ont une vision plus complète et complexe des problématiques d'immigration à Montréal tant au plan intellectuel qu'au niveau personnel, ainsi qu'une conscientisation accrue relativement aux délimitations et reformulations identitaires des immigrants. Ce positionnement unique et inattendu offre un angle critique intéressant sur le processus d'immigration mais aussi sur les services sociaux de la ville de Montréal.

5.4 Conclusion

L'affirmation de l'identité ethnique, la revendication de l'appartenance à un groupe à part peut s'expliquer par le niveau élevé d'intégration des femmes chiliennes. Leurs expériences dans les domaines publics de la vie en société leur donne également une marge de manœuvre identitaire. Cette aisance leur offre la possibilité d'affirmer leurs particularités, leurs caractéristiques culturelles ce qui représentent des éléments de différenciation et de distinction sans toutefois s'aliéner de la société québécoise.

La reformulation identitaire s'effectue d'une façon constante, influencée par la distance temporelle et géographique qui sépare les Chiliennes du pays qu'elles ont connu. Plusieurs femmes entretiennent une relation nostalgique avec un « Chili d'autrefois » qui laisse entrevoir un sentiment de non-appartenance dans la société chilienne actuelle. Par ailleurs, l'établissement à Montréal a représenté l'assimilation de valeurs, l'élaboration d'une identité interprétée comme « autre » dans le pays d'origine. En somme, les Chiliennes appartiennent à deux sociétés, deux nationalités sans toutefois leurs appartenir entièrement.

Visant à atténuer les ruptures, au niveau identitaire, liées au déplacement forcé et à l'appropriation d'un nouveau contexte, les exilées chiliennes ont entrepris un processus de sélection parmi les mœurs et valeurs les menant à une reformulation de leur identité féminine. De cette façon, elles se distinguent dans cette grande catégorie de « femmes immigrantes » (Maillé, 2002). Cette identité est composée de valeurs familiales et humaines qu'elles attribuent au pays d'origine mais aussi une grande appréciation des droits et libertés dont jouissent les femmes au Québec. On verra comment les points de repères identitaires politisés provenant de la culture chilienne influenceront les aspirations des femmes relativement à l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants dans le contexte urbain montréalais.

CHAPITRE VI

LES RÉPERCUSSIONS DU REGROUPEMENT ETHNIQUE ENTRE FEMMES

Introduction

La ville de Montréal prône une politique multiculturelle qui se base sur un modèle communautariste. Cependant, comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, les divisions qui existent non seulement entre les communautés culturelles mais aussi, de façon plus saillante, entre les Québécois « de souche » et les « immigrants » sont ressenties. Prenant compte de ces dynamiques, il est intéressant d'explorer les répercussions de ces divisions sur le visage de la communauté montréalaise.

6.1 Les fonctions de la vie associative

6.1.1 Rapport avec le pays d'origine

Les répondantes font toutes partie de l'association des Chiliens et certaines d'entre elles s'impliquent également auprès du Comité des droits humains (CDDHH) qui est un comité satellite de l'association où l'on y retrouve sensiblement les mêmes gens ayant une vision politique et des actions plus militantes axées sur les droits humains. Certaines répondantes sont également membres de l'association de professionnels, techniciens et artistes chiliens (Protach, fondée en 1990). Le Comité des droits humains collabore fréquemment avec d'autres groupes latino-américains à Montréal pour organiser conjointement des activités d'intérêt public concernant la violation des droits humains. L'association des Chiliens du Québec (plus souvent nommée association des Chiliens à Montréal), fondée en 1999 suite à la dissolution des multiples groupes de pression établis pendant la dictature, regroupe la plupart des Chiliens et Chiliennes impliqués dans d'autres comités et associations puisqu'elle représente le point de rencontre le plus inclusif pour la communauté chilienne de Montréal.

« Il y a tous. Il y a des personnes qui sont partisans du gouvernement, il y a des personnes qui ne le sont pas comme moi. *Pero* il y a une entente, parce que l'association c'est représentatif des Chiliens d'ici. C'est ça la réalité. Je pense que c'est une chose très bonne que se fait un accord de convivialité dans le

pluralisme parce que par exemple, je suis une personne qui je représente la solidarité internationale. (...) C'est la liberté d'expression qui règne dans l'association. » (Catalina, 79 ans, retraitée)

Son local est situé au 1895, sur la rue Bélanger est, dans le quartier de la Petite-Patrie. Il représente un lieu de rencontre organisée ou informelle, là où les Chiliens et Chiliennes peuvent se retrouver entre eux.

La vie associative viendrait combler les besoins d'une immigration particulièrement politisée:

« Je parle de la communauté chilienne ici, ça veut pas dire que c'est le Chili mais c'est une immigration qui est venue ici pour des problèmes politiques. Et c'est des gens qui étaient impliqués alors il y a un rupture, veut, veut pas, avec la société chilienne. Alors on essaie de pallier quelque part ce manque de participation. Alors on va aller se vouer vers d'autres choses qui peuvent nous alimenter. Et aussi je veux dire que il y a eu une effervescence sociale au Chili. Avant le coup d'état quand il y a eu l'unité populaire dont les femmes étaient très, très impliquées. (...) Le Chili, oui je me rends compte que c'est une société, ou c'était une société qui était très impliquée au niveau social et politique. Hommes et femmes. Alors, il y a un héritage de cette chose là. Ça vient de soi. » (Graciela, 42 ans, travailleuse sociale)

Les femmes ont une présence égale aux hommes dans les associations et comités au Chili. Ceci explique pourquoi leur visibilité au sein de l'association de Chiliens à Montréal ne suscite aucune tension. D'ailleurs, toutes les femmes rencontrées qualifient leur implication de travail, terme qui en évoque l'importance accordée, à laquelle se greffe un élément de longévité, d'engagement continu. « Je fais un travail de type solidaire au Chili et à tous les pays américains. (...) C'est ça mon travail. » (Catalina, 79 ans, retraitée). Le dialogue et l'esprit critique constituent des moyens sociaux pour s'intégrer au sein de la collectivité grâce à la prise de position et au partage. On sent d'ailleurs une division entre

les Chiliens et Chiliennes qui demeurent, après 30 ans de vie au Québec, toujours impliqués et militants, et les exilés qui ont délaissé leur engagement dans le pays d'accueil. « Il y a beaucoup de personnes qui ont oublié le Chili, ont oublié la politique, qui se sont assimilés à la société québécoise. Ne l'intéresse pas. » (Catalina, 79 ans, retraitée). En effet, l'implication représente une qualité recherchée parmi les siens et le degré d'engagement suscite l'admiration.

« Un peu à travers de l'association, on essayait de se comprendre, les différentes positions. Mais beaucoup de gens ne veulent rien savoir parce que c'est triste. Si les gens travaillent ici, avaient beaucoup de problèmes avec les enfants, beaucoup de problèmes de fatigue en plus de savoir toutes les mauvaises nouvelles. Alors les gens vont à l'association pour voir les gens, pour diversion. C'est tout. Pas se compliquer plus la vie. C'est ça le problème. Alors il y a un petit groupe, après les 90, ça a changé. Parce qu'ils sont un groupe différent. Mais au début, c'était tout les gens qui y allaient. Tout les gens étaient ensemble. C'est vrai que sont venues différentes vagues des exilés mais l'importance est, la première étape c'était que les femmes soient plus unies. Ensemble dans le parti. C'était le parti communiste, socialiste, tous les partis (inaudible) mais elles étaient ensemble. » (Emilia, 76 ans, retraitée)

Ainsi, d'une façon informelle, les gens se rencontrent grâce à ce moyen et en résultent non seulement des relations de travail mais aussi des liens affectifs, communautaires, d'entraide.

« On veut que les gens sachent : tu peux aller là-bas, tu peux aller là-bas. Mais sauf que on a une situation que, même si je comprends beaucoup, on a besoin de se rencontrer entre chiliens. Et parler du pays. Et toujours c'est ça alors ça aide les gens. Se rencontrer, pouvoir communiquer, se dire des choses, ça les aide. Mais pour faire les référer, pour dire qu'il y a toutes ces possibilités dans telle situation. Tu peux te servir de ça, c'est ton droit ». (Emilia, 76 ans, retraitée)

Le sentiment d'appartenance à un regroupement semble très important pour les femmes interviewées, que ce soit au niveau du quartier, de la famille, du syndicat ou du

parti politique. La perception de ces femmes comme une unité au sein d'une collectivité est centrale à la conception de soi. En effet, l'un fait nécessairement partie de l'autre pour ces femmes. « On se connaît, entre les Chiliens. Je connais presque tout le monde. » (Catalina, 79 ans, retraitée). En effet, de retrouver les points de repère relationnels dans les dynamiques qu'elles ont avec les Chiliens de leur communauté procure un sentiment de bien-être ainsi qu'une nostalgie.

« Je pense que c'est le fait d'avoir comme un noyau où je parle ma langue, où je me sens que j'appartenais à quelque chose, où je me sens comprise facilement. Il y a toute une complicité. Une complicité qu'on gagne. Je me sens en famille même s'il y a des gens que j'ai jamais vus. Je me sens en famille. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale).

« Soutenir, appuyer, s'il y a des choses qui ne sont pas à notre goût il faut le dire, il faut s'impliquer et tout ça. C'est ça, c'est pas plus que ça. À ce moment là, nous ne sommes pas en position, il faut s'impliquer, appuyer ça. C'est plus facile être en position. On trouve tout, tout le mauvais, tout le na na na. C'est très... pas facile. Mais quand on est déjà impliqués, il faut être lucide. Voir qu'est ce qui va, qu'est ce qui ne va pas mais c'est la seule façon d'être. » (Carolina, 79 ans, mère de famille)

Cette pratique dans le pays d'origine est transposée dans le pays d'accueil et la vie associative prend une importance à ce niveau puisqu'elle est le lieu de rencontre pour mettre en pratique ce moyen relationnel. Comme nous l'avons vu, nos résultats reflètent ceux de Doring (2002) : les femmes politisées qui font partie de l'association des Chiliens demeurent toujours critiques de la situation dans leur pays d'origine et observent les changements qui s'opèrent au niveau social.

6.1.2 Intégration dans le pays d'accueil à travers l'implication sociopolitique

Au niveau identitaire, comme nous l'avons vu précédemment, les femmes se définissent davantage comme Montréalaises que Québécoises. On peut entrevoir dans cette distinction un sentiment de non appartenance à certains aspects de l'identité québécoise. Une niche identitaire (Dubar, 2000) a plutôt été trouvée dans la diversité culturelle du centre urbain, non représentatif du visage homogène de la province.

Non seulement la vie associative comble-t-elle un besoin profond d'engagement social et d'implication politique, mais en plus elle amène les femmes chiliennes à connaître le milieu d'accueil et promeut l'intégration de ces dernières au sein de celui-ci à travers l'organisation d'actions collectives (Immigration et Métropole, 2005). L'association des Chiliens a pour mandat de subvenir aux besoins des membres de sa communauté en référant ceux-ci aux services appropriés, suivant une « logique d'intégration » (Immigration et Métropole, 2005) puisqu'elle offre un réseau d'entraide.

« (...) entre l'individualisme et le collectivisme, l'association c'est une part pour que les gens ne soient pas seuls. C'est une chose humaine. Les gens ne doivent pas être seuls. Ils peuvent faire quelque chose ensemble comme nous autres on fait, eh. Il faut se préoccuper. Il faut les amener faire des ... Sinon, ce seront des gens très négatifs, amers, contre tout, isolés. » (Emilia, 76 ans, retraitée)

Elle encourage la cohésion de la communauté tout en encourageant l'implication de celle-ci dans les affaires municipales et, pour certaines, au niveau provincial. Gemma a concilié ses valeurs communistes avec l'agenda politique de l'Union des Force de Progrès (UFP), dont elle est membre tandis qu'Emilia a trouvé sa niche dans le Parti Québec Solidaire.

« Le problème pour moi surtout c'est que j'ai la moitié de mon cœur au Chili. Même si je sais que c'est le même système. Je me suis impliquée ici maintenant je me suis inscrite, parce que les autre m'ont poussé, avec le Québec Solidaire. Parce que s'il existe en partie une gauche, va être plus solidaire avec l'Amérique Latine et bien des autres cas. » (Emilia, 79 ans, retraitée)

Paola fait également partie de Québec Solidaire et, anciennement, de l'UFP. Isabella, quant à elle, s'est engagée au niveau provincial au sein du Parti Québécois. Ainsi les femmes sont en mesure d'élire des regroupements qui greffent leurs intérêts, produits de leur vécu, à une implication dans leur contexte actuel.

6.2 La 2^e génération et la vie associative

Les exilées sont très attentives aux problèmes rencontrés par les jeunes Québécois d'origine chilienne. On retrouve, dans les discours des femmes, une volonté d'ancrage dans la société québécoise à laquelle se greffe une nostalgie du Chili d'autrefois.

« Je pense que les jeunes Chiliens doivent connaître sa raison, doit connaître sa culture, qu'est ce que les choses passées dans son pays le Chili. Mais en même temps que une connaissance intellectuelle, sentimentale doit avoir aussi une ouverture au monde. » (Catalina, 79 ans, retraitée)

« Les jeunes Chiliens ici sont intégrés. Tous les Chiliens, les jeunes que je connais n'ont aucun problème avec les Québécois, avec les autres. (...) mais il manque une génération de gens. Sont des petits parce que tous les gens qui étaient jeunes maintenant sont adultes et ont des petits-enfants. Alors il n'y a pas beaucoup de jeunes. Parce que quand je vois, je participe beaucoup avec d'autres groupes, on ne voit jamais les latino-américains, (...). » (Emilia, 76 ans, retraitée)

Les femmes rencontrées expriment un désir d'intégration des jeunes de la 2^e génération dans la société québécoise mais déplorent l'assimilation des valeurs individualistes nord-américaines.

« (...) je trouve que c'est épouvantable les problèmes de famille. Parce que moi quand j'étais jeune, c'était nous qui aidait ma mère. Ici je trouve que les gens sont très abusifs. Parce que le père et la mère ne peuvent pas dire beaucoup de choses sinon l'enfant va appeler la police (...) C'est la mère qui doit les aider même s'il a une femme. Et après, élever les enfants, oh! C'est épouvantable. Moi j'étais déçue des gens ici. Les gens qui venaient du Chili trouvent ça aussi.

(...) Je connais, tous les amis que je connais, les enfants n'aident pas les parents et il y a quelque chose qu'ils ne veulent pas travailler. (Emilia, 76 ans, retraitée)

Ainsi, elles sont conscientes des tensions ressenties par les jeunes élevés au Québec au plan identitaire mais tentent toutefois d'inculquer certaines valeurs culturelles.

«Il y a une responsabilité politique qu'elle n'a pas la jeunesse. (...) tu n'as pas le droit de critiquer si tu n'es pas impliqué. (...) ça ne s'implique pas dans la politique de son pays. (...) C'est un sujet de quelques familles. Tu le trouves dans quelques familles. C'est un sujet que tu trouves à table à parler de politique ou de parler de politique mondiale, tout ça. Il y a d'autres familles qui ne parlent jamais de ça. Même ses enfants ne savent pas ce qui s'est passé à ce temps là. Il y a une différence très grande de la jeunesse en face de la politique» (Carolina, 79 ans, mère de famille)

« (...) ma fille puis les enfants des autres copines chiliennes, je vois qu'elles sont engagées. Il y a un résultat qu'elles ont, la réflexion est là. C'est pas des jeunes qui vont accepter ce qu'on leurs dit de façon spontanée. Il y a une certaine analyse. Si on voit la télévision, on va commenter les nouvelles pis je vais voir que ça vient d'eux autres pis c'est un travail qui a été fait mais qui continue de se développer. La façon que, de voir, même la société. Comment l'améliorer. » (Graciela, 42 ans, travailleuse sociale)

De plus, quelques femmes expriment un désir de transmettre des connaissances relatives à l'histoire du pays pour préserver le lien qu'ont les membres de la 2^e génération avec le pays d'origine : « (...) c'est en partie, l'association pour garder un peu, pour développer la culture, pour transmettre la culture à nos enfants pour qu'ils connaissent leurs origines. Parce que nous on n'oublie pas. » (Isabella, 79 ans, retraitée). Ceci représenterait aussi une façon formelle d'établir et préserver le lien entre les générations mais aussi de maintenir les distinctions du groupe ethnique.

Les jeunes femmes de la 2^e génération sont, à part quelques exceptions, presque invisibles au sein de l'association.

« Ah, elles sont d'ici. Sont d'ici totalement. Sauf il y a quelques-unes que les pères sont militants et elles se sont... mais il y a des pères très militants mais les enfants ne sont pas militants. Ils ne sont pas d'accord. Mais il y a d'autres qui se sont préoccupés, de participer, etcetera, il y quelques-unes qui sont militantes. Quelques-unes mais je connais très peu. » (Emilia, 76 ans, retraitée)

On voit ressortir une division entre les générations : un vécu les sépare, variable primordiale pour expliquer le fait que la jeune femme socialisée au Québec n'aie pas ressenti le besoin de faire partie d'un regroupement associatif ethnique.

« (...) c'est très difficile de faire comprendre la jeune femme que ça fait trente années qui est arrivée, maintenant ça fait une femme de 40 ans maintenant. Toute sa formation elle l'a faite ici, toutes ses études, ne s'implique pas trop, quoi. (...) Beaucoup de différences. (...) Différent comme de formation, de mentalité. La femme d'ici, jeune, il y a une autre mentalité. » (Adriana, 61 ans, préposée aux bénéficiaires)

Certaines femmes rencontrées aspirent à ce qu'elles y trouvent leur place, tandis que d'autres expriment plutôt vouloir les voir intégrées et impliquées dans la société québécoise :

« Non, je n'aime pas qu'ils s'impliquent à l'association. J'aimerais qu'ils s'impliquent, je le dis eh, j'aimerais qu'ils s'impliquent ici. Il y a beaucoup de gens québécois qui vont en Amérique Latine. Alors ils peuvent avoir cette mentalité ouverte. » (Emilia, 76 ans, retraitée)

Nous pouvons formuler l'hypothèse suivante : les femmes qui ont exprimé une réticence relativement à la relève au sein de l'association seraient motivées davantage par leurs valeurs sociopolitiques que par la transmission de l'héritage culturel. Ainsi, le projet de société prendrait plus d'ampleur que la nostalgie du pays d'origine.

6.3 La vie à Montréal : les aspirations

Avant la dictature au Chili, la formation universitaire était largement axée sur le peuple et son pouvoir de décision, de changement dans les affaires de l'État. « (...) il faut être très, très politisé pour comprendre ce qu'on peut faire. Les gens veulent aider et savoir à quoi ils aident. Et maintenant, avec le néolibéralisme, c'est très mal. Ne voient le pas. » (Emilia, 76 ans, retraitée). Les femmes que nous avons rencontrées dans le cadre de ce projet en témoignent bien. Non seulement sont-elles professionnelles pour la majeure partie d'entre elles, mais elles sont extrêmement sensibles aux contenus sociopolitiques présents dans la vie privée et publique.

Pour plusieurs, l'individualisme est la cause première de l'éclatement de la dimension sociale de la vie en société. Là où le dialogue devrait se faire, elles dénoncent son absence et compensent en s'organisant entre elles. Elles se disent contre le néolibéralisme et des plus consternées par ses effets, tant au Canada qu'au Chili. Certaines femmes avec lesquelles nous nous sommes entretenues vont même jusqu'à avouer qu'elles évitent les « néolibéraux », ceux qui prônent, selon elles, le laisser-faire économique, le profit et la consommation aux dépens des valeurs humaines.

Dans leur interprétation de la société d'accueil, elles adoptent une position similaire : elles critiquent l'individualisme prévalent au Québec, ce « chacun pour soi » qui empêche l'action sociale et donc, le changement. Paola exprime très franchement que la ville de Montréal, selon elle, n'encourage pas l'intégration et ne donne pas de place aux immigrants. Elle propose concrètement un pouvoir donné aux citoyens au niveau des « arrondissements » ou quartiers, la création de multiples centrales de pouvoir décisionnel permettant la gestion de ses environs.

Relativement au concept de la citoyenneté, les femmes en ont une interprétation qui implique nécessairement la responsabilisation puisque la citoyenneté n'est pas un acquis sinon une définition donnée à un individu qui demeure socialement engagé. Autrement dit, un citoyen doit prendre part au projet de société. Comme l'exprime Adriana, elle « travaille son statut » puisque ce n'est « pas un cadeau du ciel »... Ainsi la participation de chacun

est de mise puisque le pouvoir du peuple s'exprime par le regroupement et la mobilisation dans un courant de conscientisation et d'implication au niveau de l'évolution sociale. Selon les femmes, cette définition diverge de celle qu'ont les Québécois puisqu'ils manquent généralement à l'appel dans les affaires municipales.

L'identification au voisinage est un besoin exprimé par les répondantes, un besoin qui reste largement non comblé dans le contexte de la ville de Montréal. Certaines femmes qui se sont établies dans les banlieues ont su former des relations de courtoisie avec des voisins, se créant un réseau superficiel à proximité.

Le concept de « communautés culturelles » est également critiqué puisqu'il est interprété comme diviseur : « Ça c'est une chose qu'on a beaucoup discuté parce que toujours les gens disent il faut travailler ici parce que nous sommes ici. Mais c'est justement les gens de la solidarité qui sont plus impliqués. » (Emilia, 76 ans, retraitée). La place accordée aux immigrants dans l'espace public à Montréal se résume, selon Emilia, à une catégorisation ethnique qui repose sur la longévité d'établissement de l'immigration en question. Ainsi, de connaître les ressources du gouvernement municipal est crucial pour obtenir le financement nécessaire pour soutenir une association et élaborer des activités et événements visant la visibilité de la communauté culturelle. Ceci implique forcément une compétition entre les communautés ethniques qui font demande auprès des autorités municipales. La majorité des femmes dénoncent la centralisation de pouvoir à des paliers municipaux plus élevés.

Quant à la politique concernant les « communautés culturelles » de la ville de Montréal, certaines répondantes s'y disent opposées, l'interprètent comme un moyen de diviser et de désigner les « Autres ». Ce serait, en effet, une politique visant à séparer les communautés culturelles des Montréalais d'origine québécoise plaçant ces premières en compétition l'une contre l'autre.

« Parce que, que font les immigrantes si elles ont un problème : vont chercher quelque chose à la ville ou à sa communauté. Mais ne font pas une participation organisée je dirais. Mais aussi parce que la façon de traiter des Québécois, c'est

toujours des immigrants. Mais quand on traite comme des Montréalais, des citoyens de Montréal, ça va être différent. Mais toujours traités comme communauté culturelle, comme séparée. Alors pendant qu'ils vont maintenir cela, c'est très différent. » (Emilia, 76 ans retraitée)

Le résultat est la fragmentation de la cohésion communautaire et la centralisation du pouvoir dans les paliers gouvernementaux.

« Là j'ai compris tous les enjeux qu'il y avait dans ce système là. Que les groupes populaires n'avaient pas le pouvoir comme chez nous. (...) les gens se sentaient comme avec les mains attachées. Liées. C'est ça avec le système. » (Roxanna, 49 ans, travailleuse sociale)

En effet, les divisions entre les communautés culturelles expliquent la compétitivité existante.

« (...) c'est pas un problème d'être né dans différents pays mais c'est la même situation. Sauf les gens plus politiques prenaient ça et faisaient des efforts. Mais ici ils ont commencé à trouver par nationalité et c'est pas à cause de la langue parce que les Chiliens parlent la même langue que les Péruviens mais on se rencontre jamais. Même maintenant. On ne voit pas les Équatoriens dans nos groupes de travail. Les gens qui étaient de la solidarité, oui. C'est autre chose la solidarité internationale, la militance. C'est ouvert. C'est très différent des secteurs communs de la population normale qu'on peut dire. Mais les autres, on cherche toujours. » (Emilia, 79 ans, retraitée)

Selon certaines femmes rencontrées, la politique municipale oppose les regroupements ethniques de Montréal dans leurs requêtes individuelles, permettant ainsi la centralisation du pouvoir de décision d'octroyer les subventions, les permis et autres privilèges au sein du gouvernement municipal. Le système municipal est perçu, par les Chiliennes, comme un corps représentatif biaisé composé, en grande partie, de Québécois « de souche ». Les politiques d'embauche de personnes issues de minorités visibles sont

interprétées comme étant éphémères et n'ont aucune crédibilité auprès des chiliennes. Gemma a personnellement vécu le désillusionnement alors qu'elle s'est vu offrir un poste de conseillère à la ville pour qu'il soit ensuite aboli.

Ainsi, les femmes membres de l'association des Chiliens sont reléguées, en tant que citoyennes et membres d'une communauté culturelle, à un niveau inférieur de pouvoir. Elles aspirent au regroupement citoyen pour accéder à un pouvoir de décision plus important au niveau municipal (Otayek, 2000) :

« Je crois que la municipalité peut faire beaucoup. Ici c'est on fait des conférences, nous ont montré des exemples d'autres pays et la politique doit commencer à apprivoiser les affaires de la ville. Parce que ça nous touche directement à notre vie, dans le quartier, dans la sécurité, les services et tout ça. » (Emilia, 76 ans, retraitée)

Relativement à la vie associative, quelques femmes plus politisées expriment un désir de voir les associations ethniques se regrouper et s'appuyer dans les démarches auprès des gouvernements et de la population en général. Emilia, en particulier, appelle à l'intégration des femmes immigrantes dans le mouvement des femmes québécoises pour permettre une cohérence parmi les groupes, minimisant ainsi la division entre Québécoises et femmes immigrantes.

« Mais je vois que même dans le petit groupe de femmes qu'il y a, il y a plusieurs groupes de femmes au Québec, parfois se chicanent un peu, sont en compétition, pas très amies de la Fédération. Les mêmes filles qui travaillent à l'intérieur de la Fédération des Femmes (...) Elles m'ont appelé, m'ont dit viens au comité des femmes immigrantes de la Fédération. J'ai dit pourquoi je vais aller au comité des femmes immigrantes? Je suis ici depuis 30 ans. Pourquoi ne pas parler ensemble de nos problèmes de femme qu'elles soient immigrantes ou qu'elles soient Québécoises parce qu'il y a des Québécoises plus pauvres que moi. Plus dominées que moi (...). Pas seulement les immigrantes parce que les femmes québécoises travaillent beaucoup sur le multiculturalisme qui nous divise beaucoup parce qu'il y a des femmes qui connaissent très bien le Français

mais elles vont toujours aux groupes de service des immigrants. Je trouve que ça c'est une erreur. » (Emilia, 76 ans, retraitée)

Une critique récurrente dans les discours des exilées se rapporte aux politiques gouvernementales d'embauche des minorités au sein de la fonction publique. Certaines femmes, selon leurs propres expériences ou par ouï-dire, ont noté que les véritables opportunités étaient rares, sinon inexistantes, pour les immigrants et ce, contrairement au message diffusé par l'administration publique.

« Il y a beaucoup de problèmes malgré que la loi québécoise, parlant pas de la loi canadienne, dit qu'il y a un pourcentage d'immigrants dans l'administration publique et c'est pas vrai. Comment ça se fait que c'est pas une loi? C'est un droit l'accessibilité mais ça pas donné beaucoup de résultats. » (Catalina, 79 ans, retraitée)

Adriana formule des propositions plus concrètes pour permettre l'intégration rapide des nouveaux arrivants dans le domaine du travail :

« (...) il faut donner une formation de base aux femmes qui arrivent. Et la femme va choisir quels sont ses intérêts. C'est ça que j'aimerais que ça fait un bon plan dans l'immigration (...) peu importe sa vocation, peu importe son métier. L'important c'est qu'elles peuvent développer quelque chose tout de suite. » (Adriana, 61 ans, préposée aux bénéficiaires)

Relativement aux services offerts aux femmes immigrantes, Laura dénonce les failles du processus de soutien aux femmes victimes de violence. Dans sa pratique, elle rencontre un grand nombre de femmes victimes de violence et ses aspirations visent à offrir une aide aux femmes plus vulnérables.

« Mais je me retrouve avec des femmes que même après 52 sessions ne sont pas en mesure de fonctionner de façon raisonnable parce qu'il y a des blessures

précédentes, des blessures antérieures qui nécessitent beaucoup plus de ressources. Beaucoup plus de temps. À ce moment là, moi je pense que les services devraient être mieux nantis d'un point de vue financier pour qu'ils comptent avec un personnel qui permet d'être capable de faire un suivi thérapeutique (...) » (Laura, 64 ans, psychothérapeute)

Enfin, lorsque nous avons interrogé les Chiliennes relativement au processus d'accueil à Montréal, une revendication commune ressort vis-à-vis de l'apprentissage de la langue française. Plusieurs femmes aspirent à ce que les services en place soient améliorés pour faciliter l'accès des nouveaux arrivants aux cours. « Un peu plus d'orientation et d'opportunités d'apprendre un niveau de français. » (Catalina, 79 ans, retraitée) Nous pouvons entrevoir l'importance que prend la maîtrise de la langue du pays d'accueil dans l'intégration des immigrantes.

6.4 Conclusion

Nous avons démontré que le contexte d'accueil est une variable importante lorsque l'on explore l'insertion de l'immigrante en société (Vatz-Laaroussi, Tremblay, Corriveau, Duplain, 1999). La formation de liens associatifs signifie, pour les Chiliennes exilées, un moyen naturel de préserver le lien social au sein de la communauté chilienne existante. L'établissement de l'association des Chiliens à Montréal s'est produit suite à un traumatisme collectif dans le but de mobiliser des actions collectives visant à dénoncer les atrocités commises pendant la dictature. Au fil du temps, ses objectifs et les fonctions qu'elle occupe auprès de ses membres ont évolué, changeant la nature même de l'association. La passion initiale a laissé place à une ferveur de continuer le travail sociopolitique et a donné naissance à un projet de société que les Chiliennes évoquent lorsqu'elles formulent des propositions.

Les activités formelles et informelles servent à contrer, au niveau émotionnel, l'isolement des membres de la communauté et sensibilisent les participants aux sujets d'actualité, les impliquant de cette façon dans les multiples facettes de la société

québécoise. Ce regroupement ethnique représente une arène d'échanges où s'effectuent certaines négociations identitaires et où la position de la communauté vis-à-vis la municipalité est négociée.

Puisque l'appartenance dans le pays d'accueil se traduit par l'enracinement dans une municipalité, les aspirations qu'ont les Chiliennes visent à favoriser le lien social au sein de la collectivité montréalaise. Elles proposent une plus grande responsabilisation citoyenne de la part des Montréalais, Québécois et immigrants, pour prendre part aux décisions qui les affectent.

CONCLUSION

Notre recherche a tenté de donner la parole aux exilées chiliennes, dans le but de mieux comprendre leurs perceptions de la place et du rôle des immigrantes. Nous nous sommes appuyées sur des ouvrages provenant de divers champs, tels la sociologie de l'immigration, de l'identité et des écrits féministes. Guidées par nos questions de recherche, nous avons exploré leur conception distincte des rôles féminins en relation avec leur ethnicité tout en prenant compte des variables clés de leur intégration dans la société québécoise. Ce n'est que récemment que les récits des femmes immigrantes ont trouvé leur place au sein des débats sur l'immigration et le féminisme québécois.

Il convient de mettre de l'avant que, selon les femmes avec lesquelles nous nous sommes entretenues, la vie associative ne s'oppose pas à leur intégration sociale. Au contraire, être membre d'une association ethnique représente non seulement des occasions pour socialiser avec les siens et renforcer son identité ethnique, mais aussi une fenêtre sur la société québécoise, poursuivant conjointement la différenciation et l'intégration. En effet, une implication au niveau associatif motive l'implication à d'autres niveaux : au sein de partis politiques ou d'actions communautaires, dans le cadre de programmes d'échanges internationaux ou bien dans l'organisation de levées de fonds bénéficiant à des organismes montréalais.

Les regroupements ethnoculturels n'aboutissent pas impérativement en un repli sur soi et sur les siens. L'association entre membres d'un groupe ethnique peut représenter non seulement l'établissement de liens avec d'autres communautés culturelles, mais également une façon d'éviter l'isolement en donnant les moyens aux immigrées de participer pleinement à la citoyenneté et obtenir une reconnaissance culturelle. Comme nous l'avons vu, une femme peut revendiquer son appartenance à un groupe ethnique et ses valeurs culturelles sans pour autant en souffrir dans son intégration socioéconomique.

Les femmes ne sont pas assimilées et elles ne rejettent pas la société d'accueil : elles font le pont entre les deux cultures. Elles désirent préserver leur héritage culturel tout en

profitant des libertés et des opportunités que leur offre le Québec, et particulièrement la ville de Montréal. En allant vers les institutions et les gens du pays, elles s'ouvrent à de nouveaux modèles de comportement. À ce que certains qualifieraient de « bricolage identitaire », nous préférons le terme de « reformulation identitaire » de Claude Dubar (2000) pour aborder le processus de sélection, d'assimilation et d'interprétation culturelle chez les femmes chiliennes. Pour les femmes rencontrées, la dynamique constante entre l'individu et son contexte laisse place à une réinterprétation continue des concepts que l'on prend pour acquis. Les chiliennes superposent les éléments identitaires pour formuler une identité « utile », salubre (Ellemers, Spear et Doosje, 1999), qui leur permet de transiger entre deux cultures sans toutefois réellement appartenir à l'une d'elles.

Elles appartenaient certes au Chili qu'elles ont dû quitter, mais n'ont pas pu suivre les changements profonds qui se sont opérés dans la société chilienne. Ainsi, elles sont à l'écart du contexte social chilien actuel par leur absence mais sans pour autant appartenir entièrement au pays d'accueil. Cependant, elles participent activement à la société d'accueil à plusieurs niveaux et cela témoigne d'une réelle volonté d'intégration et d'enracinement.

« J'aime ce pays. Je me sens à l'aise. J'ai bien des amis, des petits-enfants (rires) qui sont canadiens qui sont nés... attend. J'ai une fille, petite fille, s'est mariée, elle est moitié moitié. Sa mère est québécoise. Il y a un autre garçon qui est marié aussi avec une Québécoise alors c'est déjà intégré. »
(Carolina, 79 ans, mère de famille)

Or, les moyens que les femmes chiliennes emploient pour gérer l'assimilation tout en évitant trop de déchirements passent à travers l'emprunt de certaines, et non pas toutes, coutumes et valeurs québécoises. Ceci se fait non seulement par des faits observables mais aussi, de façon plus importante, au niveau psychologique et émotionnel. L'apprentissage de la langue, l'implication au niveau professionnel et social ne signifie pas forcément l'intégration au niveau émotionnel. Pour pouvoir qualifier l'intégration sociale de profonde ou réelle, la femme doit ressentir, au plan individuel ou subjectif (Dubar, 2000), qu'elle prend part à une communauté globale, qu'elle appartient à une entité sociale. C'est là que la

vie associative vient jouer un rôle crucial : elle représente l'intermédiaire par lequel les immigrantes peuvent reformuler, avec l'appui des siens, leur identité distincte au niveau personnel, tout en s'insérant dans le lien social de la société d'accueil grâce à l'élaboration d'une identité ethnique appartenant au regroupement.

Tel que nous avons démontré dans cette recherche, un véritable sentiment d'appartenance requiert une acceptation et un certain niveau de valorisation de la culture d'origine. L'aspiration de se joindre à la culture d'accueil demeure intacte lorsque, d'une part, la société les recevant valorise la culture et la langue des nouveaux arrivants et, d'autre part, les difficultés liées à l'acculturation et l'assimilation sont discutées, formellement et informellement, au sein des regroupements ethniques et les familles. Ainsi, le niveau d'intégration est déterminé par le degré de succès avec lequel la société d'accueil crée une place aux nouveaux venus en combinaison avec la capacité de ces derniers de surmonter les obstacles existants au niveau personnel et subjectif.

Les perceptions sociales de la femme fluctuent, sont perméables aux influences, évoluent à travers le contact et le partage d'informations. Nous avons pu constater dans la section précédente, que les femmes chiliennes ont adopté certaines valeurs de la société d'accueil mais aussi qu'elles en ont rejeté d'autres telles que l'individualisme et la déresponsabilisation citoyenne. Elles interprètent ces valeurs comme appartenant à la société d'abondance nord-américaine, tendances que Nagel (2000) lie à la société de consommation. Nos résultats semblent refléter les observations de Nagel : les Chiliennes ont noté l'apathie des Québécois(e)s relativement à la politique, et l'isolement des individus dans leurs relations personnelles. Il résulte que par leur présence dans la vie publique, notamment le travail et les cercles militants, elles ont plus de connaissances et d'expériences personnelles que d'autres femmes immigrantes dont la majeure partie des expériences se passent dans la sphère privée.

Il aurait été intéressant de poursuivre la réflexion en allant interroger les exilés, maris de certaines ou divorcés. L'intérêt manifesté se réfère à la perspective masculine des représentations sociales des femmes au Québec. En effet, d'appréhender le processus de

restructuration identitaire des hommes suite à un changement de la donne sociale nous permettrait de comparer les valeurs conservées et intériorisées de la part des hommes avec la sélection faite par les femmes. Poussant plus loin, un autre récit aurait pu compléter notre recherche : celui des enfants, membres de la 2^e génération. L'objectif serait d'inclure les récits des individus socialisés au Québec pour faire ressortir leur interprétation de leur héritage culturel. Cependant, ces pistes de recherche requièrent beaucoup plus de temps et nécessiteraient un échantillonnage plus large.

Or, quel impact peut-on anticiper des interprétations « autres » des rôles de la femme sur la société québécoise? Certes, la société d'accueil exerce une grande pression sur ses nouveaux arrivants, mais ne serait-ce que de par le dialogue informel, les représentations sociales de la femme s'en voient influencées chez les citoyennes originaires du Chili et d'ailleurs. Au fur et à mesure que se regroupent et s'organisent certaines communautés ethniques au Québec, des définitions diverses des rôles de la femme émergent dans les récits. Si l'on se fie aux paroles des Chiliennes rencontrées, les libertés et possibilités qui existent pour les femmes au Québec ont permis et permettent toujours l'indépendance financière et offrent les moyens de se réaliser au niveau personnel et professionnel. Ce sont les rôles traditionnels de mère, porteuse d'héritage culturel, de femme professionnelle impliquée et de citoyenne à part entière qu'elles désirent conserver. Elles y voient une grande importance et une grande nécessité pour préserver le lien social. Le dialogue, qu'il se fasse au sein du Mouvement des Femmes, des partis politiques, d'organisations communautaires ou d'associations ethniques, permet de poser un regard critique sur les valeurs et mœurs des Québécois et Québécoises, pouvant mener à l'élaboration d'un projet de société cohérent et inclusif (Maillé, 2002). Une remise en question, tant dans la vie privée que publique, ne peut que donner une vision plus claire des décisions que nous prenons en tant que femmes et actrices sociales.

Caractéristiques des répondantes

Répondante	Âge	État civil	Enfants	Occupation principale	Diplôme obtenu	Année d'arrivée	Âge à l'arrivée	Immigration familiale ou individuelle	Statut à l'entrée au pays	Statut actuel	Raisons de l'établissement à Montréal
1 Emilia	76 ans	Célibataire	Non	Éducatrice populaire, travailleuse sociale retraitée	Baccalauréat en journalisme non complété Baccalauréat en travail social	le 27 août 1976	46 ans	Individuelle	Statut spécial	Citoyenneté canadienne	Menaces de danger ressenti à Hull, Ottawa
2 Graciela	42 ans	Séparée, fréquente un homme d'origine chilienne	2 : un garçon et une fille adolescente	Travailleuse sociale	Baccalauréat en travail social à l'Université de Québec à Montréal	1 ^{er} janvier 1979	15 ans	Immigration familiale-avec ses parents	Statut de réfugiée	Citoyenneté canadienne	Famille à Montréal
3 Carolina	79 ans	Veuve	5 enfants adultes	Pas de profession, organisatrice auprès de l'Association	Études en langue française	1964 à 1969 et de façon permanente en 1974	47 ans	Immigration familiale-avec ses cinq enfants et son mari	Statut spécial	Citoyenneté canadienne	Connaissance de la langue française et poste jadis occupé par son mari qui lui était encore disponible.
4 Catalina	70 ans	Divorcée	3 enfants : deux en Europe et 1 à Montréal	Retraitée, organisatrice auprès de l'Association	Formation en décoration	1992	43 ans	Individuelle : suivant ses enfants et son mari	Statut de visitant (membres de la famille établis à Montréal)	Citoyenneté canadienne	Famille à Montréal
5 Gemma	46 ans	Divorcée	Un fils adolescent	Technicienne au Centre local d'emploi	Baccalauréat en travail social	1983 : programme de domestiques du gouvernement canadien. 1986		Individuelle	Statut spécial	Citoyenne canadienne	Quelques amis à Montréal

Répondante	Âge	État civil	enfants	Occupation principale	Diplôme obtenu	Année d'arrivée	Âge à l'arrivée	Immigration familiale ou individuelle	Statut à l'entrée au pays	Statut actuel	Raisons de l'établissement à Montréal
6 Isabella	79 ans	Divorcée	3 filles	Travailleuse sociale, maintenant retraitée et bénévole	Baccalauréat en travail social	1974	47 ans	Familiale : avec ses trois filles (son mari est parti avant elle)	Statut de réfugiée	Citoyenne canadienne	Destination de langue française
7 Laura	64 ans	Célibataire	1 fils adulte	Psychothérapeute	Baccalauréat en psychothérapie, formation complémentaire en travail social	1974	32 ans	Individuelle	Statut spécial	Citoyenne canadienne	Destination de langue française
8 Paola	54 ans	Divorcée	3 enfants adultes	Intervenante psychosociale	Formation complétée en comptabilité et une formation non complétée en pédagogie	1974	20 ans	Familiale : avec son mari et deux enfants	Statut de réfugiée	Citoyenne canadienne	Elle quittait son mari et savait quelques connaissances à Montréal
9 Roxanna	49 ans	Mariée (mari dont elle s'est séparée pendant un an qui est professeur universitaire)	un enfant adolescent né au Canada	Travailleuse sociale dans un CLSC	Baccalauréat et Maîtrise (complétée à McGill) en travail social	1989	26 ans	Familiale : avec son mari	Étudiante étrangère	Citoyenne canadienne	Un poste attendait son mari à Montréal
10 Adriana	61 ans	Divorcée (mari retourné au Chili)	3 enfants	Préposée aux bénéficiaires ainsi qu'artiste peintre	Formation en beaux-arts	1979	28 ans	Familiale : son mari et ses trois enfants	Permis d'entrée exceptionnel octroyé à son arrivée	Citoyenne canadienne	Destination de langue française

Questionnaire d'entrevue

1. Informations générales

Nom :

Profession :

Formation en :

État civil :

Mariée ____ Séparée ____ Divorcée ____ Veuve ____

Parent : OUI / NON Combien d'enfants : ____ Sexes : ____

Âge:

Années résidant au Canada :

Années résidant au Québec (si différent):

Années résidant à Montréal (si différent):

Connaissance de la langue française à l'arrivée au Canada:

Immigration individuelle ou familiale :

Enfants au moment de l'immigration ? OUI / NON

Avez-vous de la famille ou des amis qui avaient immigré avant vous? Où?

Statut d'immigration au Canada:

Indépendante ____ Réfugiée ____ Immigration familiale ____ Autre : ____

Citoyenneté:

En attente de statut ____ Résidente permanente ____ Citoyenne canadienne ____

Emplois occupés au Canada, en commençant par l'emploi actuel:

1. _____

2. _____

3. _____

2. Historique de la personne, de son trajet

2.1 J'aimerais que vous me parliez des raisons pour lesquelles vous vivez ici
présentement.

(Quels sont les événements qui ont motivé le déplacement? Dictature ou autre...)

J'aimerais que vous me parliez de votre arrivée au Canada.

Qu'est ce qui vous a poussé à élire Montréal comme ville?

Quels éléments, quels bénéfices entrevoyiez-vous dans votre choix?

2.2 Que connaissiez-vous de la société québécoise?

Quelles ont été vos impressions lors de votre arrivée? Qu'est-ce qui vous a le plus frappé lors de votre arrivée?

2.3 Que pensez-vous de Montréal maintenant?

Est-ce le fait que le Comité/l'association soit dans un grand centre urbain québécois affecte :

- Ses actions?
- Sa forme?
- Le type de personne qui s'y implique?
- Sa capacité de regrouper?
- Sa survie?
- Son succès?

3. Perceptions de la femme au Québec : la relation entre la femme immigrante et la construction sociale des femmes au Québec

3.1 Comment voyiez-vous les femmes à votre arrivée? Est-ce que vous notiez des différences entre les femmes chiliennes et les femmes québécoises? Entre vous et les femmes d'ici? Quelles étaient les choses qui vont le plus frappé? Comment voyiez-vous les femmes représentées ici par rapport aux attentes que la société a d'elles?...

- dans le domaine professionnel,
- dans la vie privée,
- par rapport à la famille,
- par rapport aux relations qu'elle entretient avec son mari ou son chum,
- ses enfants,
- ses parents,
- sa famille éloignée,
- par rapport à elle-même.

3.2 Est-ce que vos sentiments ou impressions ont changé? Pourquoi?

Et avec le temps, comment voyez-vous la femme au Québec?

3.3 Comment vous voyiez-vous par rapport aux femmes québécoises?

Y a-t-il des différences dans la conception de la femme (ses rôles, son identité) au Chili et au Québec d'après vous?

3.4 Est-ce que vos valeurs, attitudes ou opinions ont changé depuis votre installation au Canada?

4. Raisons de l'implication initiale dans le Comité/l'association, rôle au sein de celui-ci/de celle-ci, raisons pour lesquelles son importance perdure dans le parcours de vie

4.1 J'aimerais que vous me parliez de comment vous vous êtes affilié avec le Comité/l'association. Quels sont les facteurs (personnes, événements, intérêts)... (Quels sont les événements qui vous ont poussé à prendre connaissance de l'association/du Comité?)

4.2 J'aimerais que vous parliez du Comité/de l'association.

Est-ce que la majorité de femmes s'y impliquent?

Quelles sont les valeurs prônées qui vous rejoignent?

Est-ce que vous avez formé des relations avec des gens là-bas?

4.3 J'aimerais que vous me parliez de raisons pour lesquelles vous continuez de travailler au sein du Comité/de l'association.

(Qu'est ce que ce vous rapporte sur le plan personnel?)

Considérez-vous que l'intérêt que vous aviez en politique et dans les causes sociales est supérieur, normal ou moindre que la moyenne des Chiliens? Des Québécois?

4.4 Quel domaine vous intéressait le plus? (affaires municipales, régionales, provinciales, ethniques ou religieuses, nationales, internationales, droits humains, etc.)

4.5 Diriez-vous que vous êtes satisfaite de votre décision d'immigrer au Québec, de votre établissement à Montréal? En quoi?

5. Perceptions de soi : définition personnelle, rôles, relation avec le contexte social

5.1 Est-ce que vous vous définissez comme une militante?

Est-ce que vous pensez que ce rôle est bien accepté, intégré pour une femme dans la société chilienne?

Et au Québec, ce rôle est-il bien perçu pour une femme d'après vous?

En tant qu'immigrante, pensez-vous que votre rôle de militante est bien perçu dans la société québécoise?

5.2 Est-ce que vous vous considérez féministe? Dans quel sens?

(Au sens latino-américain ou canadien?)

5.3 Est-ce que des associations du même genre que celle dont vous êtes membres existent au Chili?

Si oui : (Est-ce que vous en faisiez partie?)

D'après vous, est-ce que les femmes s'y impliquent?

La participation féminine au sein de ces regroupements est-elle plus ou moins semblable que celle dans le Comité/l'association? Si non, pourquoi?

6. L'immigration genrée : particularité du processus prenant en compte le genre de l'acteur

6.1 Est-ce que vous pensez que les femmes vivent le processus d'immigration différemment des hommes?

(Comment? Pourquoi?)

6.2 Quelles libertés et quels obstacles voyez-vous pour la femme immigrante dans la société québécoise?

(Et pourquoi pensez-vous que les femmes sont confrontées à ces obstacles lorsqu'elles émigrent ici?)

6.3 Comment vous positionnez-vous vis-à-vis cela?

Quelles sont pensez-vous les attentes des femmes qui émigrent ici? Quelles étaient vos propres attentes?

6.4 Pensez-vous qu'il devrait y avoir des changements dans le processus d'accueil des femmes à Montréal spécifiquement? Lesquels? Y aurait-il des services à mettre en place, des points qui méritent l'attention de la communauté montréalaise d'après vous?

7. Le Comité/l'association : sa survie, son rôle auprès des jeunes Chiliennes montréalaises

7.1 Comment voyez-vous les jeunes femmes d'origine chilienne nées ici?

7.2 Quelles valeurs gardez-vous en tant que femme de votre pays originaire, le Chili?

Quels aspects de la société, la culture chilienne voudriez-vous transmettre aux jeunes femmes et aux jeunes hommes d'origine chilienne nés ici?

7.3 Est-ce que vous souhaitez que les jeunes s'impliquent dans le Comité/l'association?

Si oui, comment pensez-vous pouvoir rejoindre les jeunes chiliens à Montréal? Si non, pourquoi?

7.4 Quelles sont les raisons pour lesquelles ils devraient s'impliquer?

Quelles sont les causes sociales importantes d'après vous?

Que peut procurer le Comité/l'association aux jeunes femmes chiliennes en particulier?

Bibliographie

Altay Manço, Joseph Gatugu et Spiros Amoranitis. *La vie associative des immigrants: quelles valorisations politiques? Perspectives canadiennes et européennes*, Paris, l'Harmattan, Collections « Compétences Interculturelles », 30 p.

Brooks, Ann. 1997. « Consensus and conflict in second wave feminism: Issues of diversity and difference in feminist theorizing », dans *Postfeminisms. Feminism, Cultural Theory and Cultural Forms*, London, Routledge, 13-28. (16 pages/240 – ISBN 0145-114745-61).

Butler, Judith. 2005. « Sujets de sexe/genre/désir », dans *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de subversion*, Paris, La Découverte, c1990, 59 p. (59 pages/284 – ISBN 2-7071-4237-9).

Capozza, Dora et Rupert Brown. 2000. *Social Identity Processes*. London, Sage Publications, 227 p.

Collectif des femmes d'Amérique Latine et de la Caraïbe. 1977. *Des Latino-Américaines. Des femmes*, Paris, 321 p.

Chouakri, Y. 2004. *Réalité du financement des groupes de femmes à caractère ethnoculturel et racisé au Québec*, recherche-action, Fédération des Femmes du Québec, 62 p. http://www.ffq.qc.ca/pub/recherche_sous_financ_ethno.pdf

Corporation de développement économique et Communautaire (CDEC). 2005. « Étude : Citoyenneté chez les jeunes Chiliens », dans *Débats de citoyens (Québec-Chili)*, 9 p. <http://www.citoyennete.qc.ca/recherche.html>

Davis, Joseph E. 2000. *Identity and Social Change*. New Jersey, Transaction Publishers, 217 p.

De Sève, Micheline. 1994. « Femmes, action politique et identité », dans *Cahiers de recherche sociologique*, No 23, 25-40. (25 pages/220-ISSN 0831-10481).

Dore, Elizabeth et Molyneux, Maxime. 2000. *Hidden Histories of Gender and the State in Latin America*. Durham and London, Duke University Press, 381 p.

Doring, Maria Teresa. 2002. *Mujeres en busca de una nueva identidad*. Mexico, Fontamara, 202 p.

Dubar, Claude. 1992. *Mobilités et formes de production identitaire*. Paris, Documentation française, 26 p. <http://www.cnam.fr/lipsor/dso/articles/fiche/dubar.html>

Dubar, Claude. 2000. *La crise des identités*. Paris, PUF, 239 p.

Durkheim, Émile. 1893. *De la division du travail social*. Paris, Les Presses universitaires de France, huitième édition, 1967, Collection : Bibliothèque de philosophie contemporaine, 416 p.

Ellemers, Naomi; Spears, Russell; Doosje, Sandra. 1999. *Social Identity*. Oxford, Blackwell Publishers, 273 p.

Gaviola, Edda; Largo, Eliana; Palestro, Sandra. 1994. *Una historia necesaria*. Gaviola, Edda; Largo, Eliana; Palestro, Sandra, 256 p.

Germain, Annick; Dansereau, Francine; Bernèche, Poirier, Francine Cécile; Alain, Martin et Gagnon, Julie-Elizabeth. 2003. « Les pratique municipales de gestion de la diversité à Montréal », dans *Urbanisation, Culture et Société*, Montréal, Institut national de la recherche scientifique Urbanisation, Culture et Société, 174 p.

Hill Collins, Patricia. 1990. "Black Feminist Thought in the Matrix of Domination", dans *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*. Boston: Unwin Hyman, pp. 221-238.

Hill Collins, Patricia. 1990. "Defining Black Feminist Thought", dans *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*. Hill Collins, Patricia, New York, Routledge, pp. 19-40.

hooks, bell. 1984. *Feminist Theory : From margin to center*. Cambridge, South End Press, 181 p.

Icart, Jean-Claude; Labelle, Micheline et Antonius, Rachad. 2005. « Indicateurs pour l'évaluation des politiques municipales visant à contrer le racisme et la discrimination », dans *Les cahiers du CRIEC*, Rapport présenté à l'UNESCO, 89 p.

Immigration et Métropole. 2005. *Immigration et Métropole*, Centre de recherche interuniversitaire de Montréal sur l'immigration, l'intégration et la dynamique urbaine, Montréal, 14 p. http://im.metropolis.net/presentation_IM_fr.pdf

Labelle, Micheline et Salée, Daniel. 2001. "Immigrant and Minority Representations of Citizenship in Quebec", dans *Citizenship Today. Global Perspectives and Practices*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, p. 278-315.

Labelle, Micheline et Lévy, J.J. 1995. « *Ethnicité et enjeux sociaux. Le Québec vu par les leaders de groupes ethnoculturels* ». Montréal, Liber, 377 p.

Labelle, Micheline et Rocher, François. 2004. *Contestation transnationale, diversité et citoyenneté dans l'espace québécois*. Canada, Presses de l'Université du Québec, 236 p.

Labelle, Micheline. 2005. « Le défi de la diversité au Canada et au Québec » dans *Options politiques*, 89 p. <http://www.irpp.org/po/archive/mar05fr/labelle.pdf>

Maillé, Chantal. 2002. « Migrations: femmes, mouvement et “refondation” du féminisme » dans *Recherches féministes*, Vol. 15, no 2, 1-8 (8/175 ‘’-ISSN 0838-4479.

Martinez, Sergio. 1992. *Chronicles of Exile*. Montréal, Latin American Communications Workshop, 117 p.

Miles, Angela; Rezai-Rashti, Goli et Bryn Rundle, Lisa. 2001. « Third Wave Feminism : Antiracists, Transnationalists, and Young Feminists Speak Out », dans Mandell, Nancy. *Feminist Issues. Race, Class and sexuality*. (ed) Toronto, Prentice Hall, I-22 (21 pages/318 – ISBN-0-01701941).

de Montlibert, Christian. 1998. *Sur l'identité*. France, Regards Sociologiques, no 16, Imprimerie Intégrée Université des Sciences Humaines de Strasbourg, 94 p.

Mouffe, Chantal. 2000. “Féminisme, citoyenneté et démocratie plurielle », dans Ballmer-Cao, Thanh-Huyen, Véronique Mottier et Lea Sgier (sous la direction de), *Genre et politique. Débats et perspectives*, Paris, Folio Essais, 167-202. (35 pages/533-ISBN 2-207-04152502).

Otayek, René. 2000. *Identité et démocratie dans un monde global*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 228 p.

Penafiel, Teresa, Karin Arroyo, Manuel Andres Penafiel et Sonia Martinez. 1994. *Grandir déraciné*. Montréal, Latin American Communications Workshop, 62 p.

- Pescatello, Ann. 1973. *Female and Male in Latin America*. London, University of Pittsburg Press, 342 p.
- del Pozo, José. 1996. *La Hoja de arce y la flor de lis: un Chileno en el Canadá francés*. Santiago, CESOC, 185 p.
- del Pozo, José. 1994. *Los Chilenos del Quebec y los estudios avanzados*. Montréal, Asociación de profesionales, técnicos y artistas chilenos del Québec, 44 feuillets.
- del Pozo, José. 2006. *L'intégration d'un groupe de professionnels*. Montréal, UQAM, 9 p.
- Quénart, Anne. 1994. *Les représentations sociales de la parentalité chez des mères de divers milieux sociaux*. Rapport de recherche, département de sociologie et Laboratoire de recherche en écologie humaine et sociale (LARESH), UQAM, 78 p.
- Richard, Nelly. 2006. *La problemática del feminismo en los años de transición en Chile*. Consejo Latino Americano de Ciencias Sociales. 13 p.
<http://www.globalcult.org.ve/pub/Clacso2/richard.pdf>
- Ruiz-Tagle, Jaime. 1996. *La exclusión social en el mercado de trabajo: el caso del MERCOSUR y Chile*. CLACSO, 20 p. <http://168.96.200.17/ar/libros/sierra/ruiz.pdf>
- Statistiques Canada. 2003. « Enquête sur la diversité ethnique » dans *Le Quotidien*, 29 septembre, Canada, 5 p. <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/030929/q030929a.htm>
- Vatz-Laaroussi, Michèle, Pierre-André Tremblay, Lucie Corriveau et Myriam Duplain. 1999. *Les histoires familiales au coeur des stratégies d'insertion : trajectoires de migration en Estrie et au Saguenay-Lac-St-Jean*. Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 231 p.

Young, Iris Marion. 1994. « Gender as Seriality : thinking about Women as a Social Collective », dans *Signs*, Vol. 19, no 3, 713-738 (26 pages/220-ISSN 0831-10481).

Williams Crenshaw, Kimberlé. 2005. « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », dans *Cahiers du Genre, Féminisme(s): penser la pluralité*, n°39, Paris.